

Octobre - Novembre - Décembre 2010

Réalisée du 19 octobre au 4 novembre 2010

Vague 40

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr

ifop

Baromètre
des **TPE**

 FIDUCIAL















FIDUCIAL

- **FIDUCIAL** est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs. La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui ont permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, du conseil financier et de l'informatique. Elle propose aussi un ensemble de produits et de services pour le monde du bureau.
- FIDUCIAL est présente dans **78 pays** et compte plus de **13 000 professionnels** avec un chiffre d'affaires en 2008 de 1,5 milliard de dollars. En France, ses 600 agences réalisent un chiffre d'affaires de 646 millions d'euros auprès de **200 000 clients**.
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - ⊖ pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - ⊖ pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - ⊖ pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - ⊖ par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter : www.fiducial.fr

SOMMAIRE

	Poids des TPE	3
	Tableau de bord	4
	Principaux enseignements	7
	L'emploi dans les TPE	19
	Le financement des TPE	27
	L'action du Gouvernement	35
	Le budget 2011	42
	Le bilan 2000-2010	55
	Les perspectives 2010-2020	69
	Les valeurs des patrons de TPE	81
	Méthodologie	84
	Échantillon	85

Poids des TPE

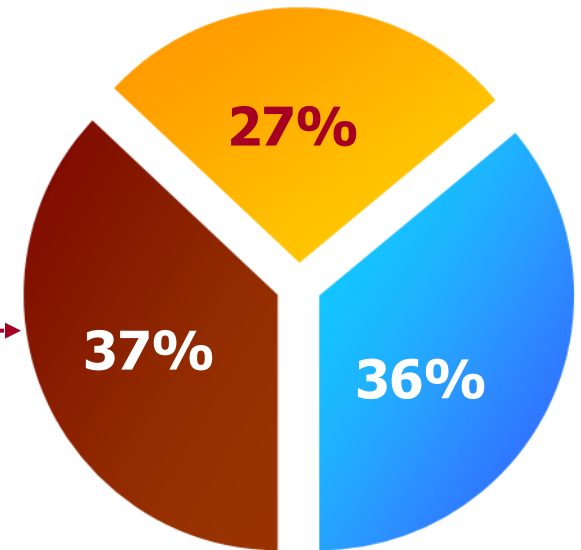
Nombre d'entreprises en France ≈ 2,6 millions*

*(Champs ICS : Industrie Commerce Services
 hors agriculture, services financiers et administration)*

() Source INSEE SIRENE DCASPL 2006*



% de l'emploi en France



% de la valeur ajoutée produite

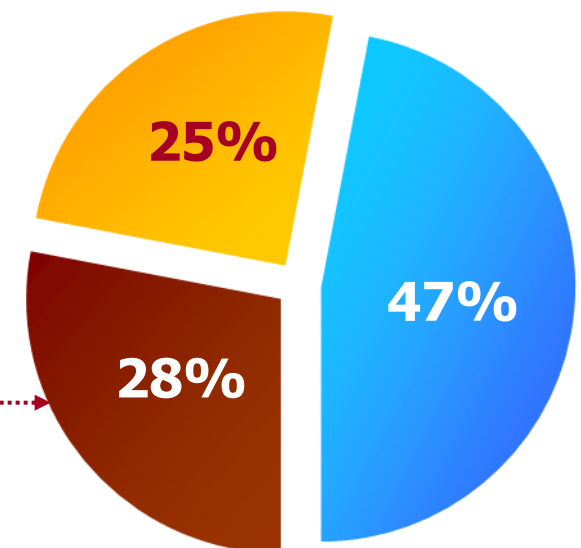




TABLEAU DE BORD

Note de lecture

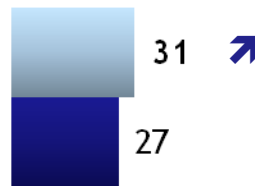
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble



■ Octobre 2010 ■ Rappel juillet 2010

Moral, situation financière

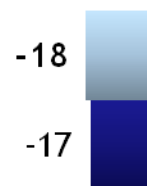
Optimisme sur la situation en France



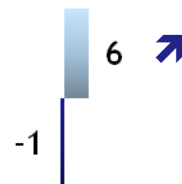
Optimisme pour leur propre activité



Indicateur de situation financière ces 3 derniers mois

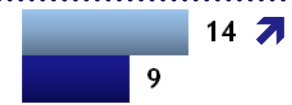


Indicateur de prévision financière pour les 3 prochains mois



Emplois à 3 mois

Embauches réalisées



Embauches prévues



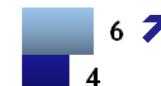
Créations de postes réalisées



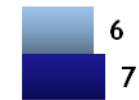
Créations de postes prévues



Suppressions de postes réalisées



Suppressions de postes prévues



Créations nettes réalisées

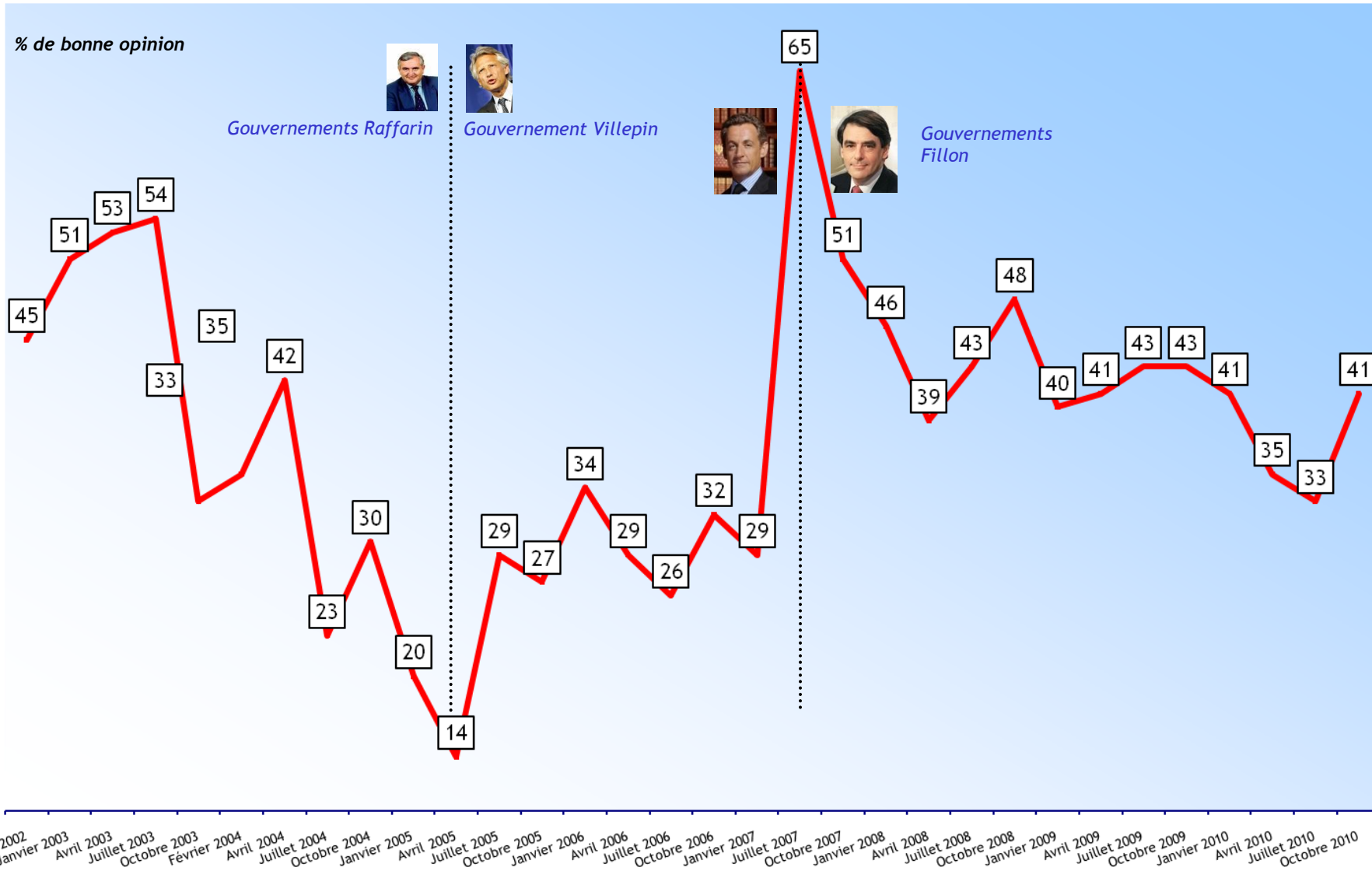


Créations nettes prévues





Confiance globale dans le gouvernement



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Un équilibre financier toujours difficile à atteindre pour les TPE et une visibilité faible pour l'année à venir

La situation financière des TPE s'avère toujours difficile, avec un indicateur de situation financière sur les trois derniers mois négatif pour le 12^{ème} trimestre consécutif (-18). Il se situe au même niveau que ceux observés avant l'été (-17) et il y a un an, en octobre 2009 (-18). Les secteurs de l'industrie (-23) et de l'hôtellerie (-23) demeurent particulièrement fragilisés. En lien logique, on relève également une stabilité de la part des entreprises jugeant leur situation financière préoccupante (31%) et de celles qui déclarent craindre devoir cesser leur activité (11%).

Les perspectives sur les trois prochains mois apparaissent un peu plus positives, avec l'anticipation d'un indicateur de situation financière de +6 (contre -1 avant l'été), ce dernier trimestre semblant profiter davantage au BTP (+15) et aux services aux entreprises (+17). La situation de trésorerie des TPE devrait également être un peu plus favorable, 57% (+3 points) misant sur une stabilisation et 13% (+2 points) sur une amélioration. Malgré cela, les dirigeants interrogés estiment que leurs recettes et leurs ventes vont stagner d'ici la fin de l'année, avec une moyenne de +0,5%. Cette prévision est néanmoins beaucoup plus optimiste que celle exprimée en juillet dernier (-3,2%).

Au global sur 2010, la tendance devrait marquer une stabilisation (-0,1%), avec toutefois de fortes inégalités selon les secteurs, le commerce devant être bénéficiaire (+1,8%), tandis que l'hôtellerie (-2,2%) et l'industrie (-3,6%) prévoient une récession. La croissance anticipée en 2011 est quant à elle positive (+2,4%), mais la moitié des TPE déclare quand même n'avoir aucune visibilité à ce jour pour l'année à venir.

Dans un contexte conjoncturel qui reste fragile, le comportement des banques en matière de financement varie peu : 21% (+2 points) des TPE déclarent avoir subi un durcissement des conditions d'accès au crédit, ce score étant majoritaire parmi celles ayant récemment fait une demande auprès de leur établissement (59%). Parmi ces dernières, qui représentent 27% de l'échantillon (+5 points), 25% se sont vues refuser le prêt demandé. A un niveau moindre mais en augmentation, 16% (+6 points) ont obtenu un crédit à des conditions de taux élevés et 16% (+9 points) ont reçu un accord, mais pour un montant moins élevé que celui demandé.

Une situation qui va rester tendue sur le marché de l'emploi dans les prochains mois

Le niveau des embauches sur les trois derniers mois est élevé (14%, +5 points), cette tendance s'observant traditionnellement au cours des mois d'été et au moment de la rentrée de septembre. On relève une très forte remontée du recours aux contrats d'apprentissage (14%), au niveau le plus élevé observé depuis octobre 2006 (avec des scores de 12% en octobre 2009, 10% en 2008 et 12% en 2007). Les contrats aidés représentent 7% des embauches (+5 points en trois mois).

En revanche, le recours au CDD diminue (51%, -7 points). **L'embauche de salariés en CDI recule à nouveau (28%, -5 points) et s'établit désormais au niveau le plus bas enregistré depuis 2006.** Sur cette même période, 6% des patrons de TPE ont supprimé des postes, la création nette s'établissant à +0,5%, avec des scores supérieurs pour le BTP (+4%) et l'hôtellerie (+7%, en lien sans doute avec l'activité saisonnière).

Corollaire sans doute des incertitudes sur l'activité des trois mois à venir et de l'anticipation d'une légère baisse des recettes, les prévisions en matière d'emploi s'avèrent pessimistes : 6% seulement des dirigeants interrogés envisagent de recruter, tandis que la même proportion pense supprimer des postes, avec une création nette qui devrait être négative (-2,5%). Cette détérioration se ressent avec plus de force dans les secteurs des services, que ce soit aux particuliers (-4%) ou aux entreprises (-5%).

Les tensions sur le marché de l'emploi risquent de demeurer vives en 2011 : 9% seulement des TPE envisagent d'augmenter leurs effectifs au cours de l'année à venir, au niveau le plus bas observé depuis la première mesure de cet indicateur en 2007 (-16 points par rapport à janvier 2007 et -5 points par rapport à octobre 2009).

Dans un contexte où il apparaît de plus en plus difficile d'être chef d'entreprise, plus du tiers des TPE a moins de cinq ans d'existence

Parmi les dirigeants interrogés, plus d'un sur cinq dirige son entreprise depuis moins de 3 ans (22%, dont 6% se sont lancés en 2010), 14% des TPE ont entre 3 et 5 ans d'ancienneté, 16% entre 6 à 9 ans, 15% entre 10 et 14 ans, et 33% plus de 15 ans d'ancienneté (41% dans l'industrie et 44% dans les structures de 10 à 19 salariés). Si dans une large majorité des cas (71%), il s'agit d'une création, les reprises d'entreprise constituent une part non négligeable du vivier des TPE (29%), notamment dans les secteurs de l'industrie (40%), du commerce (45%) et surtout de l'hôtellerie (68%). **Si les motivations à se lancer dans l'aventure entrepreneuriale sont diverses, deux dimensions se distinguent nettement : le souhait de se mettre à son compte et de ne plus avoir à reporter à un supérieur (48%) et l'intérêt pour le métier ou le domaine d'activité (42%).** A un niveau certes très inférieur, mais néanmoins important, 21% mettent en exergue la plus grande liberté dans l'aménagement de leur temps et 17% la possibilité de mieux développer leurs compétences. Le goût du challenge émerge à hauteur de 14%, de même que le souhait de gagner plus d'argent ou l'existence d'un projet ou d'une opportunité de création de reprise à fort potentiel de développement.

Parmi les entreprises créées depuis plus de 10 ans, 34% ont vu leurs effectifs diminuer contre 14% seulement pour lesquelles ces derniers ont augmenté, une majorité constatant toutefois une stabilité (52%). Au même niveau, 36% ont vu leur situation générale se détériorer, 14% progresser et 50% stagner. Cette situation conduit 75% d'entre eux à considérer qu'il est plus difficile d'être chef d'entreprise qu'il y a dix ans (et même 85% dans le secteur du commerce). Dans ce cadre, pour faire face aux défis rencontrés par leur entreprise, 37% ont dû diversifier leur activité (44% dans les services aux entreprises et 50% dans le commerce) et 8% ont dû la réorienter, une majorité ayant toutefois globalement conservé le même cœur de métier (55%). Ces difficultés vont de pair avec les évolutions socio-économiques constatées : en effet, **une nette majorité des dirigeants interrogés estime que la situation des TPE (67%), des PME-PMI (65%) et des entreprises dans leur ensemble (63%) s'est détériorée, cette aggravation ayant touché de façon encore plus importante la population française (82%).**

Autre preuve de la complexité à lancer et à pérenniser sa structure, **40% des patrons de TPE déclarent que la situation actuelle ne correspond pas aux objectifs qu'ils s'étaient fixés** (47% dans l'industrie et le BTP), ce décalage étant dans la plupart des cas en négatif (79%).

Des dirigeants qui souhaitent avant tout maintenir leur niveau de développement, et qui se sentent particulièrement freinés par le poids des charges

En dépit des obstacles rencontrés, les dirigeants de TPE souhaitent garder le cap : au cours des dix prochaines années, la moitié souhaite maintenir la taille actuelle de sa structure (51%), tandis que 20% des patrons interrogés souhaitent l'augmenter, pour atteindre en moyenne 7,8 salariés. 28% envisagent de cesser ou de transmettre leur activité, cette disposition étant naturellement plus forte parmi les interviewés âgés de plus de 55 ans (49% parmi les 55-59 ans et 63% parmi les plus de 60 ans).

Afin de servir leurs ambitions, 49% disent envisager de diversifier leurs activités, cette tendance est plus forte parmi les employeurs (58%), dans les structures créées depuis 3 à 5 ans (59%) et dans le secteur du commerce (60%). En revanche, ils tiennent à rester indépendants et seuls maître à bord (78%) et sont donc relativement peu disposés à s'associer (16%) ou à faire rentrer des capitaux extérieurs (6%).

Témoignant là aussi de leur attachement à leur statut et à leur entreprise, 73% des patrons de TPE déclarent qu'ils retenteraient l'aventure si c'était à refaire aujourd'hui et, plus concrètement, 19% ont même l'intention de créer ou de reprendre une nouvelle entreprise dans les dix ans à venir. En dépit du goût qu'ils ont développé pour l'entrepreneuriat, une proportion certes minoritaire mais non négligeable (37%) ne conseillerait pas à ses enfants ou petits-enfants de devenir chef d'entreprise, avec des scores sans surprise particulièrement élevés dans les secteurs plus fragiles ou plus sensibles à la conjoncture que sont l'industrie (44%), le BTP (44%) ou le commerce (45%).

D'une manière générale, le principal obstacle relevé à la croissance des petites entreprises s'avère, comme en janvier 2008, le poids des charges fiscales (72%, -3 points). Loin derrière, mais à des niveaux qui tendent à s'accroître sensiblement, 29% mettent en avant la lourdeur des procédures administratives (+6 points) et 22% la difficulté à trouver des financements (+5 points). A l'inverse, on constate une diminution du poids relatif de l'envie de rester des entreprises à taille humaine (12%, -4 points) ainsi que des difficultés à recruter (12%, -8 points), tandis que l'importance de la réglementation trop contraignante sur les licenciements reste stable (18%).

Une très forte sensibilité des TPE à la conjoncture et à la concurrence, bien supérieure à celle relevée à l'égard des évolutions sociétales et technologiques

Invités à s'exprimer sur les enjeux relevés au sein de leur entreprise, les patrons de TPE de 0 à 19 salariés en identifient deux principaux, tant sur la décennie qui vient de s'écouler que pour les dix années à venir : **le contexte économique difficile dans leur secteur d'activité** (respectivement 35% et 38%) - ce facteur pesant plus fortement sur le commerce et l'hôtellerie - **et la concurrence sur le marché** (respectivement 35% et 38%). Viennent ensuite à des degrés de citations moindres les évolutions des modes de consommation (respectivement 22% et 27%), qui touchent là encore le commerce de façon plus marquée, mais aussi, s'agissant des dix ans à venir, le secteur des services aux particuliers.

Près d'un dirigeant sur cinq mentionne les problèmes de financement de l'activité (respectivement 16% et 17%) ainsi que la difficulté à faire connaître ses produits et services (respectivement 16% et 17%), cette dernière s'avérant naturellement plus importante pour les jeunes entreprises. L'émergence depuis 2000 et le développement actuel d'Internet d'une part, les évolutions technologiques et les difficultés pour recruter d'autre part, apparaissent comme des obstacles moins prégnants.

Une action gouvernementale toujours sévèrement jugée, malgré un net regain de confiance ce trimestre

L'optimisme des TPE se maintient au niveau observé au troisième trimestre (55%), à un degré nettement plus élevé que celui exprimé pour la situation de la France (31%, +4 points). L'optimisme pour son entreprise apparaît nettement supérieur à la moyenne de l'ensemble des TPE parmi les dirigeants âgés de moins de 35 ans (72%) et plus encore parmi ceux ayant créé leur entreprise au cours des deux dernières années (77%).

Les mesures et les actions économiques du gouvernement, sans doute sous l'effet de la réforme des retraites engagée par Nicolas Sarkozy et François Fillon, inspirent confiance à 41% des TPE interrogées, soit une progression de 8 points en l'espace d'un trimestre. En cette fin d'année 2010, la cote de confiance de l'action menée par les pouvoirs publics retrouve ainsi un niveau très proche de celui qui était le sien en 2009. Dans le détail, elle frôle le seuil symbolique des 50% parmi les TPE employant des salariés (48%) et enregistre également un score significativement supérieur à la moyenne dans le secteur des services aux particuliers (45%). *A contrario*, la cote de confiance du gouvernement s'avère sensiblement inférieure dans les secteurs des services aux entreprises (36%) et de l'industrie (35%).

Il n'empêche, le sentiment que les pouvoirs publics prennent en compte les préoccupations des TPE demeure à un niveau très bas et enregistre même un nouveau recul (27%, -2 points). Il s'agit du deuxième plus mauvais score enregistré dans le cadre du baromètre de conjoncture des TPE depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République.

Invités à évaluer les chances de Nicolas Sarkozy d'être réélu à la présidence de la République en 2012, les dirigeants de TPE expriment très majoritairement leur scepticisme : 69% répondent par la négative, 29% (mais jusqu'à 50% parmi les sympathisants de l'UMP) expriment une opinion contraire.

Un regard mitigé sur l'action politique

Parmi les ministres ou secrétaires d'Etat en charge des TPE au cours des dix dernières années, une majorité de dirigeants interviewés ne parvient pas à distinguer une personnalité ayant mené une action efficace pour les entreprises de moins de 20 salariés, que ce soit par incapacité à se prononcer (23%) ou parce qu'ils considèrent qu'aucune d'elle n'a mené de politique forte (31%). Toutefois, parmi les personnes ayant occupé cette fonction, une hiérarchie se dessine clairement, **Marylise Lebranchu** étant la personnalité la plus citée (17%), devant **Hervé Novelli** (12%) et **Renaud Dutreil** (9%). **Christian Jacob** (5%) et **François Patriat** (3%) ne sont cités que par une part marginale des chefs d'entreprise.

D'une manière plus générale, les patrons de TPE témoignent d'un certain scepticisme sur l'apport possible de la fonction publique aux petites entreprises. Si 45% la voient comme une nécessité, cette proportion s'avère minoritaire et équivalente à celle des dirigeants qui la perçoivent comme un frein (45%). Un tiers seulement (34%) des patrons de TPE considèrent que l'Etat peut leur apporter un soutien et 40% qu'il agit comme un régulateur pour leur structure.

Pour autant, ces jugements n'apparaissent pas exclusifs des possibilités dont dispose le politique pour accompagner le développement des entreprises : 73% des chefs d'entreprise interrogés jugent en effet que le politique peut réellement agir sur l'économie. Toutefois, dans la majorité des cas, ils estiment que cette capacité s'exprime au niveau supranational, qu'il soit mondial (29%) ou européen (28%).

Le projet de loi de finances pour 2011 suscite des jugements ambivalents

Le déficit public et la dette de l'Etat suscitent l'inquiétude d'une proportion très élevée de TPE (83%), plus d'un quart des personnes interrogées (27%) allant jusqu'à se déclarer «très inquiet» à ce sujet. Dès lors, si le projet présenté par le gouvernement pour 2011 s'avère majoritairement perçu comme un budget de rigueur (64% contre 36% exprimant un avis contraire), seuls quatre dirigeants sur dix jugent le plan du gouvernement réaliste (respect des critères de Maastricht en 2013). Ces derniers apparaissent d'ailleurs partagés face à l'argument avancé par le gouvernement, selon lequel une baisse accrue des dépenses de l'Etat aurait freiné la reprise économique : 47% partagent cet avis, une courte majorité (53%) exprimant une opinion contraire.

Seuls 24% des patrons de TPE jugent les augmentations d'impôts et les réductions des niches fiscales prévues dans le cadre du budget 2011 équitablement réparties. Près d'un sur deux (49% exactement, dont 53% des TPE n'ayant aucun salarié) estime que ces mesures fiscales désavantagent plutôt les actifs. Près d'un cinquième (17%, jusqu'à 26% dans l'hôtellerie, 25% dans le BTP et 23% dans l'industrie) cite les entreprises, moins d'un dixième les inactifs (8%).

A propos de la réduction ou de la suppression de certaines niches fiscales, une majorité relative de TPE appréhende celles-ci comme «une réduction des cadeaux fiscaux» (39%, dont 47% dans le secteur des services aux entreprises) contre 35% y décelant plutôt une «augmentation des impôts» (35%, dont 40% des TPE employant des salariés). Enfin, près d'un quart des dirigeants interrogés appréhende plutôt ces mesures comme une réduction des dépenses de l'Etat (24%, dont 33% dans le secteur du commerce).

Si, comme nous venons de le voir, les mesures concernant les niches fiscales suscitent un débat sémantique comparable à celui observé dans l'arène politique parmi les TPE, ces dernières s'accordent en revanche pour exprimer la nécessité d'aller encore plus loin sur ce sujet. En effet, près des deux tiers des dirigeants interrogés (65% exactement) expriment cette volonté, particulièrement intense dans les secteurs de l'hôtellerie (72%) et de l'industrie (74%). Cette perspective suscite toutefois un clivage important au sein des TPE, opposant les plus anciennes à celles récemment créées. A titre d'exemple, 53% des TPE créées depuis 2008 déclarent ne pas souhaiter de nouvelles mesures à ce sujet (contre 33% au global).

Le projet de loi de finances pour 2011 suscite des jugements ambivalents

La volonté d'un durcissement accru des bénéfices induits par les niches fiscales est majoritaire pour l'ensemble des avantages testés dans le cadre de notre enquête, y compris ceux dont bénéficient ou peuvent bénéficier les TPE.

A titre d'exemple, 70% des dirigeants interrogés déclarent souhaiter une réduction concernant les aides à l'embauche et/ou les cotisations sociales sur les bas salaires. Les souhaits relatifs à l'évolution de ces deux catégories de niches s'avèrent de surcroît assez intenses, 36% des TPE appelant de leurs vœux une réduction forte des aides à l'embauche, 30% exprimant une opinion semblable à propos des cotisations sociales sur les bas salaires. Notons que 36% des TPE souhaitent également une diminution importante des déductions fiscales liées aux investissements en outre-mer.

Plus généralement, les deux tiers des TPE interrogées estiment qu'il est possible de réduire les déficits et la dette de la France sans augmenter les impôts, quatre sur dix allant même jusqu'à se déclarer tout à fait d'accord avec cette proposition.

Dans cette perspective, 69% des TPE appellent à une réglementation empêchant les collectivités locales d'augmenter leurs effectifs voire les incitant à les réduire dans les mêmes proportions que l'Etat. Ce souhait apparaît particulièrement intense parmi les employeurs (78%) et au sein du secteur des services aux entreprises (78%).

La réduction des déficits publics et de la dette de l'Etat pourrait également être favorisée par la privatisation, au moins partielle, d'entités contrôlées par l'Etat et appartenant au secteur concurrentiel. Cette possibilité, accueillie favorablement par une nette majorité des dirigeants de très petites entreprises (69%), devrait alors concerner en priorité les secteurs de la télévision (67%) et de la poste (63%). Les opinions s'avèrent en revanche plus contrastées concernant les secteurs - sans doute plus stratégiques pour de nombreuses TPE - des transports (55% d'avis favorables), des finances (48%) et de l'électricité (46%). Enfin, la perspective d'une privatisation, même partielle, des entités appartenant aux secteurs nucléaire et militaire recueille un assentiment beaucoup plus faible (respectivement 26% et 19%).

Les valeurs des TPE : les dirigeants interrogés mettent en exergue le travail, l'ambition et l'écologie

Invités à préciser pour une série de vingt mots ou expressions s'ils évoquent pour eux quelque chose de positif ou de négatif, les dirigeants de TPE manifestent un attachement particulièrement élevé au travail (91% pour le pôle positif, dont 59% des «très positif») et, dans une mesure à peine moindre, à l'ambition (88%). Plus surprenant, les TPE revendiquent également une **sensibilité environnementale forte** puisque près de neuf dirigeants sur dix (87% exactement) déclarent appréhender positivement l'écologie. Certaines valeurs traditionnellement ancrées dans le corps social français arrivent elles aussi en tête du classement : l'égalité (86%), la laïcité (84%) et la solidarité (78%) occupent respectivement les quatrième, cinquième et sixième places du classement.

D'autres mots ou expressions suscitent des réponses plus contrastées de la part des TPE tout en bénéficiant d'un socle d'opinions majoritairement positives. Il s'agit notamment de l'identité nationale (67%), du service public, de l'Union Européenne et des privatisations (62% pour chacun de ces trois termes). Les Etats-Unis suscitent quant à eux des jugements particulièrement mitigés puisqu'ils évoquent quelque chose de positif pour 52% des interviewés, 48% exprimant une opinion contraire.

Six des vingt mots ou expressions testés dans le cadre de notre enquête pâtiennent de perceptions majoritairement négatives. Il s'agit notamment du socialisme et du capitalisme (respectivement 57% et 58% d'évocations négatives), qui émergent donc à une large distance du libéralisme, crédité à hauteur de 68% d'opinions positives.

Surtout, la mondialisation, et plus particulièrement la Chine, suscitent le rejet d'une très forte majorité de TPE (respectivement 64% et 69%), à un niveau comparable à celui observé pour les 35 heures (65%), seule mesure économique testée dans le cadre de cette question.

Les valeurs des TPE : des entreprises empreintes de libéralisme économique et culturel mais sensibles à la notion d'autorité

Le degré d'adhésion des TPE à différentes opinions proposées dans le cadre de cette nouvelle enquête permet de cerner plus précisément les valeurs des TPE. D'un point de vue économique, celles-ci font preuve de libéralisme sans mésestimer les vertus de la sanction fiscale et sociale pour les acteurs économiques qui ne jouent pas le jeu. Ainsi, pour plus de six dirigeants sur dix (64%), les patrons n'auraient pas peur d'embaucher si les entreprises avaient le droit de licencier plus facilement, 32% d'entre eux allant jusqu'à se déclarer tout à fait d'accord avec cette proposition. Parallèlement, les TPE interrogées sont encore plus nombreuses à déclarer qu'il faudrait augmenter les impôts pour les entreprises qui délocalisent (75%) et près des deux tiers (64%) estiment que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment.

La redistribution des richesses au sein de la société, dans une société fréquemment jugée injuste, suscite un profond clivage, les dirigeants interrogés se répartissant en deux parts quasiment égales pour deux propositions testées, l'opposition l'emportant toutefois de quelques points. Plus précisément, 47% des TPE estiment que l'on devrait augmenter les impôts de ceux qui gagnent plus de 4 000 euros par mois, 53% exprimant une opinion contraire. Le rapport de forces s'avère équivalent concernant l'objectif, plus vague, de prendre aux riches pour donner aux pauvres pour établir la justice sociale (46% d'approbation, 54% d'opposition).

D'un point de vue culturel, les patrons de TPE font à la fois preuve d'ouverture et de fermeté. Une courte majorité (54%) juge que les couples homosexuels devraient avoir le droit d'adopter des enfants, soit une proportion équivalente à ce qui a pu être observé ces dernières années auprès du grand public. De plus, à peine plus d'un tiers (36%) considère qu'il y a trop d'immigrés en France, 63% exprimant une opinion contraire (dont 28% des TPE «pas du tout d'accord» avec cette idée). Le manque d'autorité des parents sur leurs enfants semble enfin susciter des craintes, près de six TPE sur dix (59%) déclarant que de nos jours les parents n'ont plus aucune autorité sur leurs enfants. D'un point de vue plus général, les dirigeants interrogés ont une vision sombre du futur : **65% disent ainsi avoir peur lorsqu'ils pensent à l'avenir.**

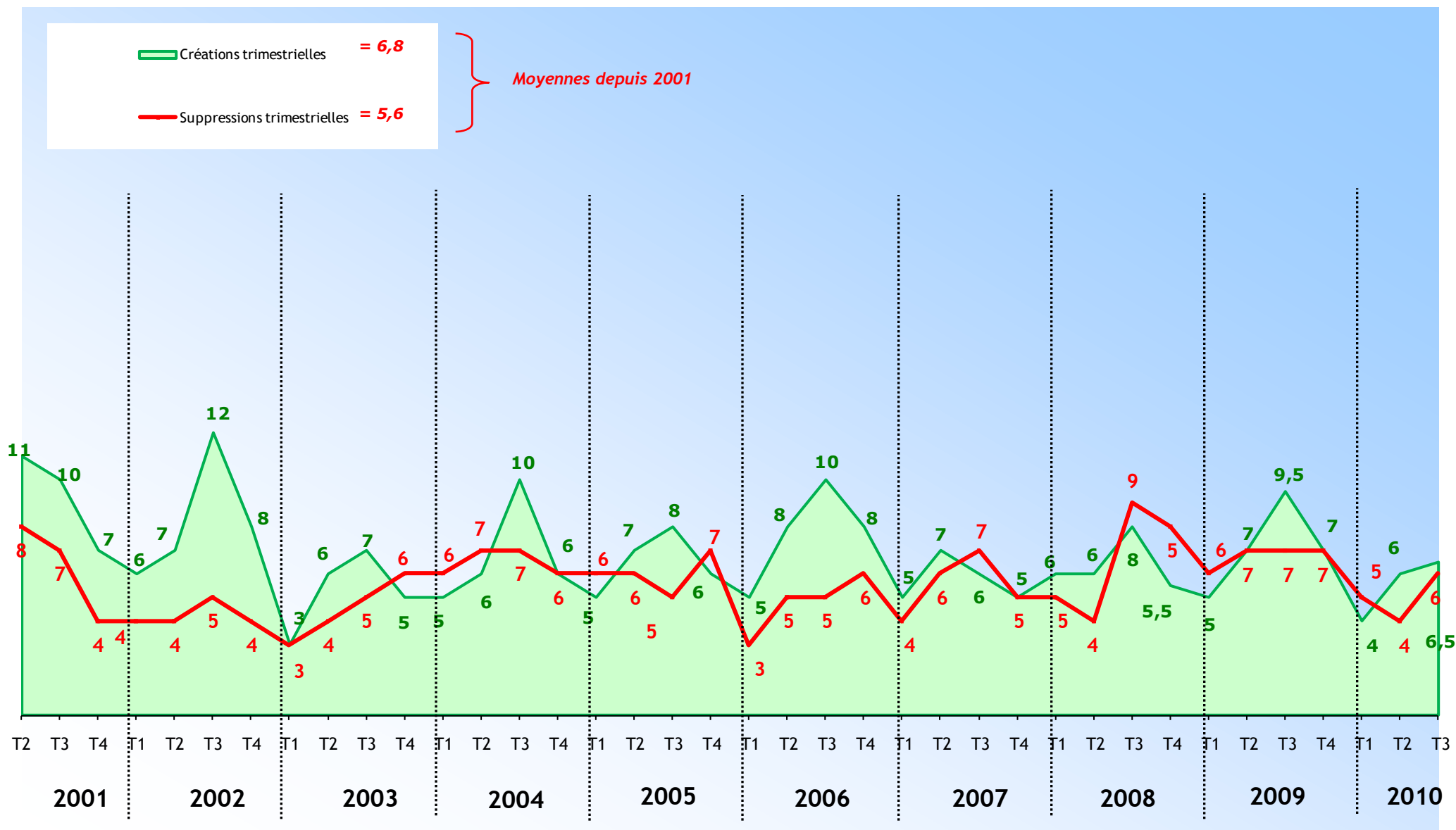
L'EMPLOI DANS LES TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

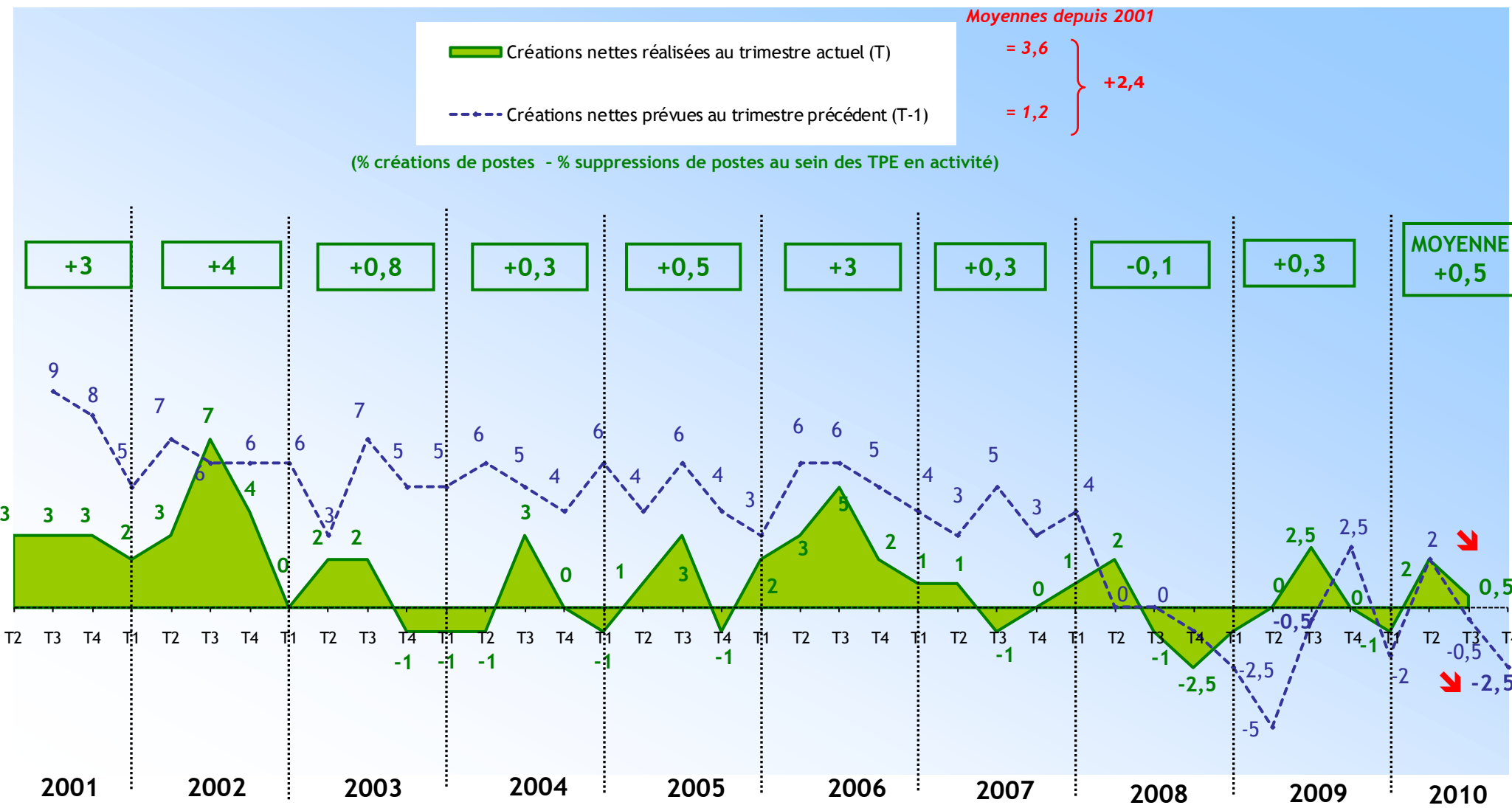
Les créations de postes se stabilisent mais s'accompagnent d'une nette recrudescence des suppressions...

- Résultats trimestriels -



... d'où une création nette quasi-nulle sur le trimestre et vraisemblablement négative pour les 3 mois à venir

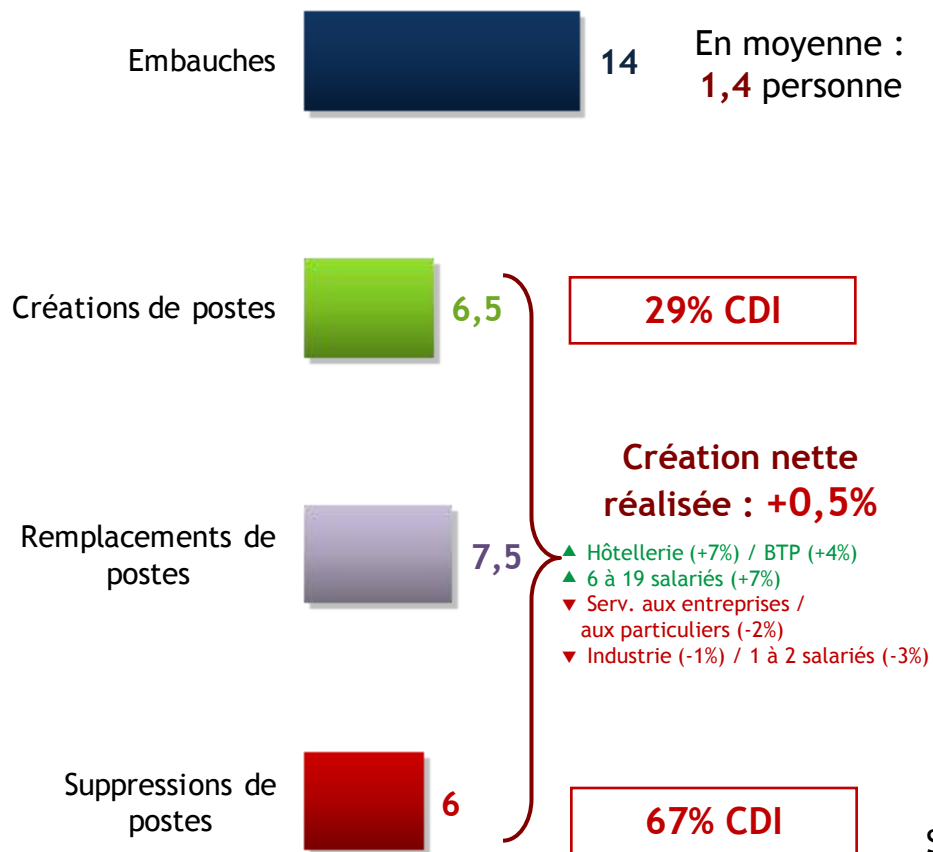
- Résultats trimestriels -



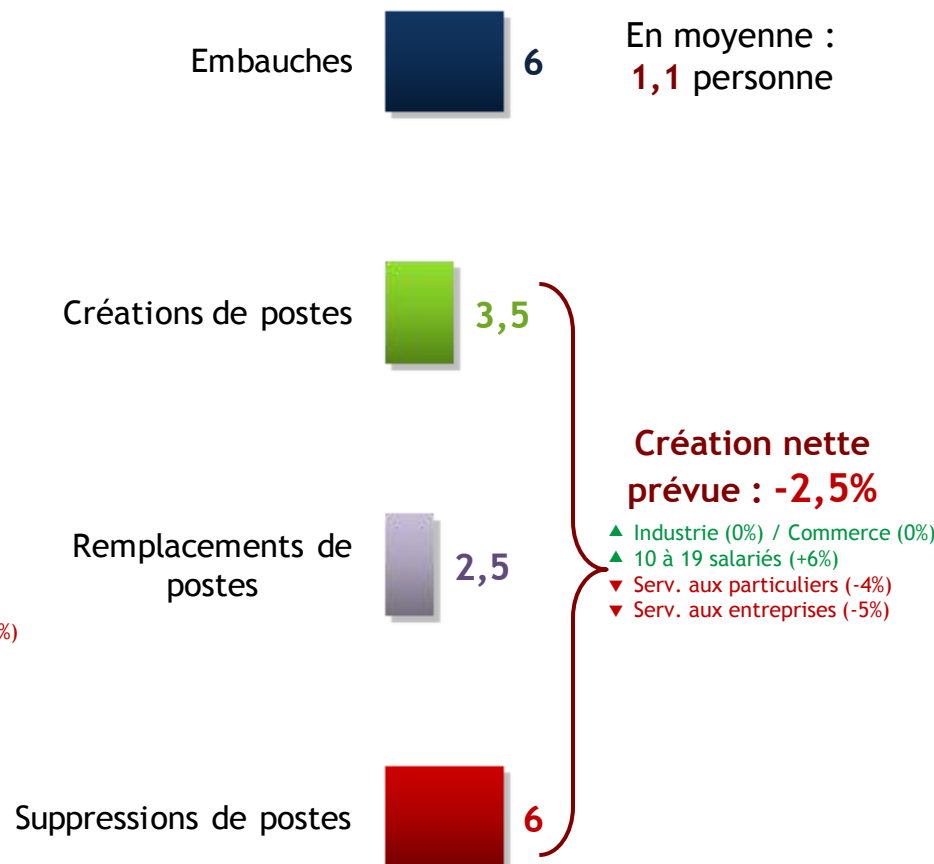
Des perspectives peu favorables en termes d'embauches pour la fin de l'année

Réalisations de juillet à septembre 2010

En % de l'ensemble des TPE



Perspectives d'octobre à décembre 2010

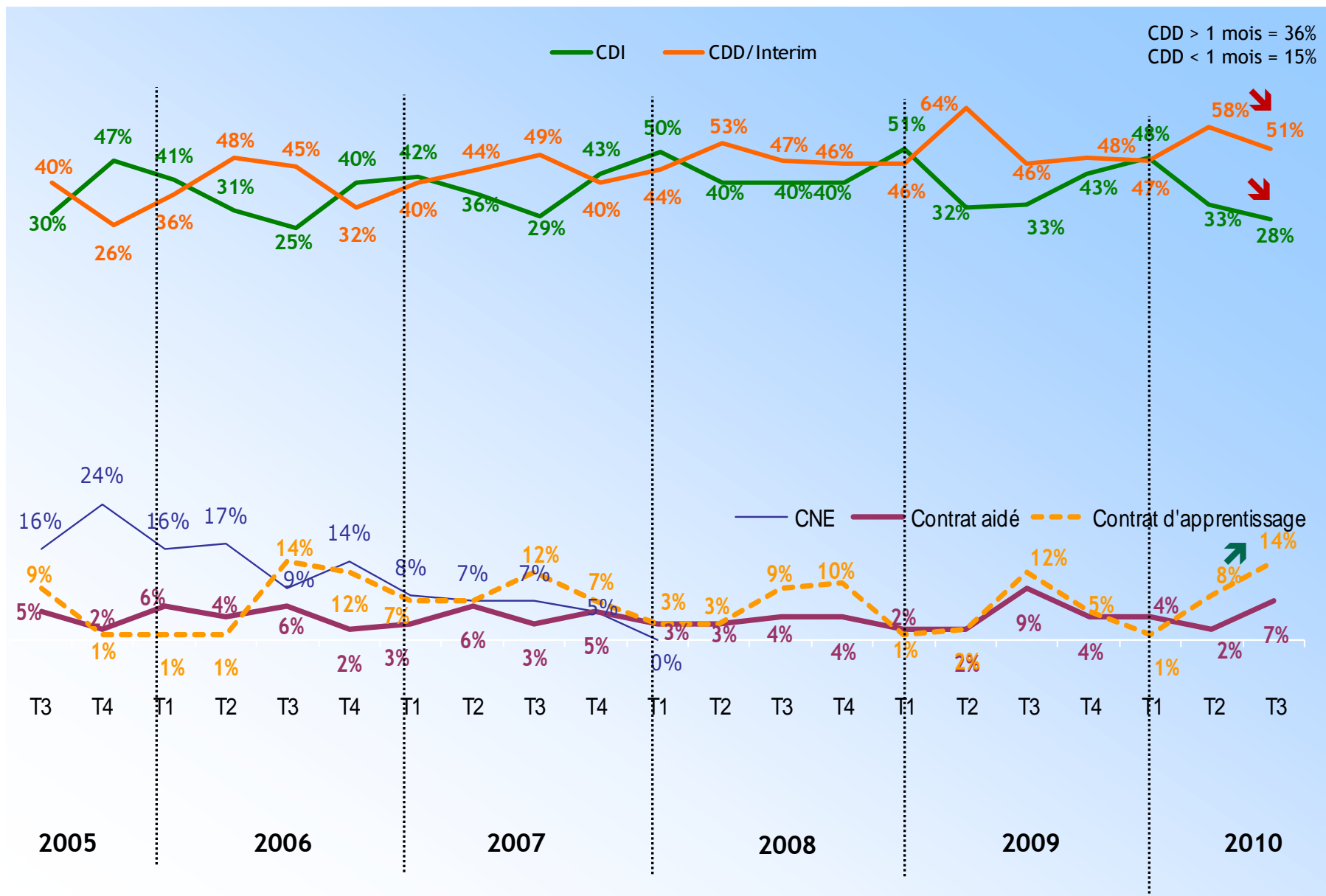


Une nette augmentation du recours aux contrats d'apprentissage, à son plus haut niveau depuis 2006

ifop

Baromètre des TPE

FIDUCIAL

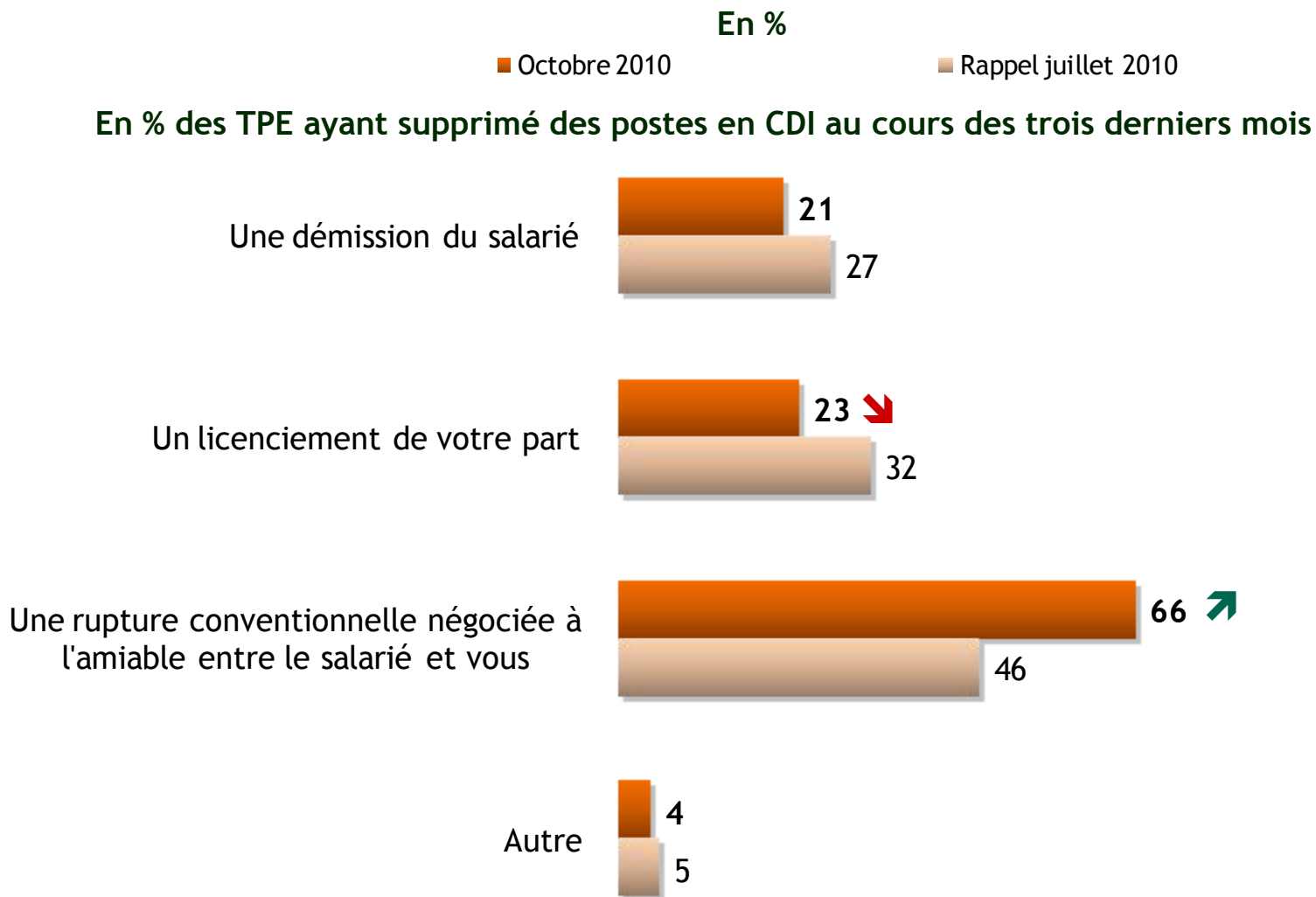


Base : question posée aux TPE ayant embauché au cours des trois derniers mois

Baromètre de conjoncture des TPE – Vague 40 – Octobre / Novembre / Décembre 2010

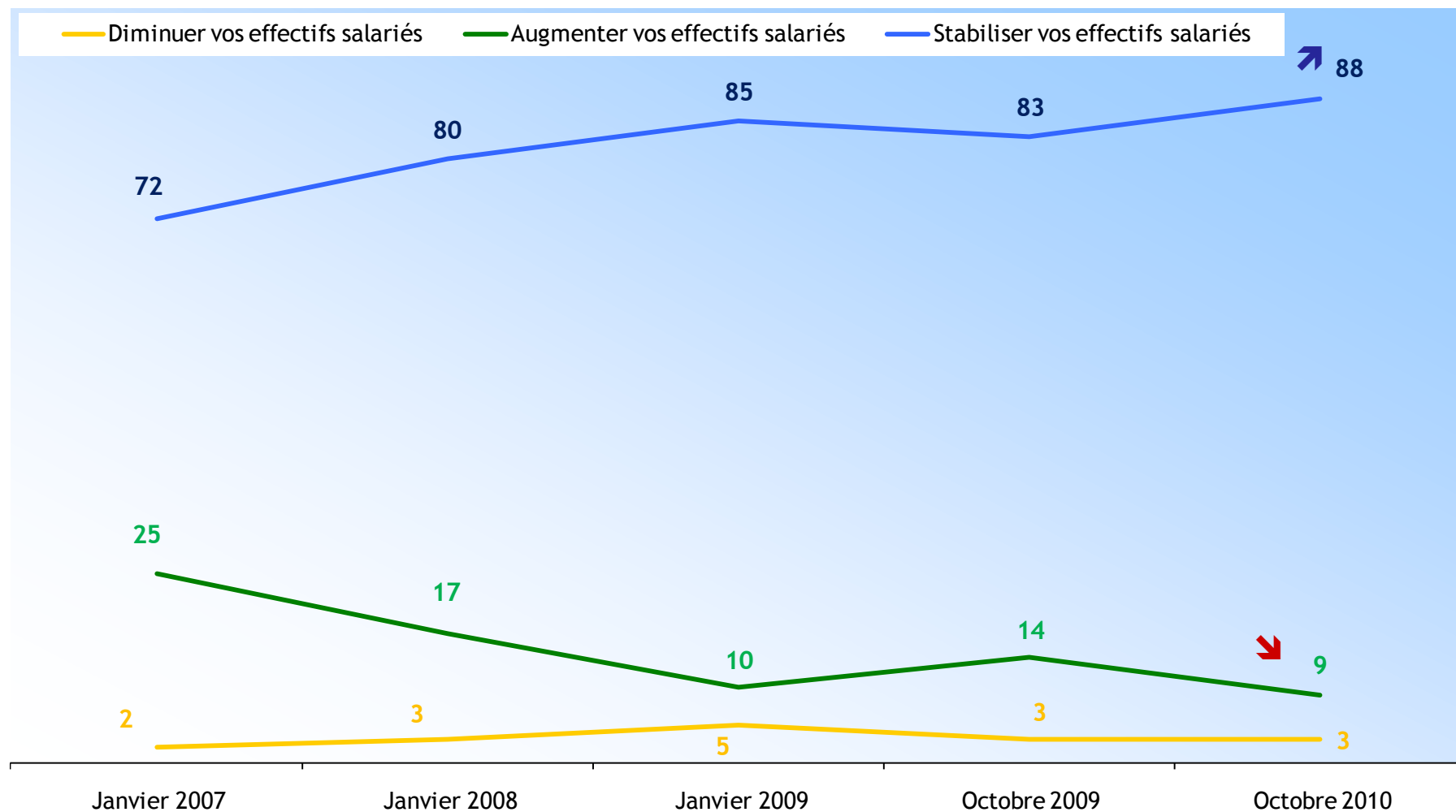
Les ruptures de CDI : une négociation majoritairement à l'amiable

Question : cette(ces) suppression(s) étai(en)t-elle(s)...



Des prévisions en matière d'emploi pour 2011 au plus bas depuis 2007...

Question : compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2011 ?

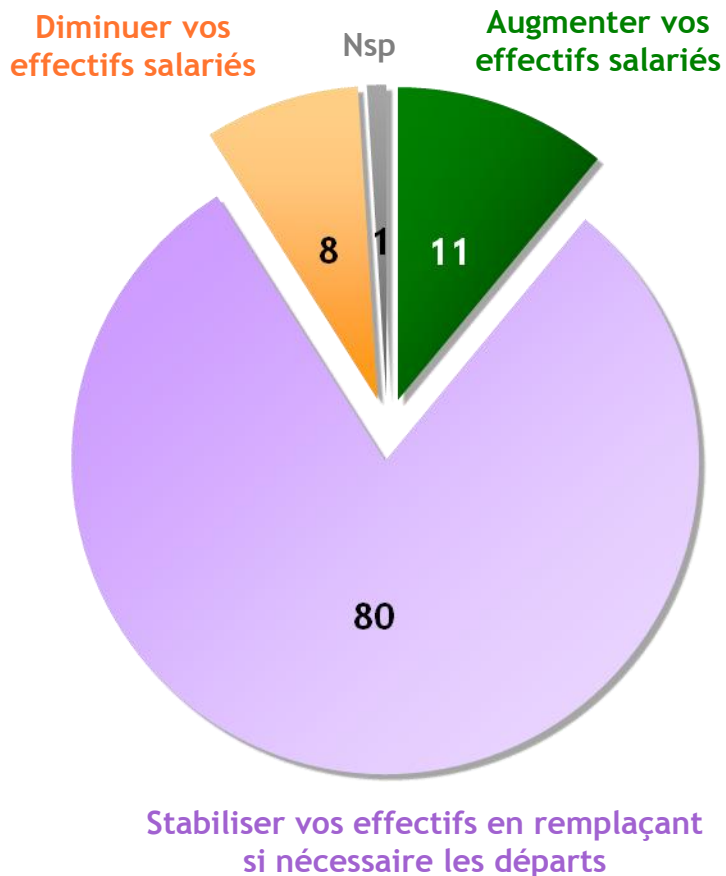


...mais un solde d'embauches qui devrait progresser légèrement

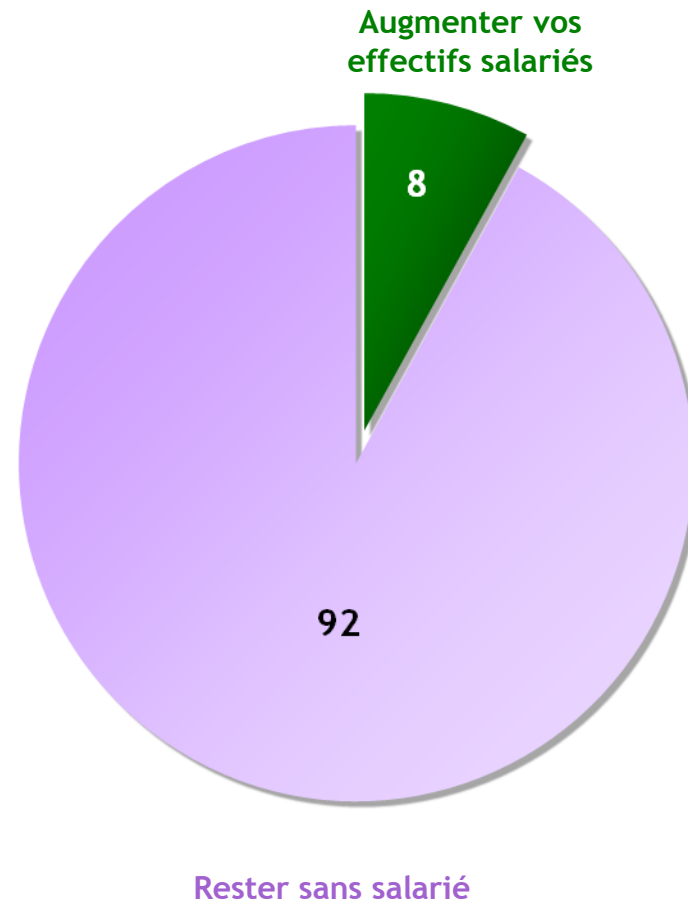
Question : compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2011 ?

En %

TPE employeurs



TPE sans salarié



LE FINANCEMENT DES TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

- Résultats trimestriels -

(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1 : au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2 : et au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?

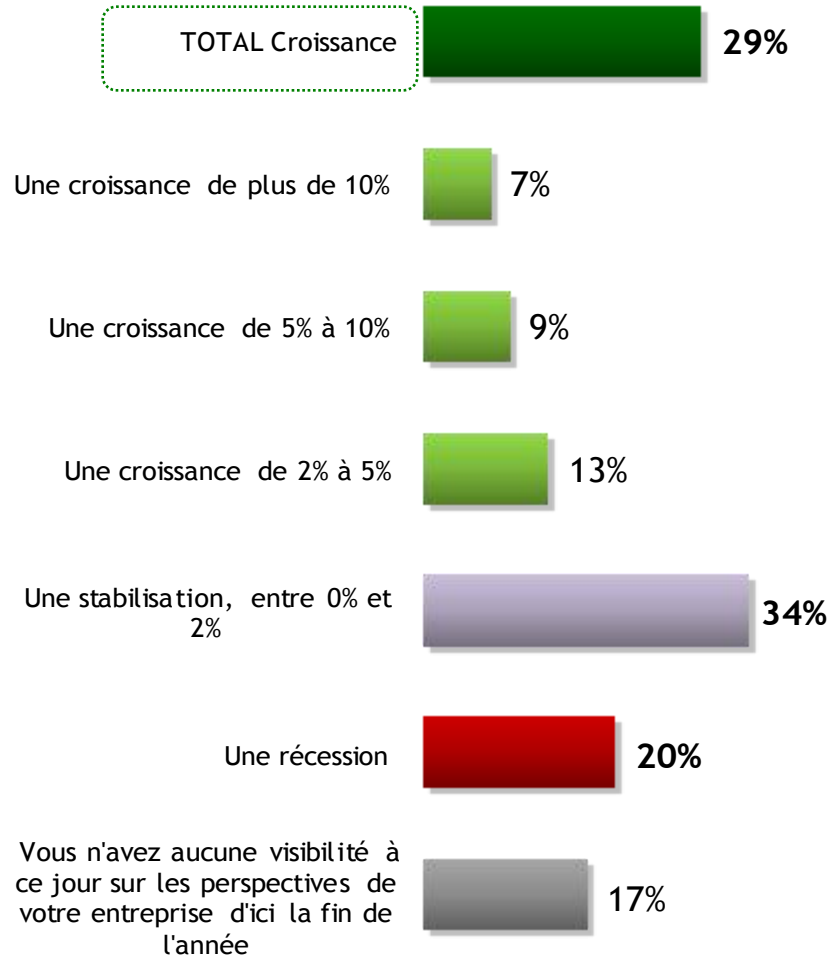


Des prévisions de croissance plutôt optimistes pour 2011

Question : au global, sur 2010, diriez-vous que votre entreprise aura connu... ?

Moyenne : -0,1%

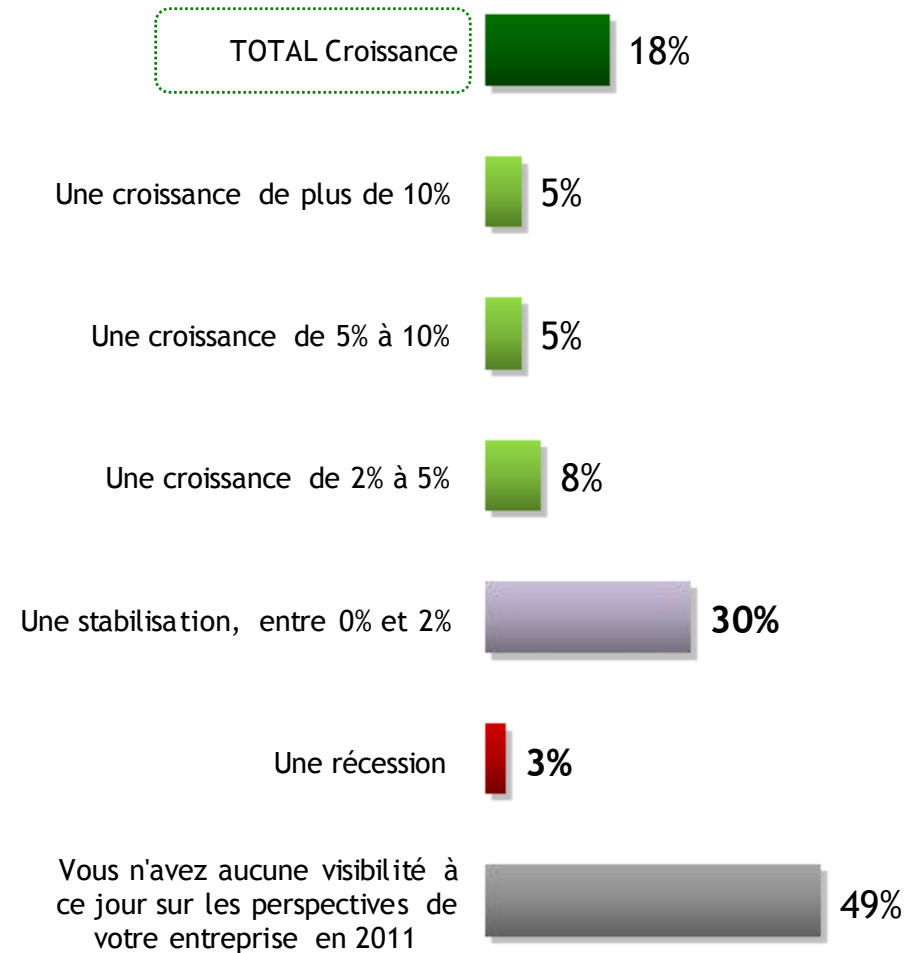
▲ 10 à 19 salariés (+4,7%) / 1 à 2 salariés (+1,5%) / Commerce (+1,8%)
 ▼ Aucun salarié (-0,6%) / 3 à 9 salariés (-1%)
 ▼ Hôtellerie (-2,2%) / Industrie (-3,6%)



Question : et en 2011, diriez-vous que votre entreprise connaîtra...?

Moyenne : +2,4%

▲ 1 à 19 salariés (+3,6%) / Commerce (+3,7%) / Serv. aux particuliers (+3,4%)
 ▼ Hôtellerie (-1%) / Industrie (-1,6%)



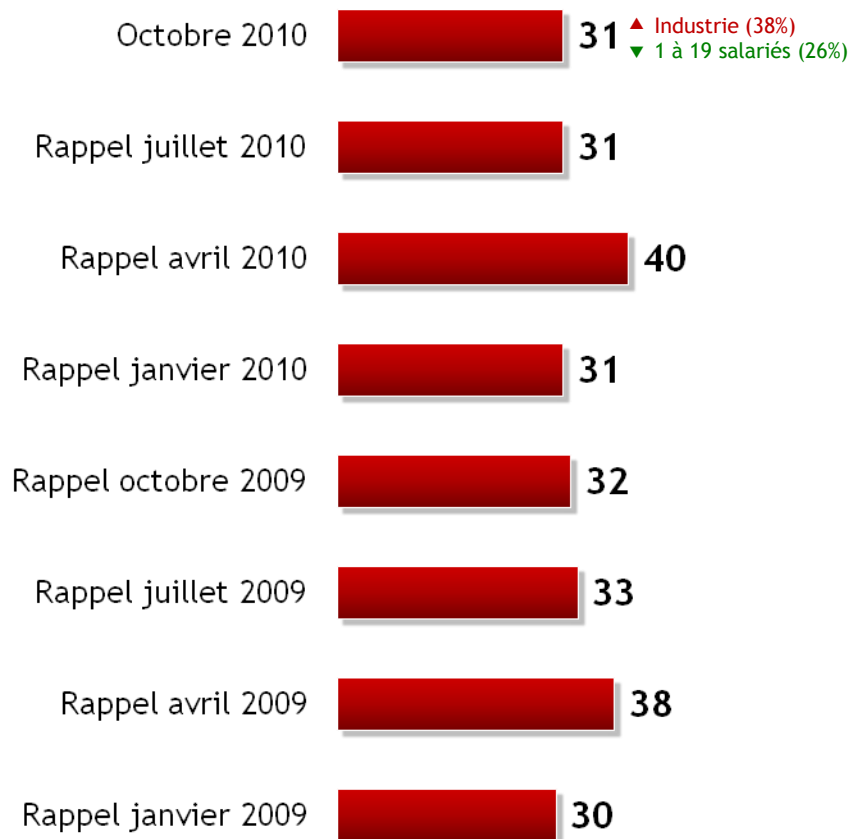
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Un niveau de préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière qui se stabilise de nouveau depuis six mois

Question : actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

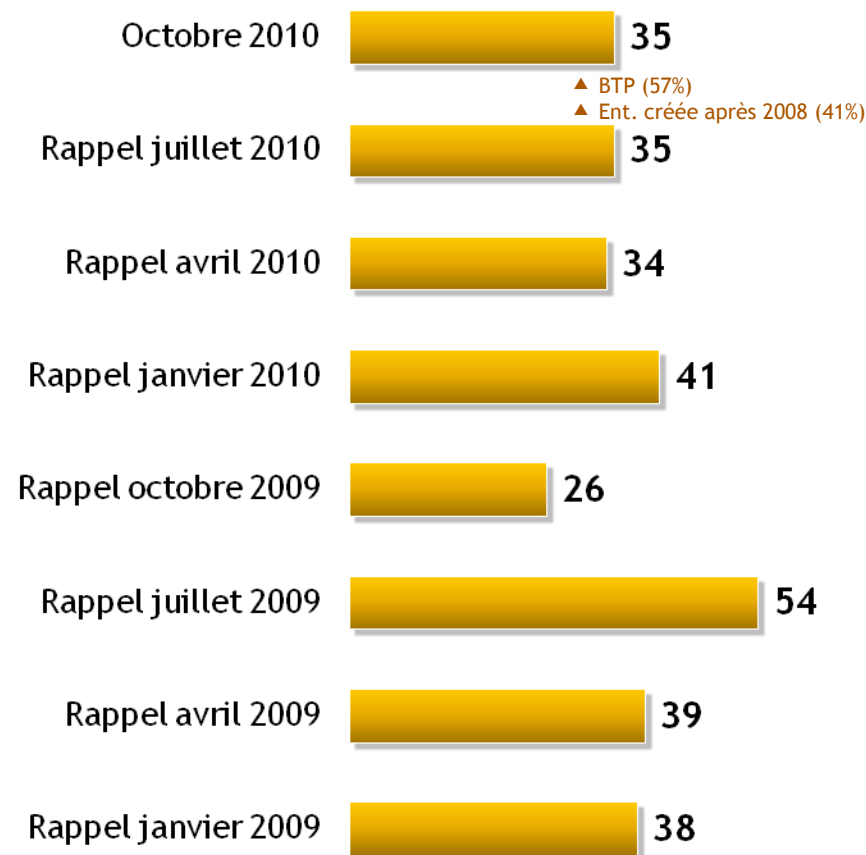
Total situation préoccupante (en %)



Base : ensemble des TPE

Question : (si situation financière préoccupante) envisagez-vous la possibilité de cesser l'activité de votre entreprise au cours de l'année à venir à cause de cette situation financière ?

Total envisage de cesser son activité à cause de cette situation préoccupante (en %)



Base : question posée aux patrons de TPE jugeant la situation financière de leur entreprise préoccupante

Les TPE anticipent une légère hausse de leurs recettes pour les mois à venir, après deux trimestres difficiles

Question : pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, vous envisagez plutôt... ?

Moyenne octobre 2010 : +0,5%

Rappel moyenne juillet 2010 : -3,2%

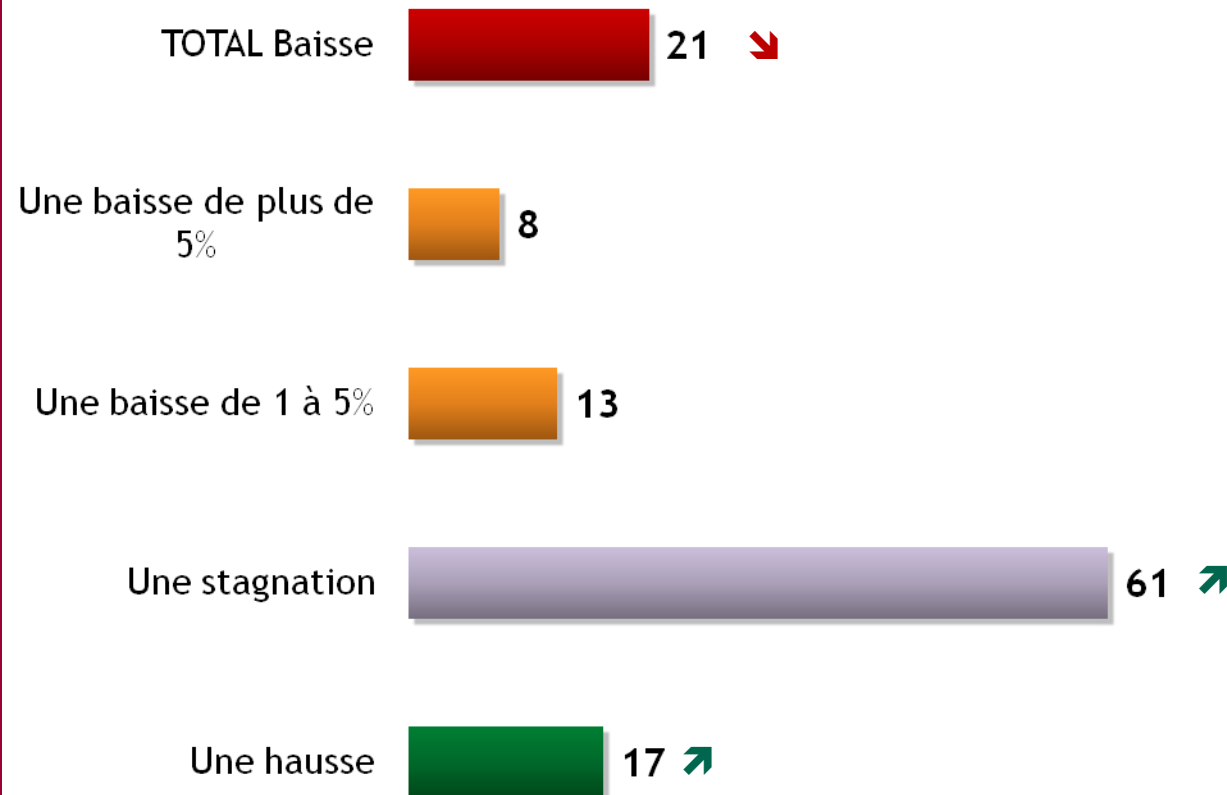
Rappel moyenne avril 2010 : -1,1%

Rappel moyenne janvier 2010 : -0,4%

Rappel moyenne octobre 2009 : -1,2%

- ▲ 10 à 19 salariés (+1,2%) / Serv. aux entreprises (+2,7%)
- ▲ Entreprise créée après 2008 (+2,9%)
- ▼ Industrie (-0,6%) / Commerce (-0,8%) / Hôtellerie (-1,2%)

En % de l'ensemble des TPE



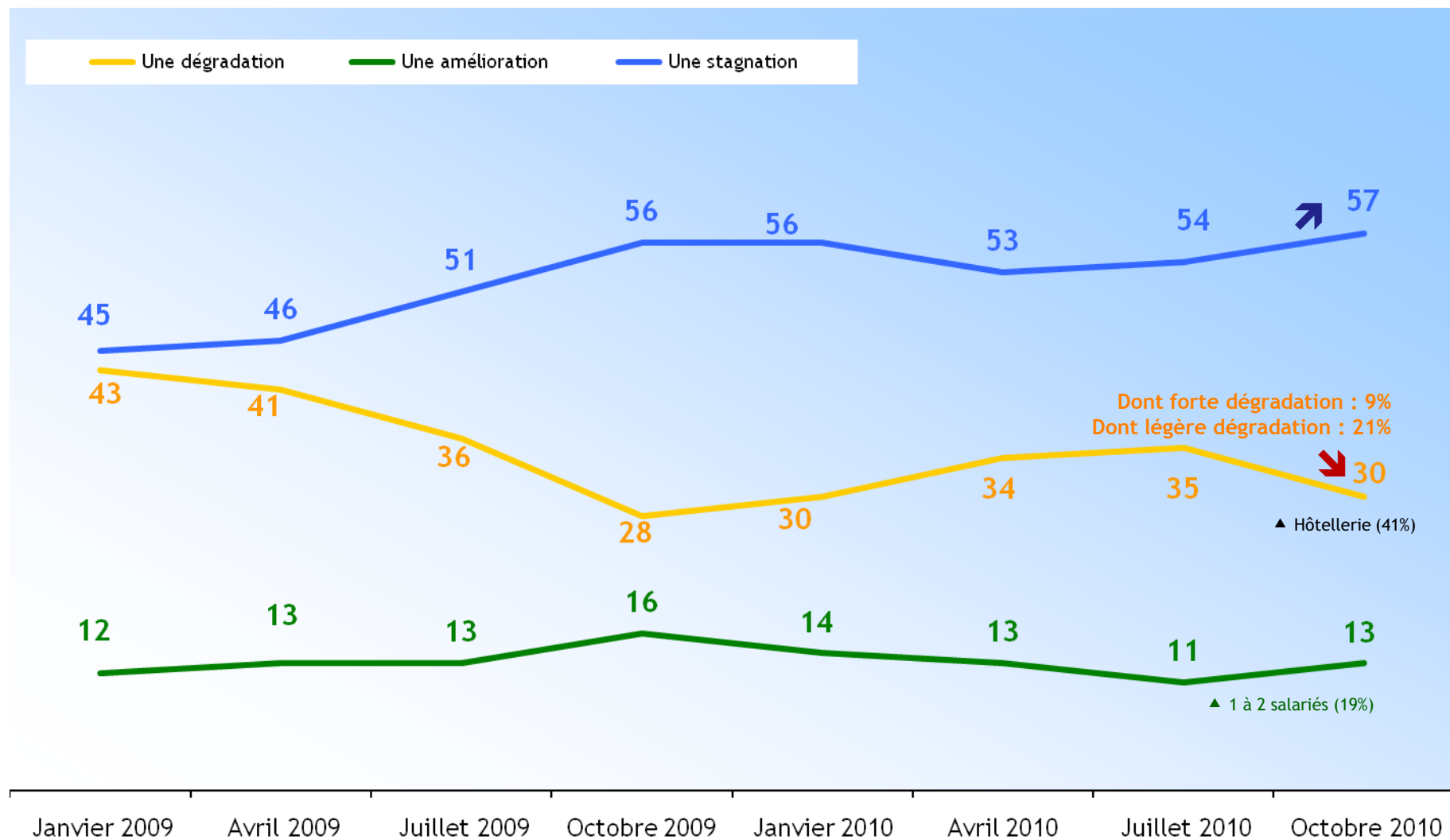
	Rappel juillet 2010	Rappel avril 2010	Rappel janvier 2010	Rappel octobre 2009
TOTAL Baisse	33%	28%	27%	30%
Une baisse de plus de 5%	16%	13%	14%	18%
Une baisse de 1 à 5%	17%	15%	13%	12%
Une stagnation	54%	53%	49%	52%
Une hausse	11%	18%	23%	18%

Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

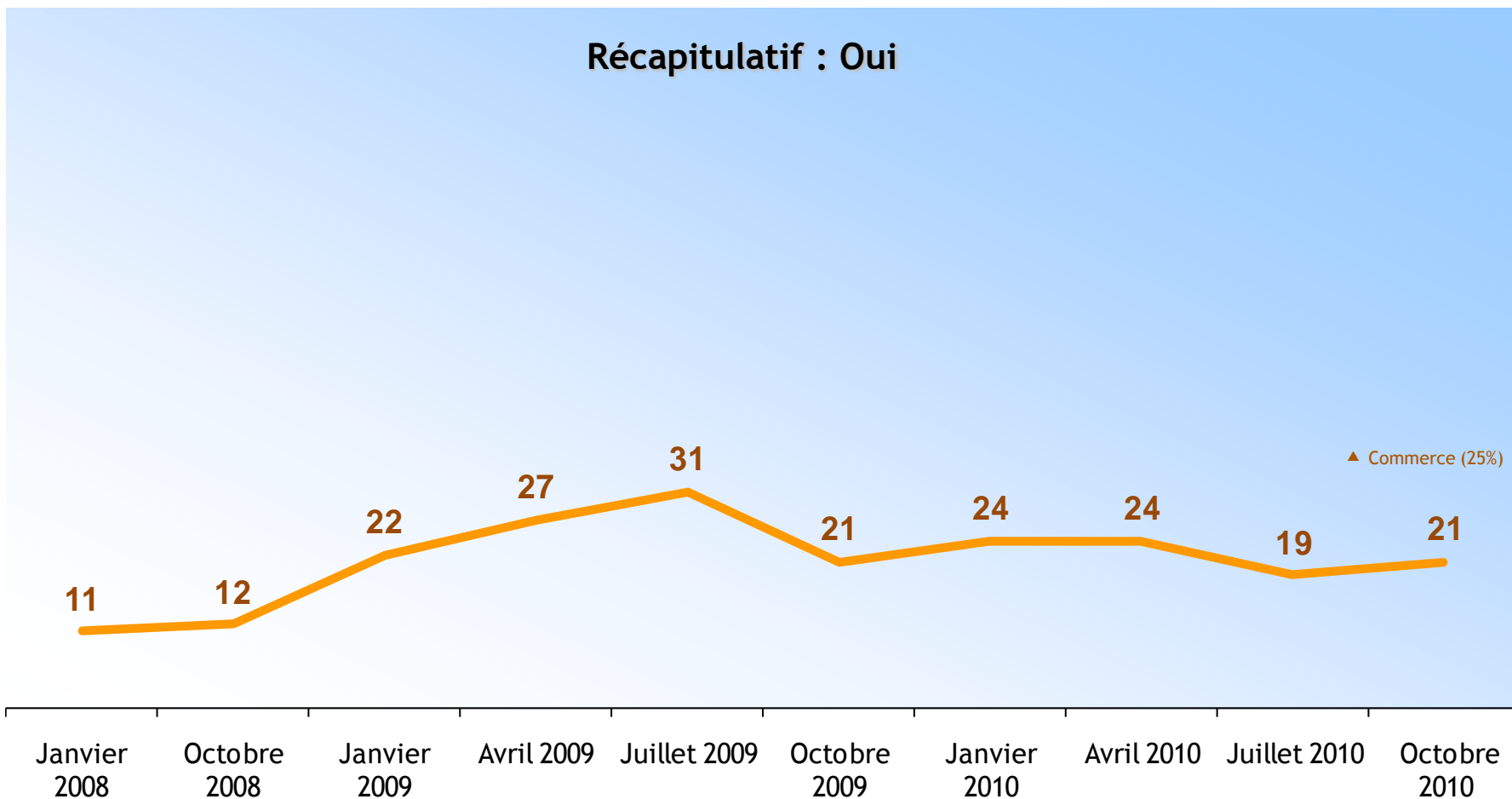
Des perspectives de trésorerie à trois mois qui retrouvent leur niveau de début d'année

Question : et toujours pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



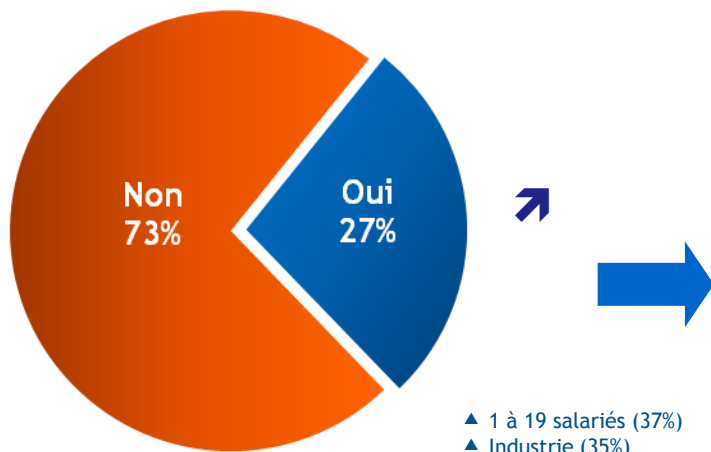
Des conditions d'accès au crédit toujours difficiles pour une TPE sur cinq...

Question : avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ?



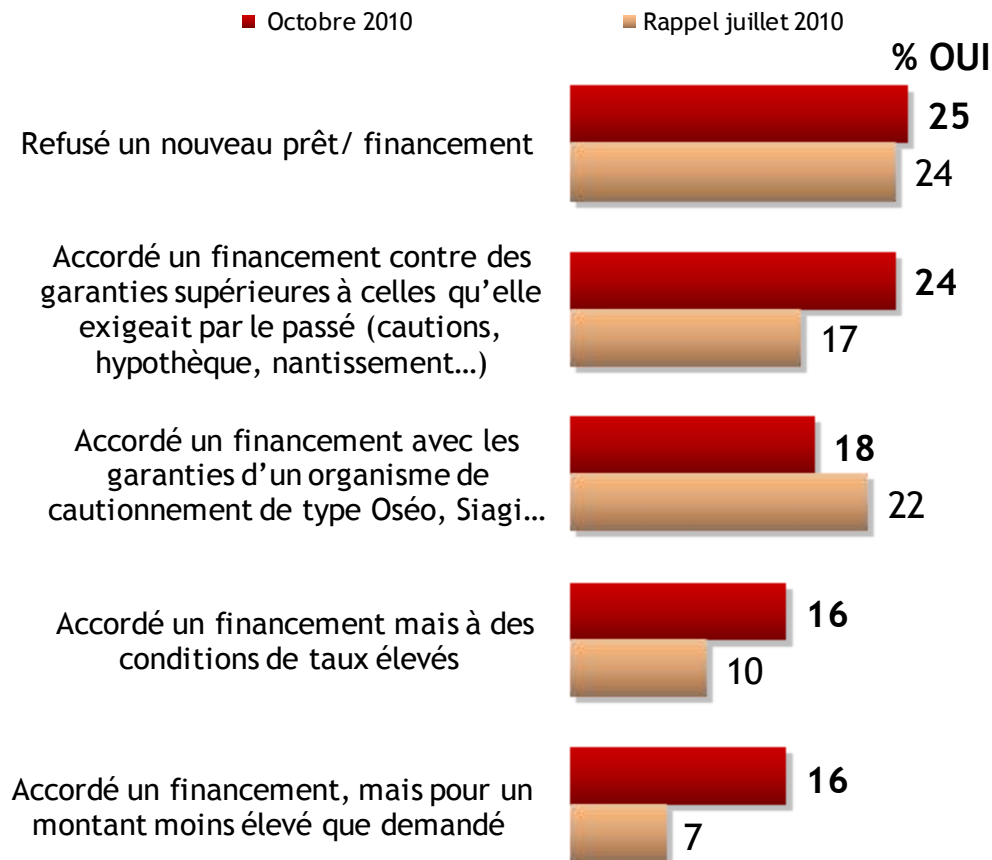
... et des mesures de durcissement toujours majoritaires pour les entreprises qui souscrivent des crédits

Question : avez-vous récemment fait une demande de financement auprès de votre banque ?



Rappel juillet 2010 : 22%
 Rappel avril 2010 : 28%
 Rappel janvier 2010 : 29%
 Rappel octobre 2009 : 25%
 Rappel juillet 2009 : 28%
 Rappel avril 2009 : 26%
 Rappel janvier 2009 : 28%

Question : (si demande de financement auprès de sa banque) votre banque vous a-t-elle récemment... ?



Au moins une mesure de durcissement : 59%
 Rappel « Au moins une mesure de durcissement » Juillet 2010 : 57%

- ▲ Serv. aux particuliers (68%) / Aucun salarié (68%)
- ▲ Région parisienne (67%) / Entreprise créée après 2008 (84%)
- ▼ Serv. aux entreprises (52%) / Entreprise créée en 1995 ou avant (50%)

Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Base : question posée aux patrons de TPE ayant fait une demande de financement auprès de leur banque

L'ACTION DU GOUVERNEMENT

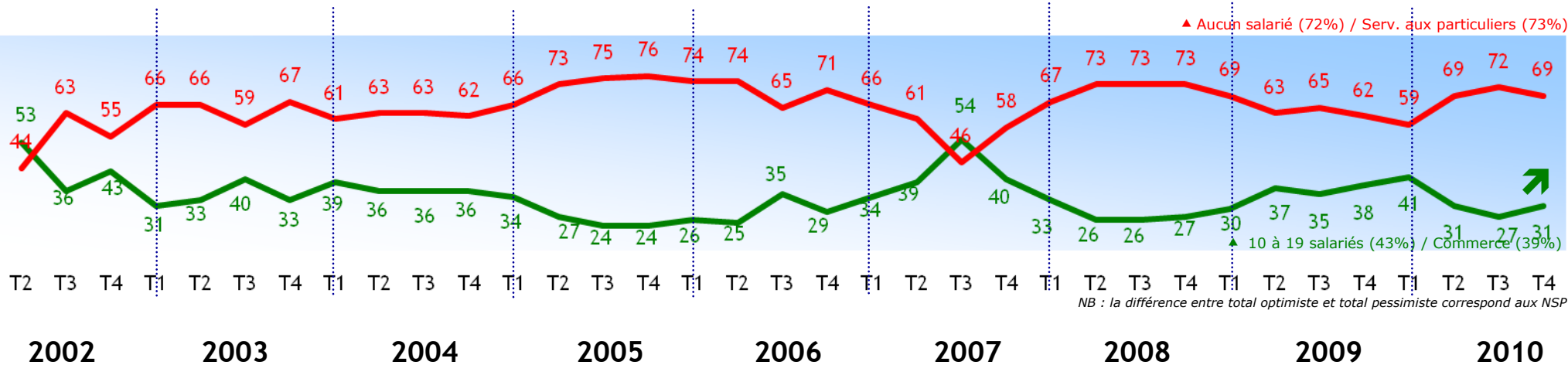
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Une majorité de TPE reste optimiste pour son activité malgré les réactions exacerbées quant à la situation en France

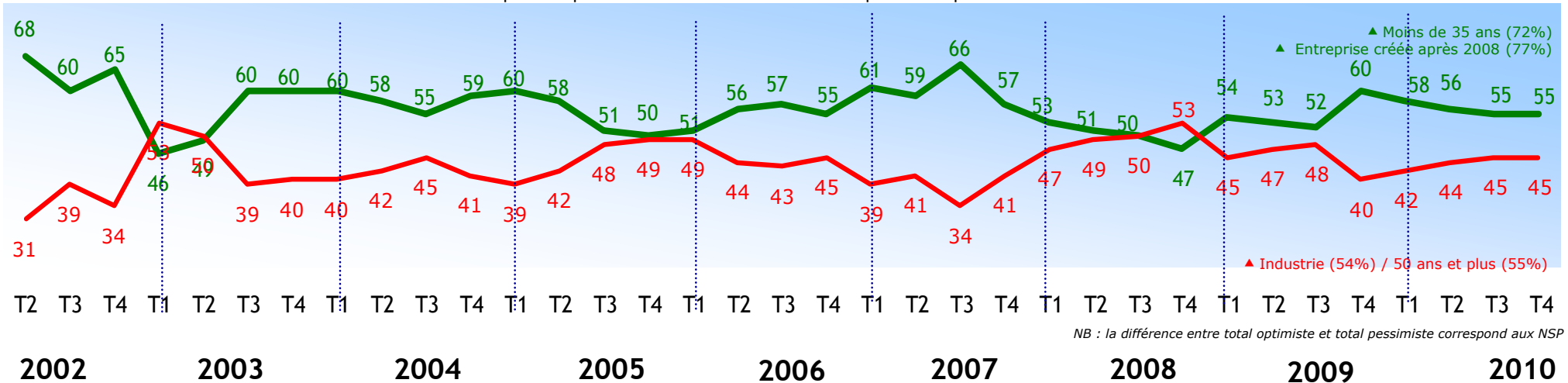
Question : en prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?

— Total optimiste sur la situation en France — Total pessimiste sur la situation en France



Question : et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?

— Total optimiste pour leur activité — Total pessimiste pour leur activité

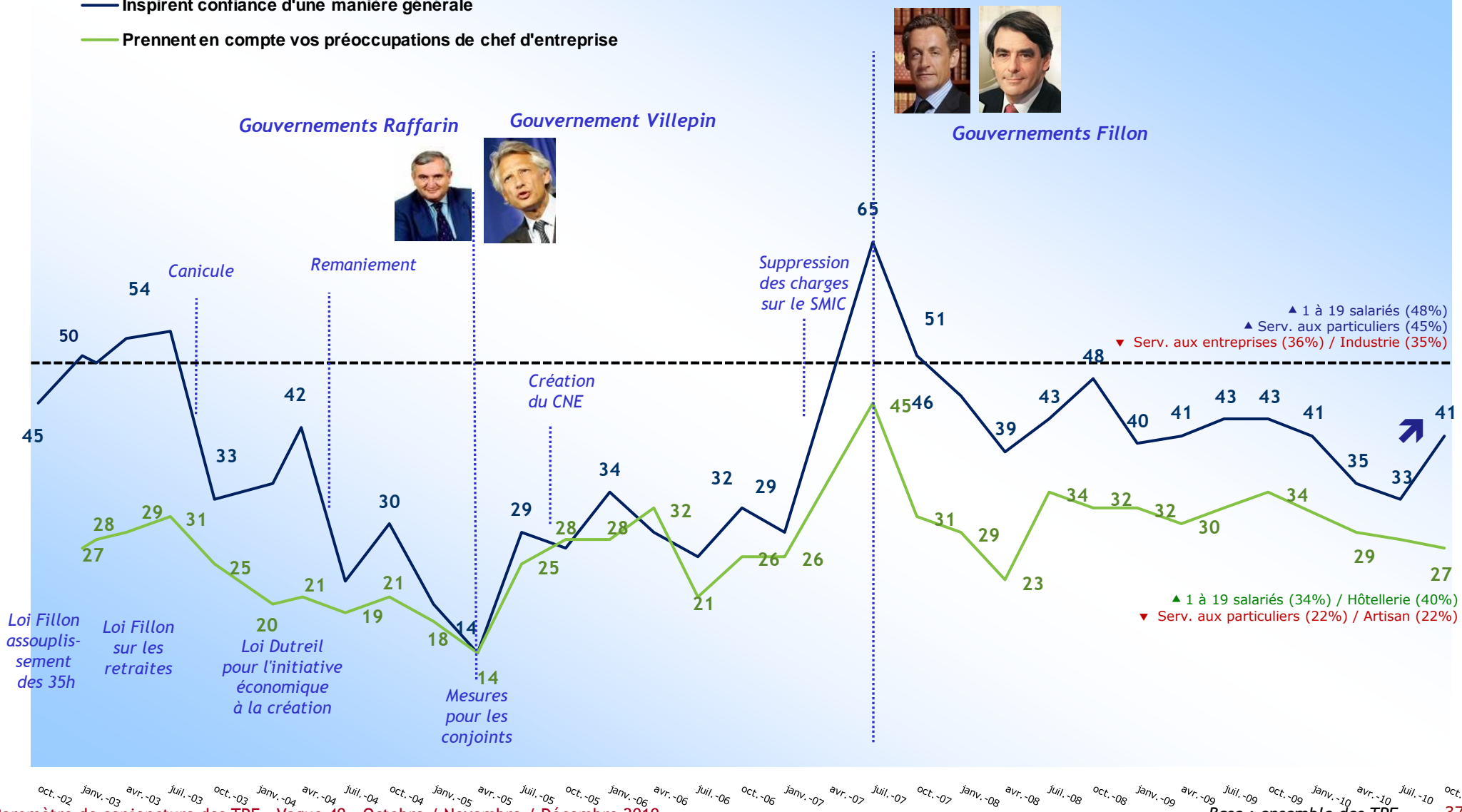


Une confiance dans le gouvernement qui progresse fortement malgré un sentiment d'écoute toujours minoritaire

Question : à propos des mesures / actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement, diriez-vous qu'elles inspirent tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance ?

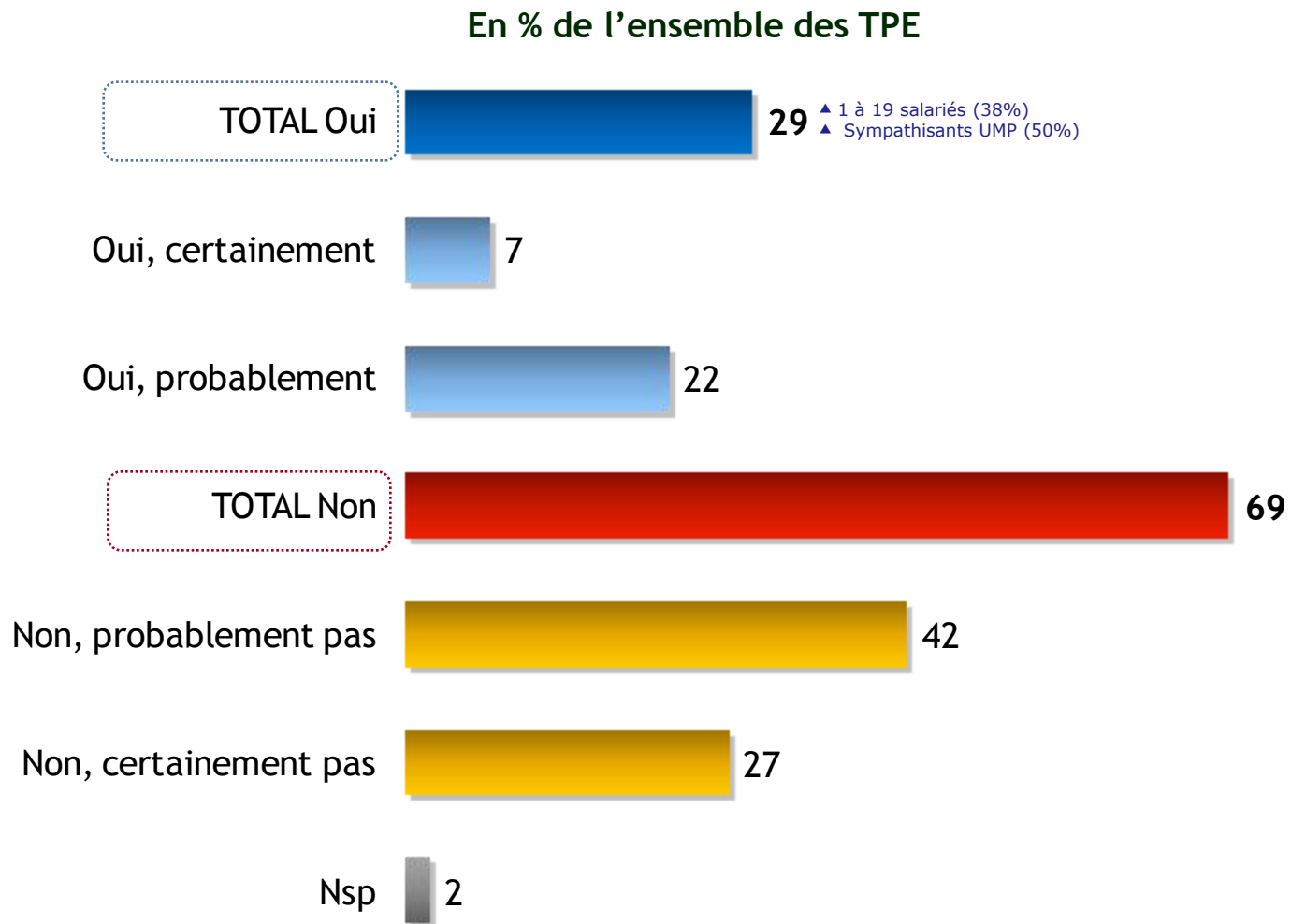
% de bonne opinion

- Inspirent confiance d'une manière générale
- Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise



Les dirigeants de TPE doutent majoritairement des chances de Nicolas Sarkozy d'être réélu en 2012

Question : si Nicolas Sarkozy se représentait à la présidence de la République en 2012, pensez-vous qu'il serait réélu ?



Base : ensemble des TPE

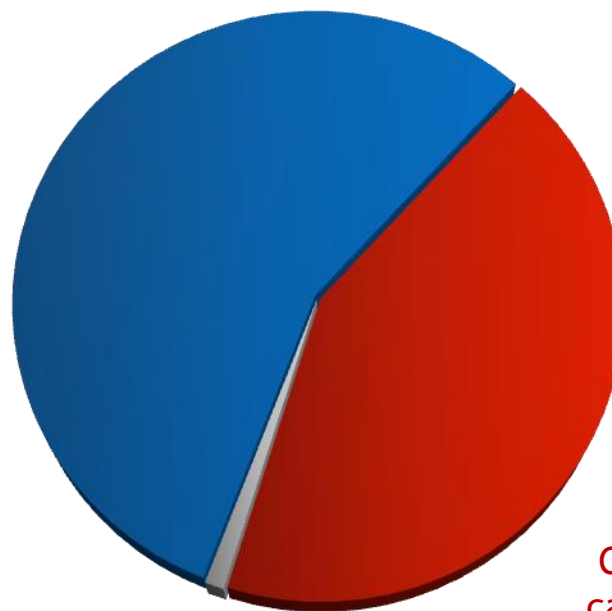
Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Une vision contrastée du projet de réforme des retraites du gouvernement

Question : à propos de la réforme des retraites proposée par le gouvernement et votée par le Parlement, laquelle des phrases suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?

C'est une réforme acceptable car ne pas réformer les retraites aujourd'hui, c'était condamner celles des générations à venir
56%

▲ 1 à 19 salariés (69%)
▲ Sympathisants de droite (87%)



Ne se prononcent pas
1%

C'est une réforme injuste car certaines catégories de futurs pensionnés doivent fournir des efforts trop importants
43%

▲ Aucun salarié (50%) / Artisan (48%)
▲ Sympathisants de gauche (74%)

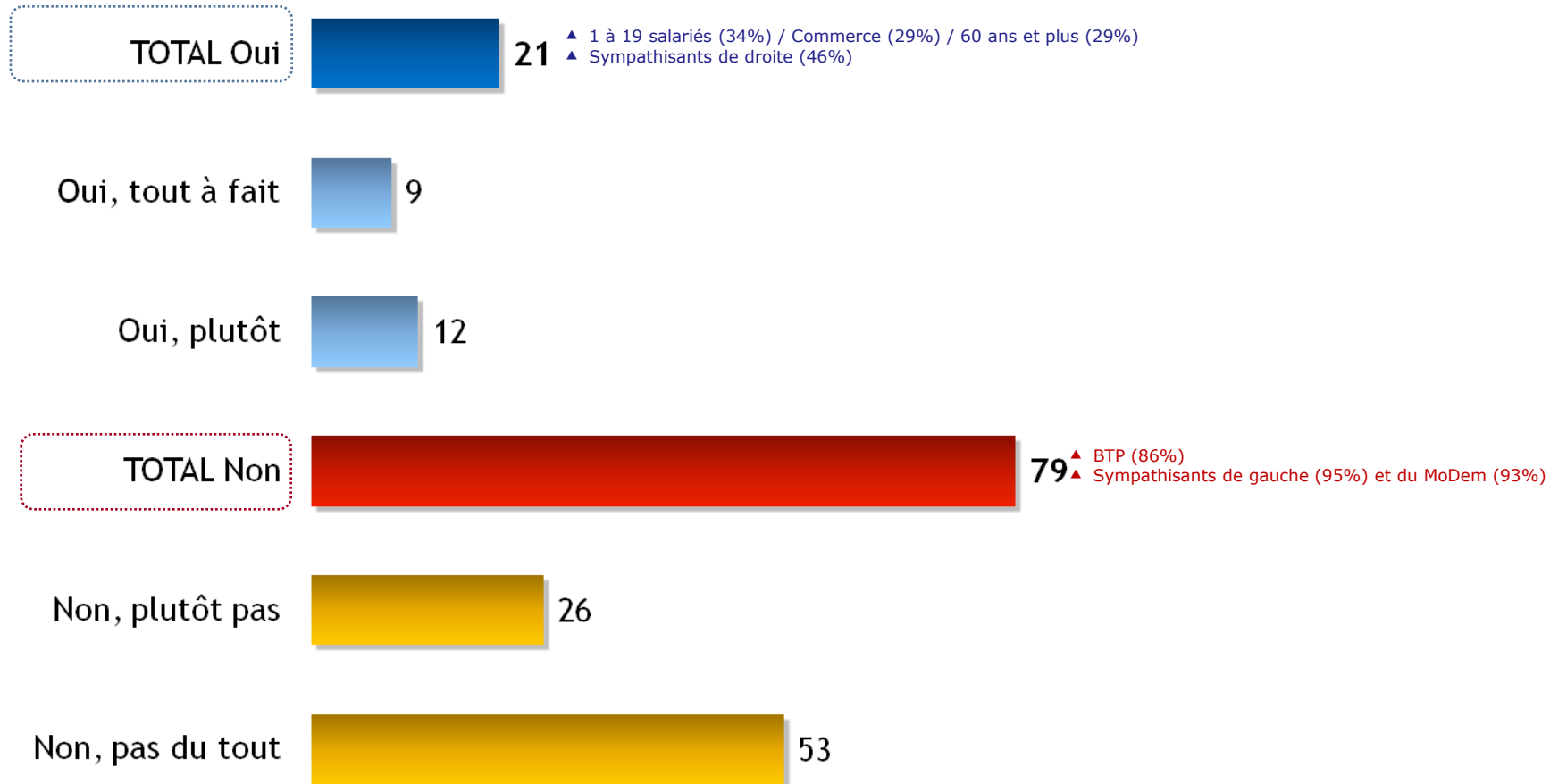
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Une prise en compte des revendications des manifestants et des syndicats jugée insuffisante...

Question : toujours à propos de la réforme des retraites, pensez-vous que le gouvernement a suffisamment pris en compte les revendications des manifestants et des syndicats ?

En % de l'ensemble des TPE

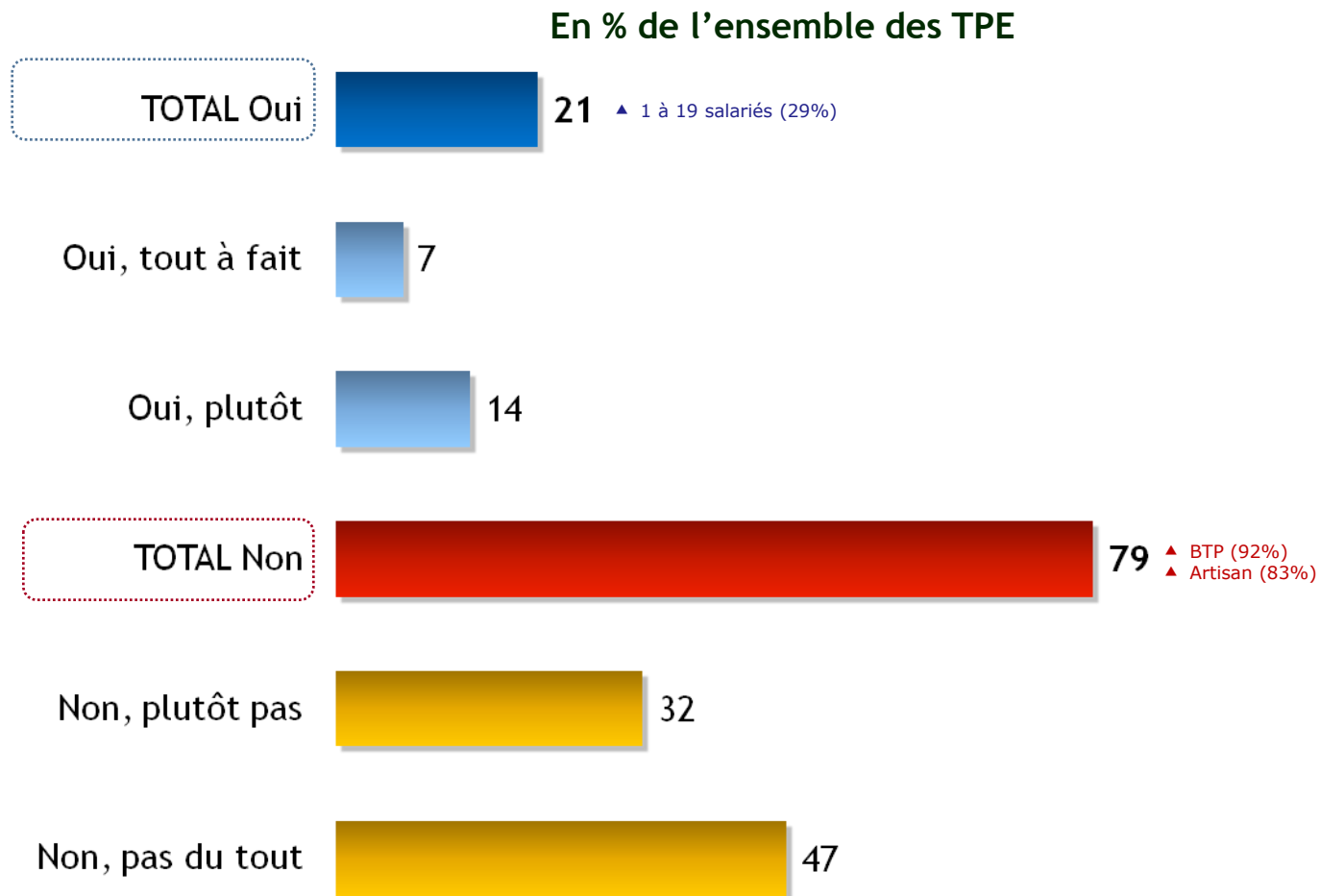


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

... à l'instar de la prise en compte perçue des préoccupations des petites entreprises

Question : et diriez-vous que le gouvernement a suffisamment tenu compte des préoccupations et des contraintes des entreprises comme la vôtre à l'occasion de cette réforme ?



Base : ensemble des TPE

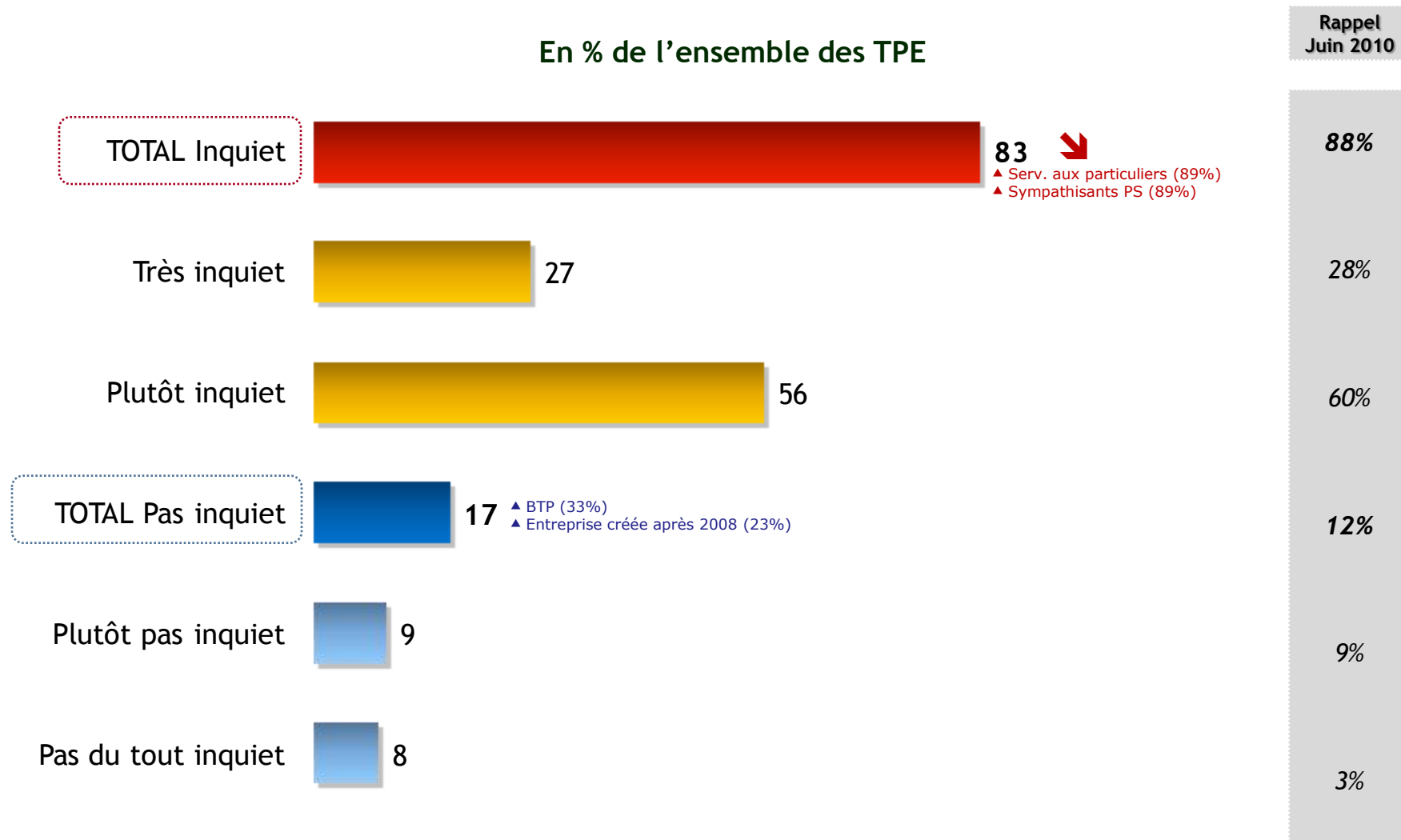
LE BUDGET 2011

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Les craintes à propos du déficit public et de la dette de l'Etat fléchissent légèrement mais demeurent très vives

Question : vous, personnellement, en pensant au déficit public et à la dette de l'Etat, diriez-vous que vous êtes... ?



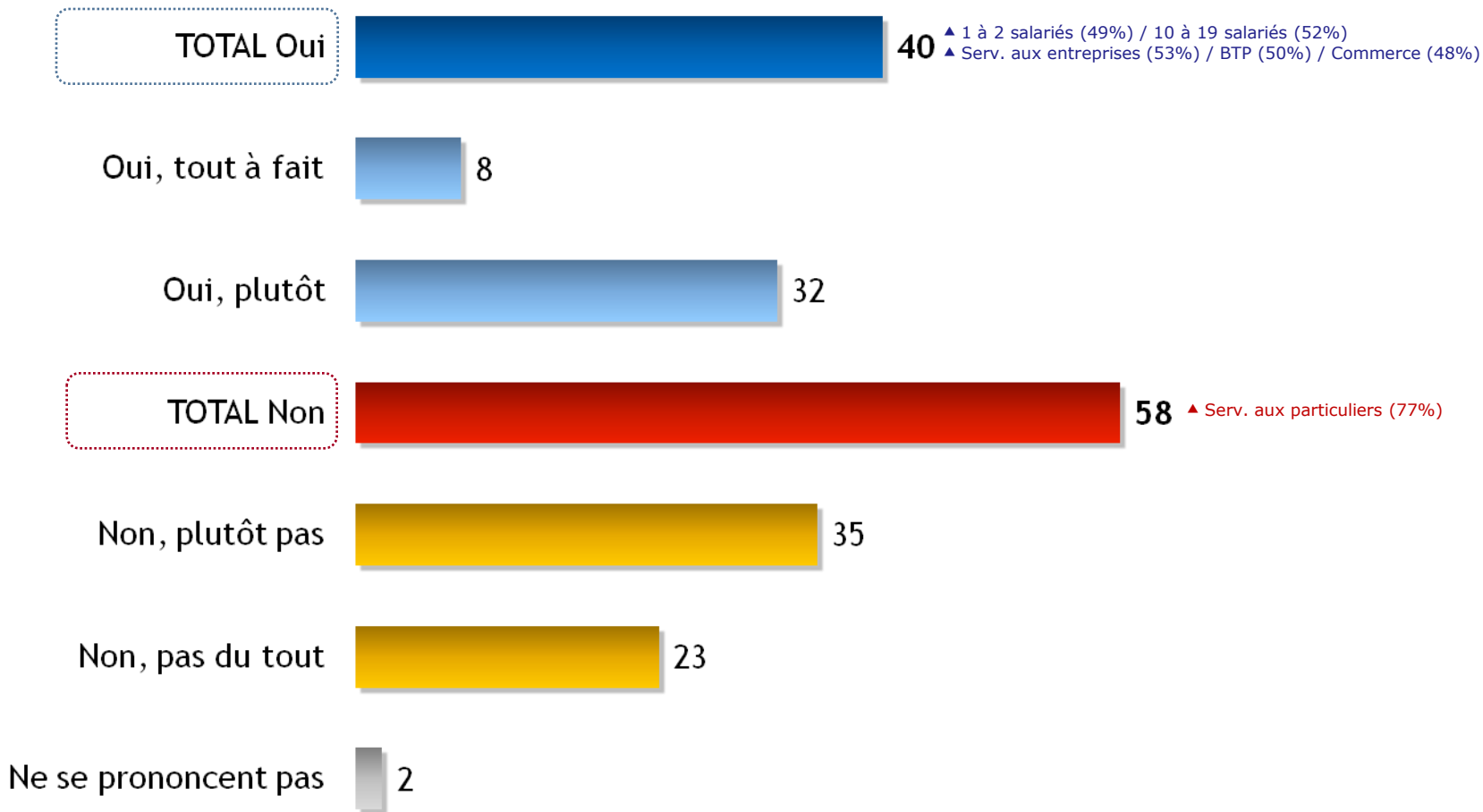
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Le plan du gouvernement pour réduire le déficit de la France suscite des jugements mitigés

Question : le gouvernement prévoit que le déficit de la France respectera les critères de Maastricht en 2013, ce qui oblige à réduire les dépenses publiques de 100 milliards d'euros. Les déficits tomberaient à 6% en 2011, à 4,6% en 2012 et à 3% en 2013. Le gouvernement prévoit notamment pour cela en 2011 un arrêt des mesures du plan de relance, une réduction des dépenses des acteurs publics et un rattrapage des recettes fiscales après la crise. Selon vous, le plan proposé par le gouvernement est-il réaliste ?

En % de l'ensemble des TPE

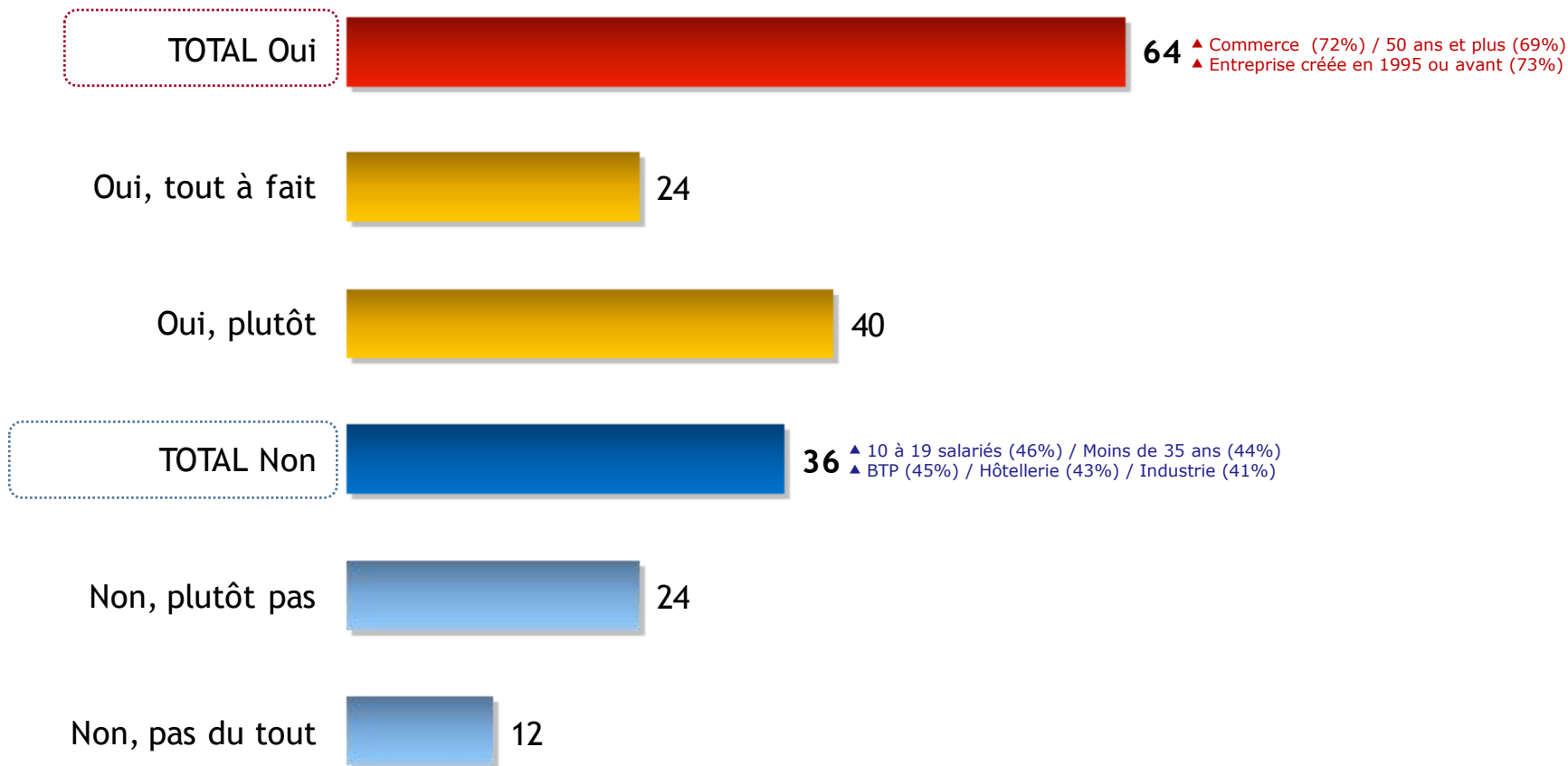


Base : ensemble des TPE

Un projet de budget 2011 pour l'Etat majoritairement perçu comme annonçant une politique de rigueur

Question : vous personnellement, considérez-vous que le budget 2011 du gouvernement traduit une politique de rigueur ?

En % de l'ensemble des TPE

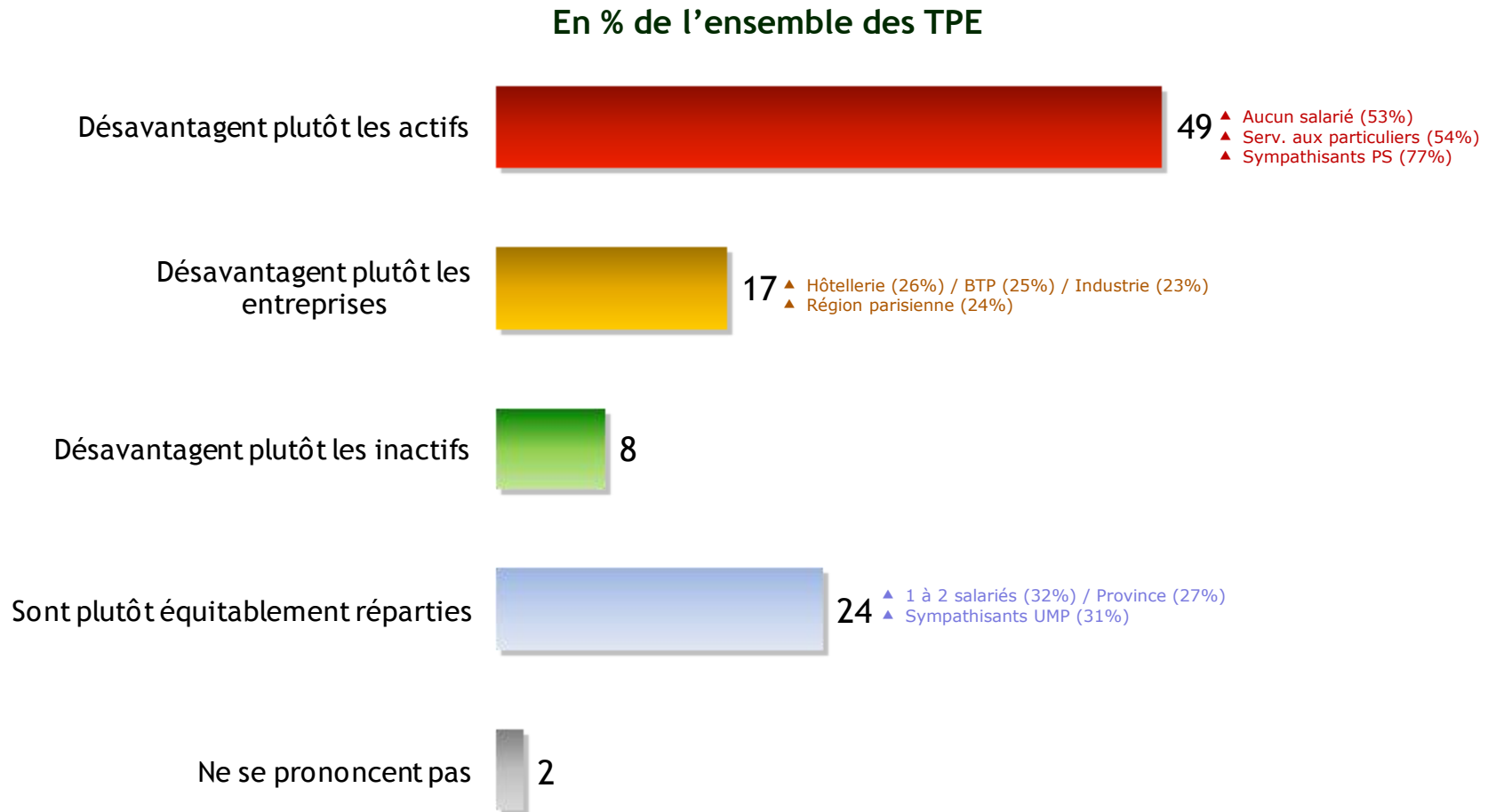


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Un projet de budget 2011 pour l'Etat qui désavantagerait principalement les actifs

Question : pour vous, les augmentations d'impôt et les réductions des niches fiscales prévues au budget 2011... ?

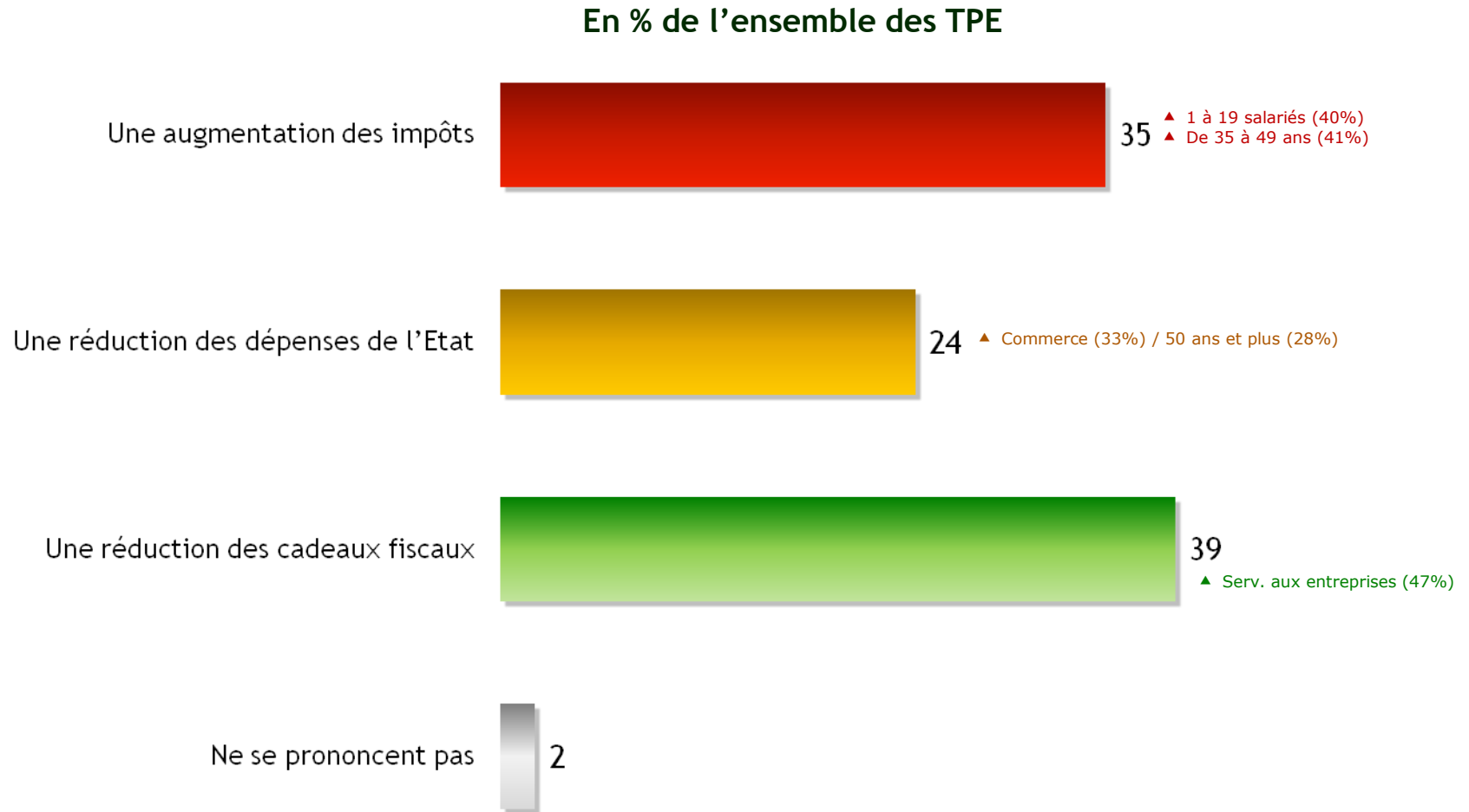


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Moins d'un quart des TPE estime que la suppression des niches fiscales se traduira par une réduction des dépenses de l'Etat

Question : selon vous, la réduction ou la suppression des niches fiscales se traduit-elle plutôt par... ?



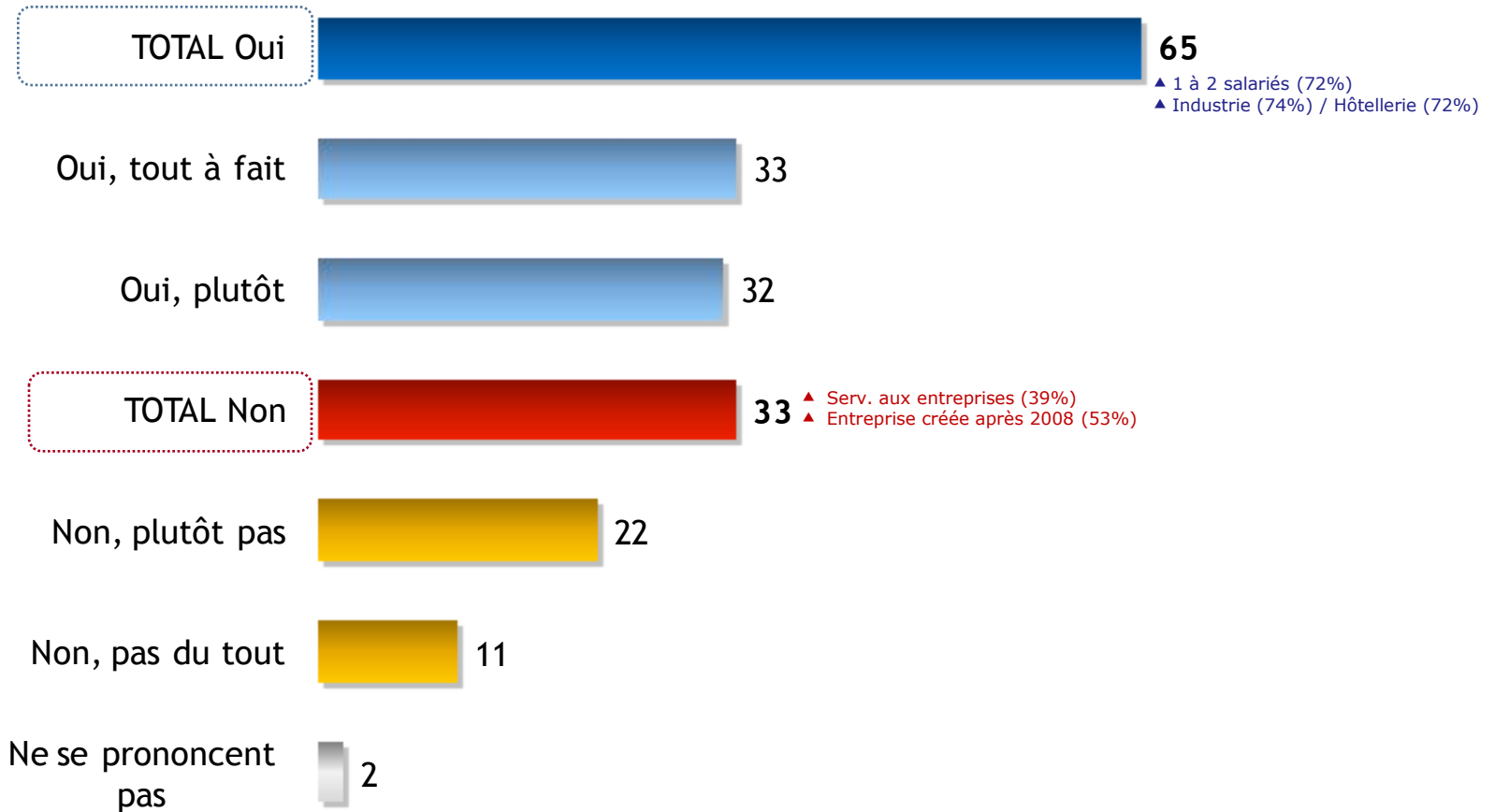
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Un souhait majoritairement exprimé d'aller plus loin dans la réduction ou la suppression des niches fiscales...

Question : selon vous, est-il nécessaire d'aller plus loin dans la réduction et la suppression de niches fiscales et sociales ?

En % de l'ensemble des TPE

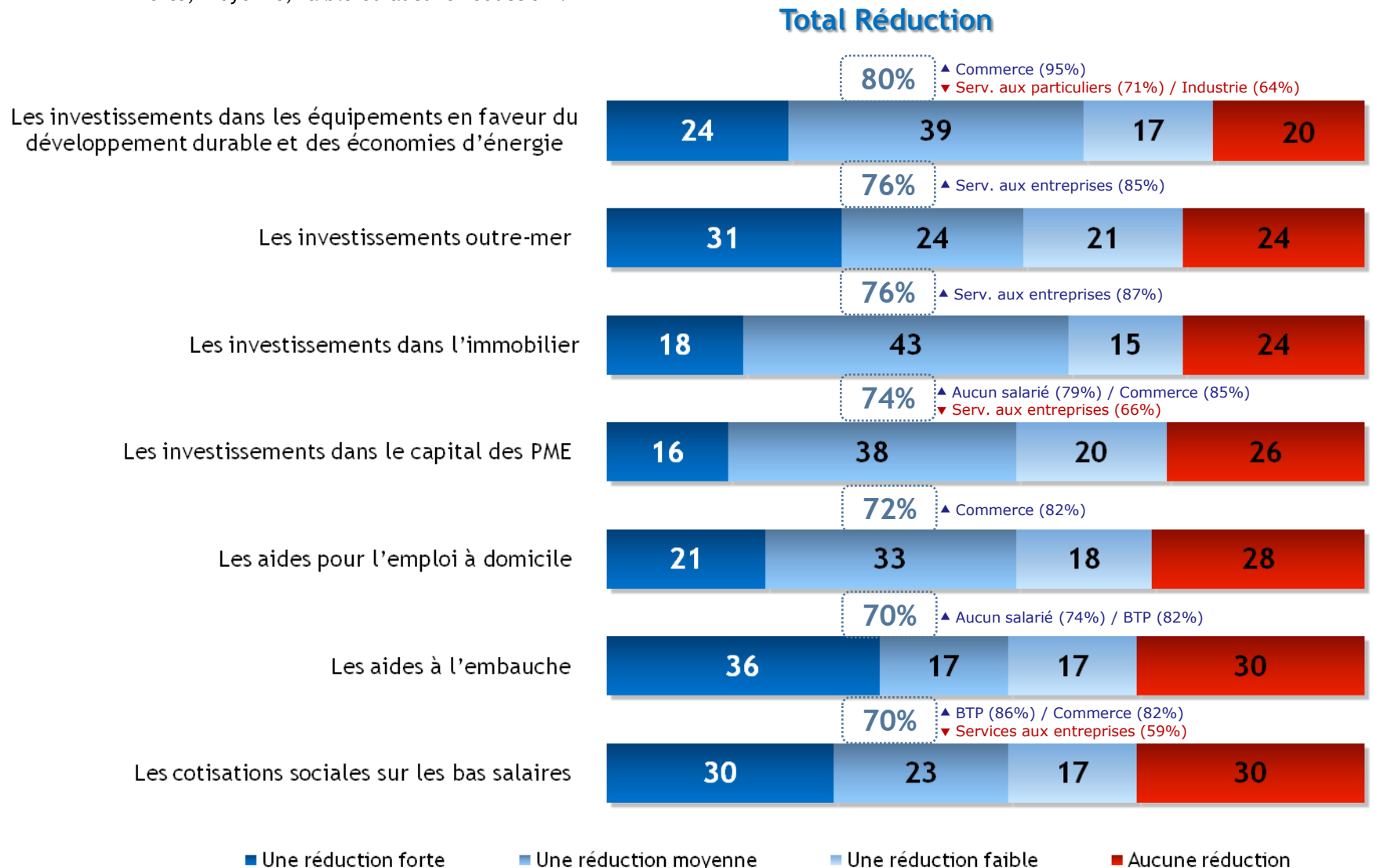


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

... qui s'applique à toutes les niches existantes

Question : nous allons vous citer plusieurs catégories de niches fiscales et sociales. Pour chacune d'elles, diriez-vous qu'il faut une réduction forte, moyenne, faible ou aucune réduction ?

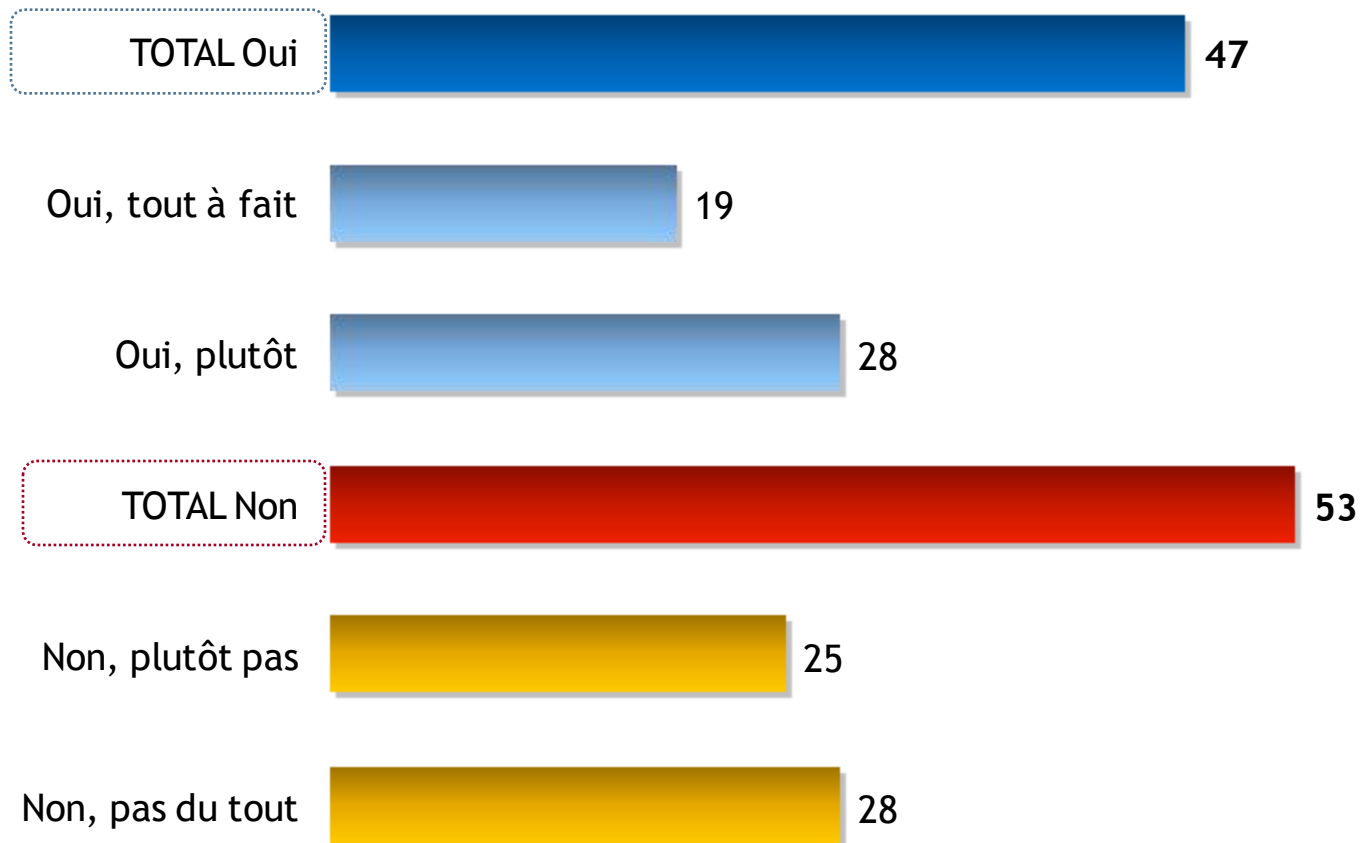


Base : question posée uniquement aux patrons de TPE estimant qu'il est nécessaire d'aller plus loin dans la réduction et la suppression de niches fiscales et sociales.

Un regard très contrasté sur l'impossibilité revendiquée par l'Etat d'aller plus loin dans la baisse de ses dépenses pour ne pas freiner la reprise

Question : le budget 2011 prévoit une baisse des dépenses de l'Etat de l'ordre de 7 milliards d'euros. Le gouvernement déclare qu'il n'a pas pu aller plus loin dans cette direction, sinon il aurait freiné la reprise. Partagez-vous cet avis ?

En % de l'ensemble des TPE



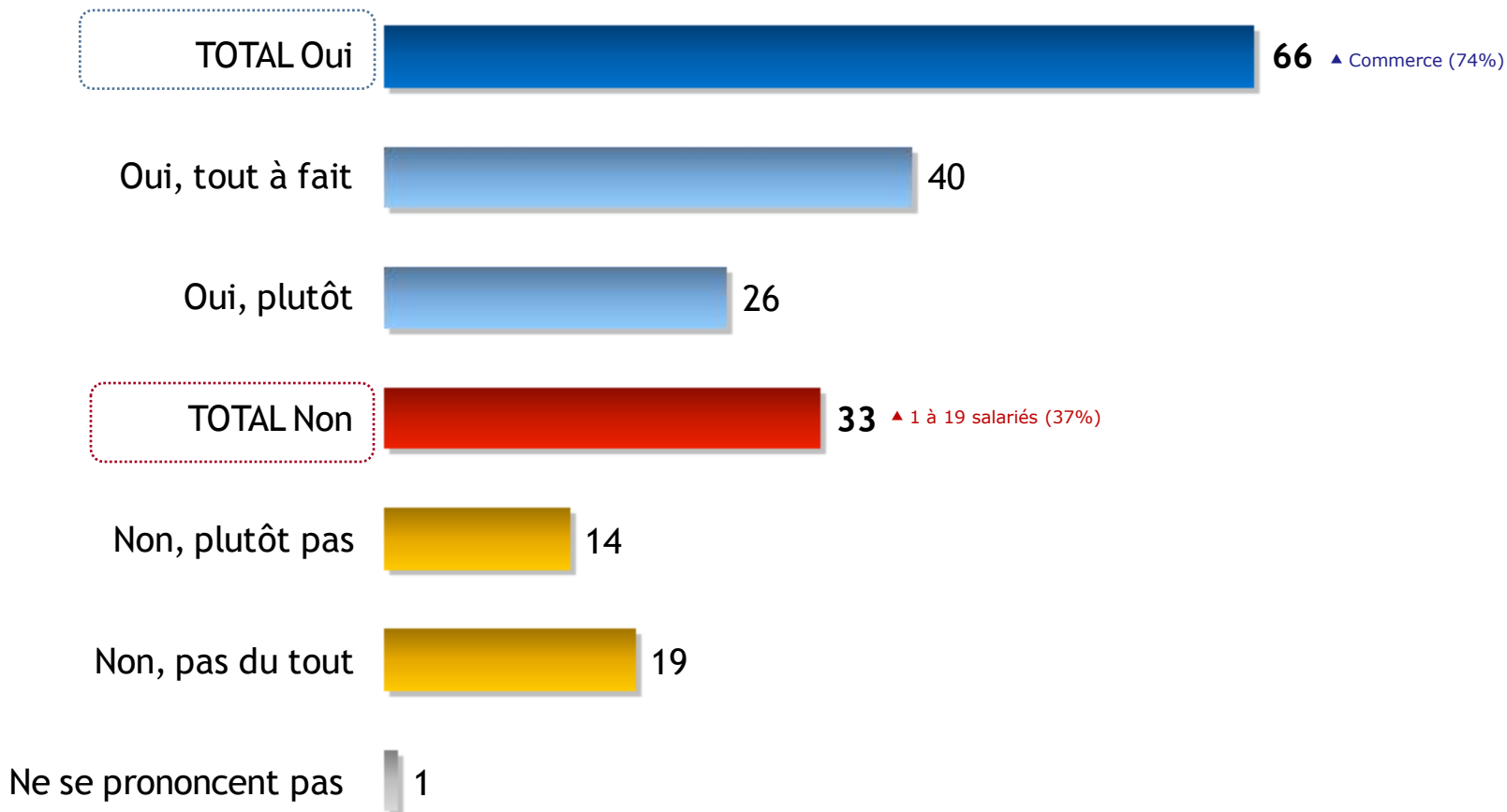
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Les patrons de TPE considèrent en majorité qu'il est possible de réduire la dette de l'Etat sans augmenter les impôts

Question : selon vous, est-il encore possible de réduire les déficits et la dette de la France sans augmenter les impôts ?

En % de l'ensemble des TPE



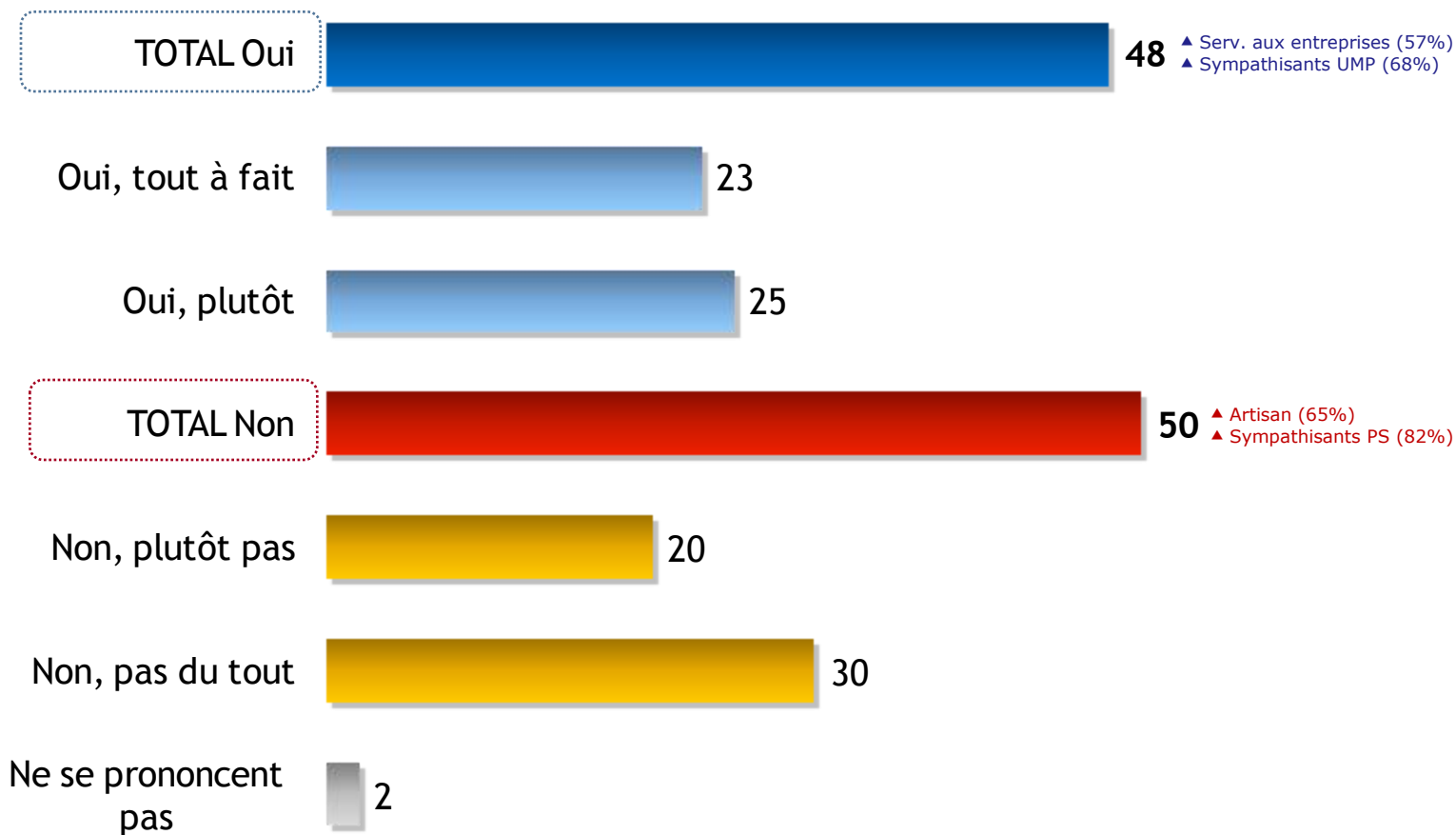
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Le renoncement à la promesse de baisser les prélèvements sociaux et fiscaux suscite des opinions particulièrement partagées parmi les TPE

Question : la réforme des retraites et la volonté de réduire les déficits entraînent une augmentation des impôts et des charges sociales, alors que Nicolas Sarkozy s'était engagé à baisser les prélèvements sociaux. Pour vous et compte tenu du contexte, a-t-il eu raison de renoncer à cette promesse ?

En % de l'ensemble des TPE

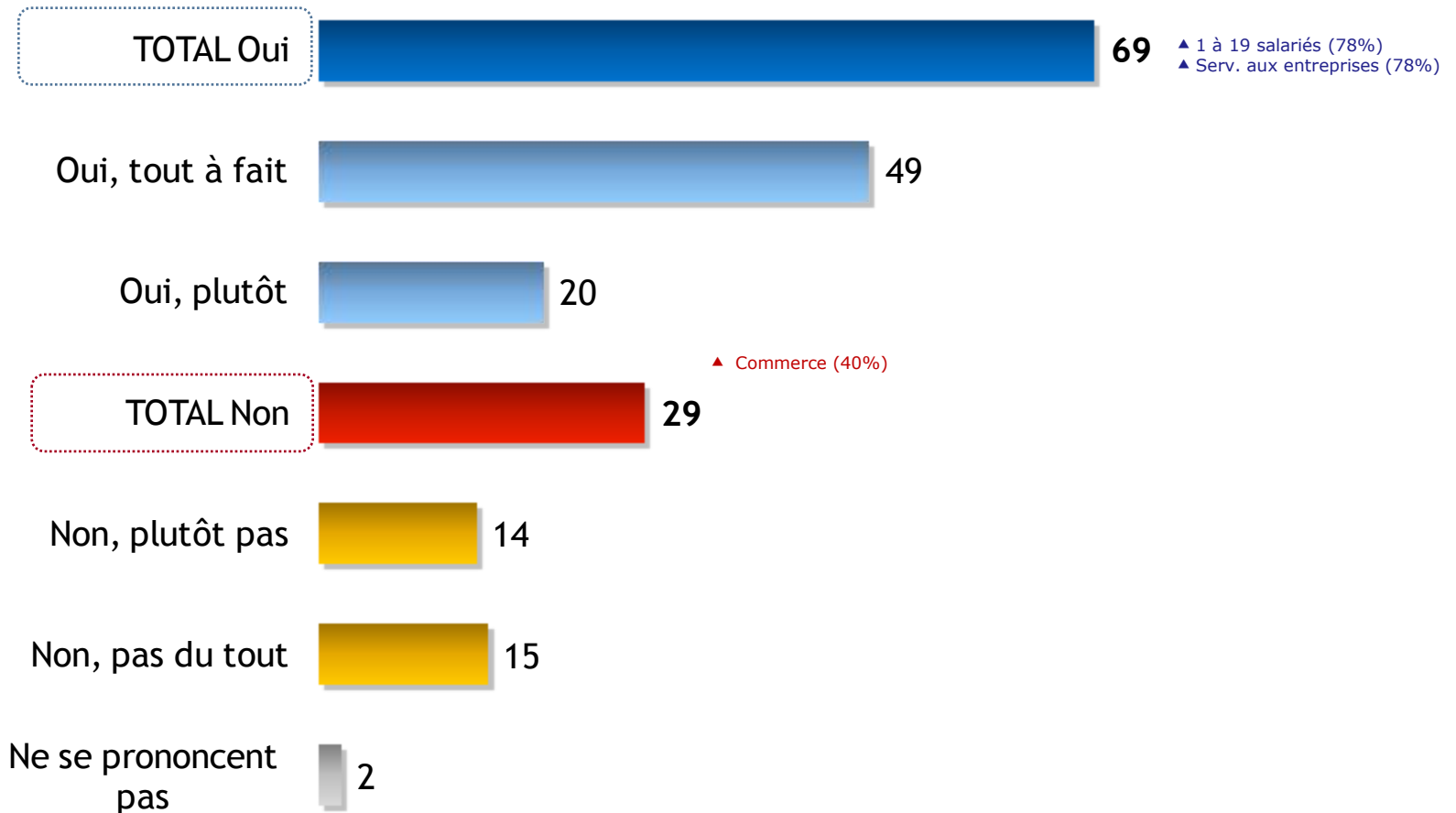


Base : ensemble des TPE

Un souhait important d'empêcher les collectivités territoriales d'augmenter leurs effectifs

Question : depuis plusieurs années, l'Etat réduit ses effectifs en ne remplaçant pas un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite, tandis que les collectivités territoriales augmentent leurs effectifs, de sorte que le nombre de fonctionnaires en France ne diminue pas. Selon vous, faut-il empêcher les collectivités territoriales d'augmenter leurs effectifs, voire leur demander de les réduire dans les mêmes proportions que l'Etat ?

En % de l'ensemble des TPE

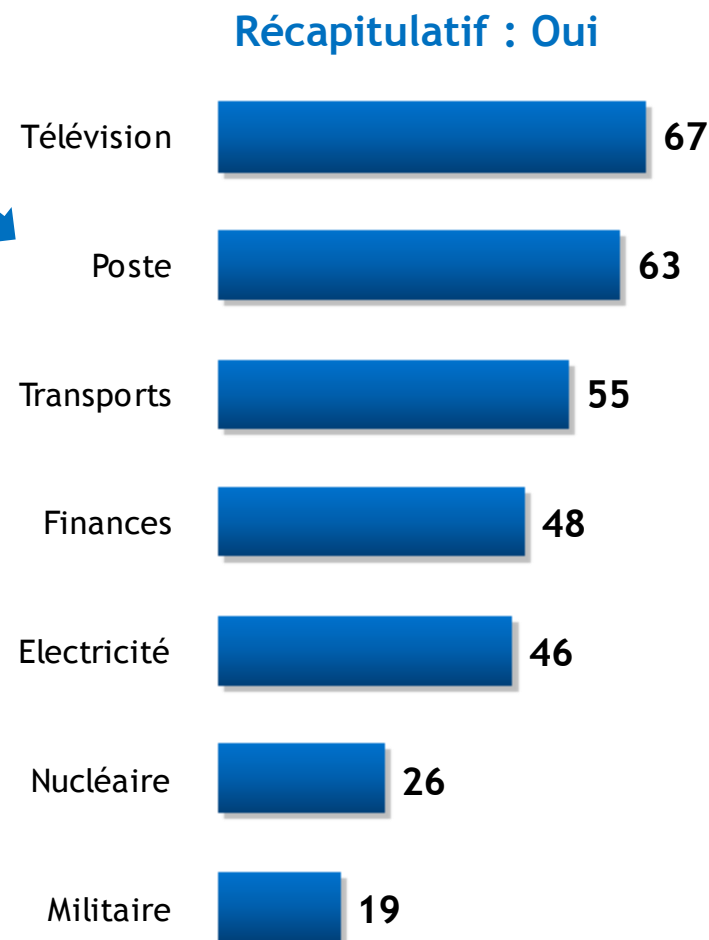
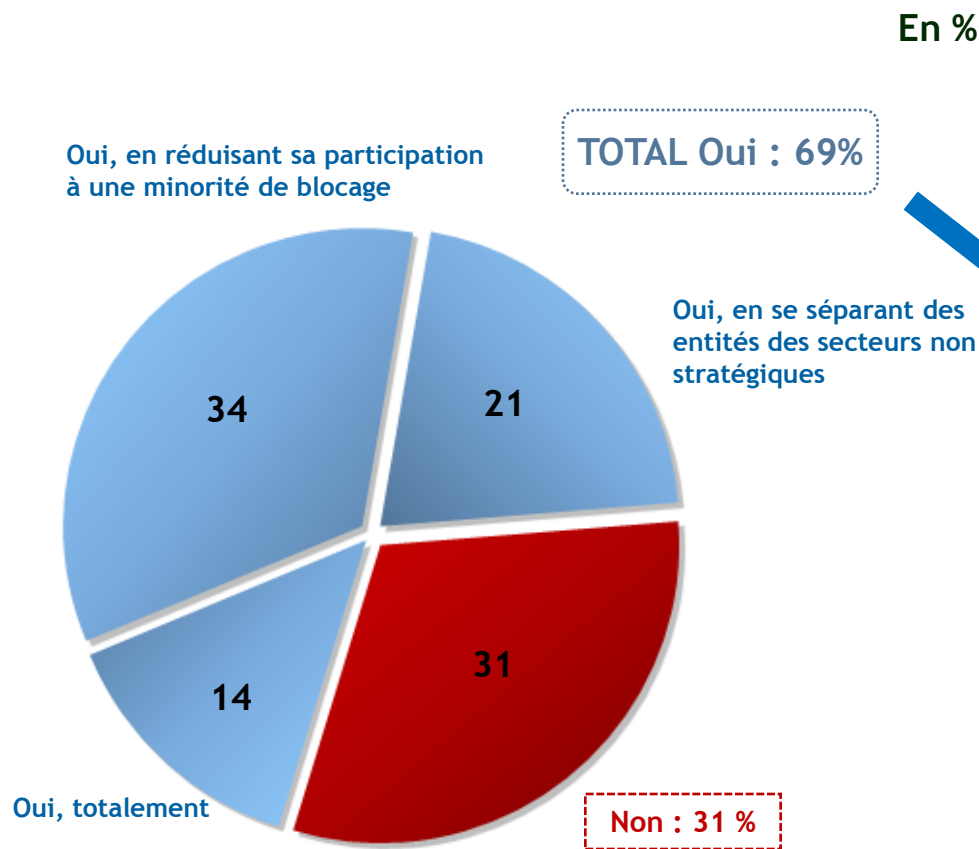


Base : ensemble des TPE

Une adhésion forte à la privatisation - au moins partielle - des entités du secteur concurrentiel contrôlées par l'Etat

Question : l'Etat contrôle de nombreuses entités appartenant au secteur concurrentiel. A votre avis, devrait-il les privatiser ?

Question : selon vous, l'Etat doit-il céder le contrôle de ses participations dans les secteurs suivants ?



Base : question posée uniquement aux patrons de TPE déclarant que l'Etat devrait privatiser en totalité ou en partie les entités appartenant au secteur concurrentiel dont il a le contrôle.

Base : ensemble des TPE

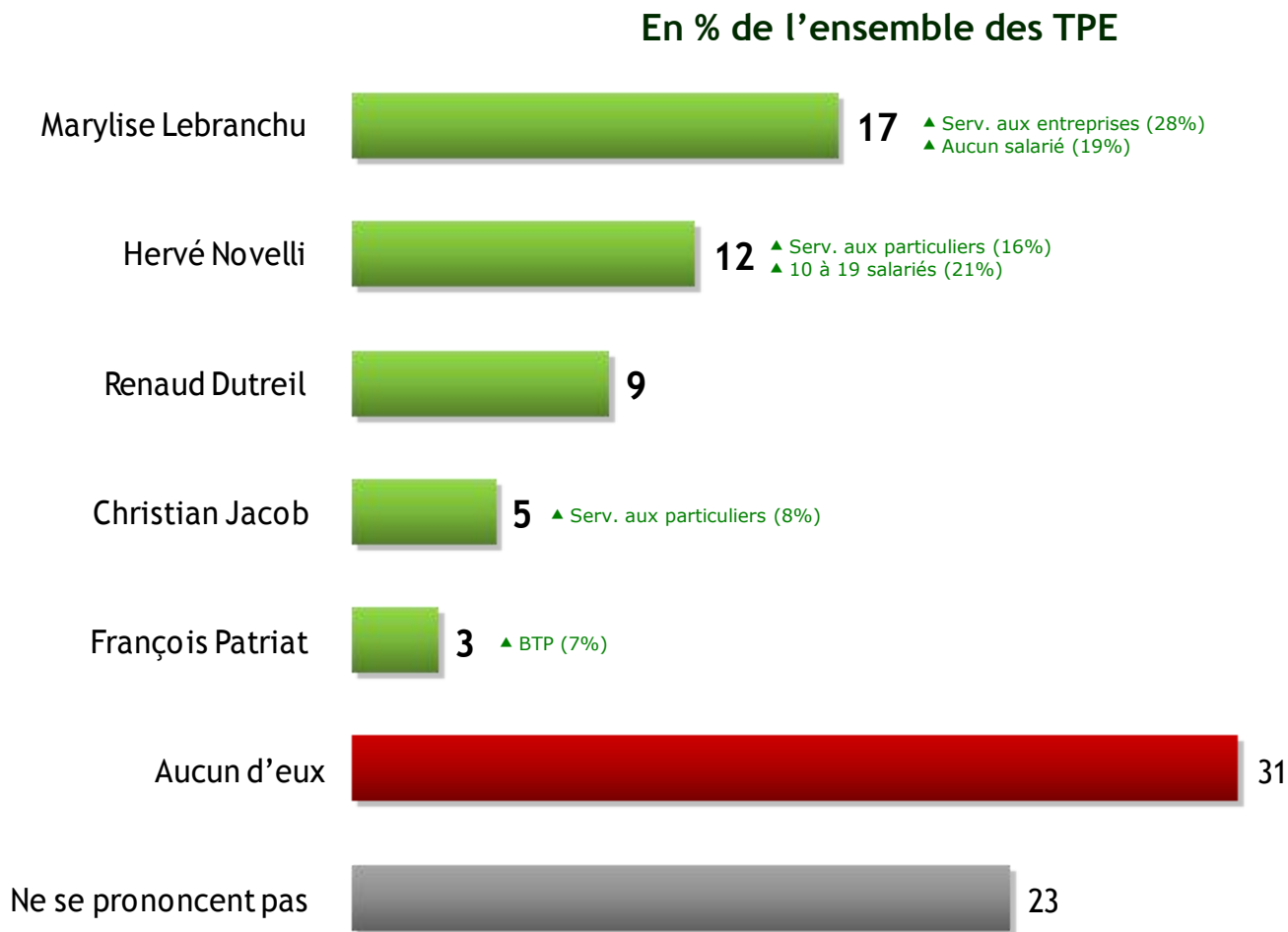
LE BILAN 2000 - 2010

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Une majorité de TPE n'identifie pas le ministre ou secrétaire d'Etat ayant mené l'action la plus efficace en leur faveur depuis 2000

Question : au cours des années 2000-2010, quel ministre ou secrétaire d'Etat a selon vous mené l'action la plus efficace en direction des TPE ?

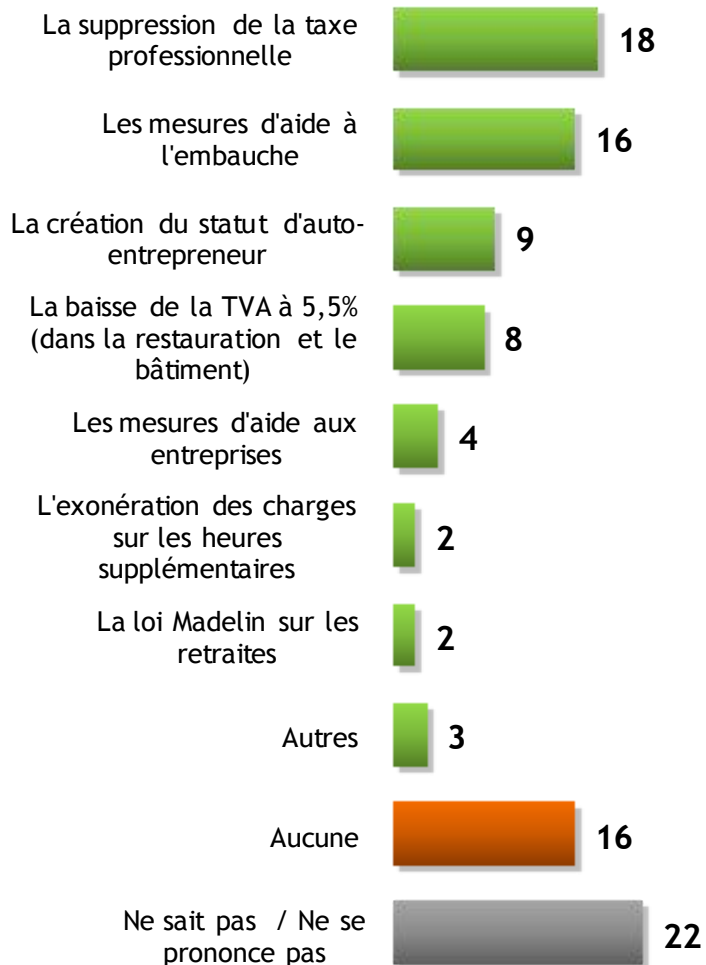


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Parmi les réformes les plus marquantes des dix dernières années, les TPE saluent la suppression de la taxe professionnelle et les aides à l'embauche, tandis qu'elles relèvent l'impact négatif des 35 heures et des augmentations de charges sociales

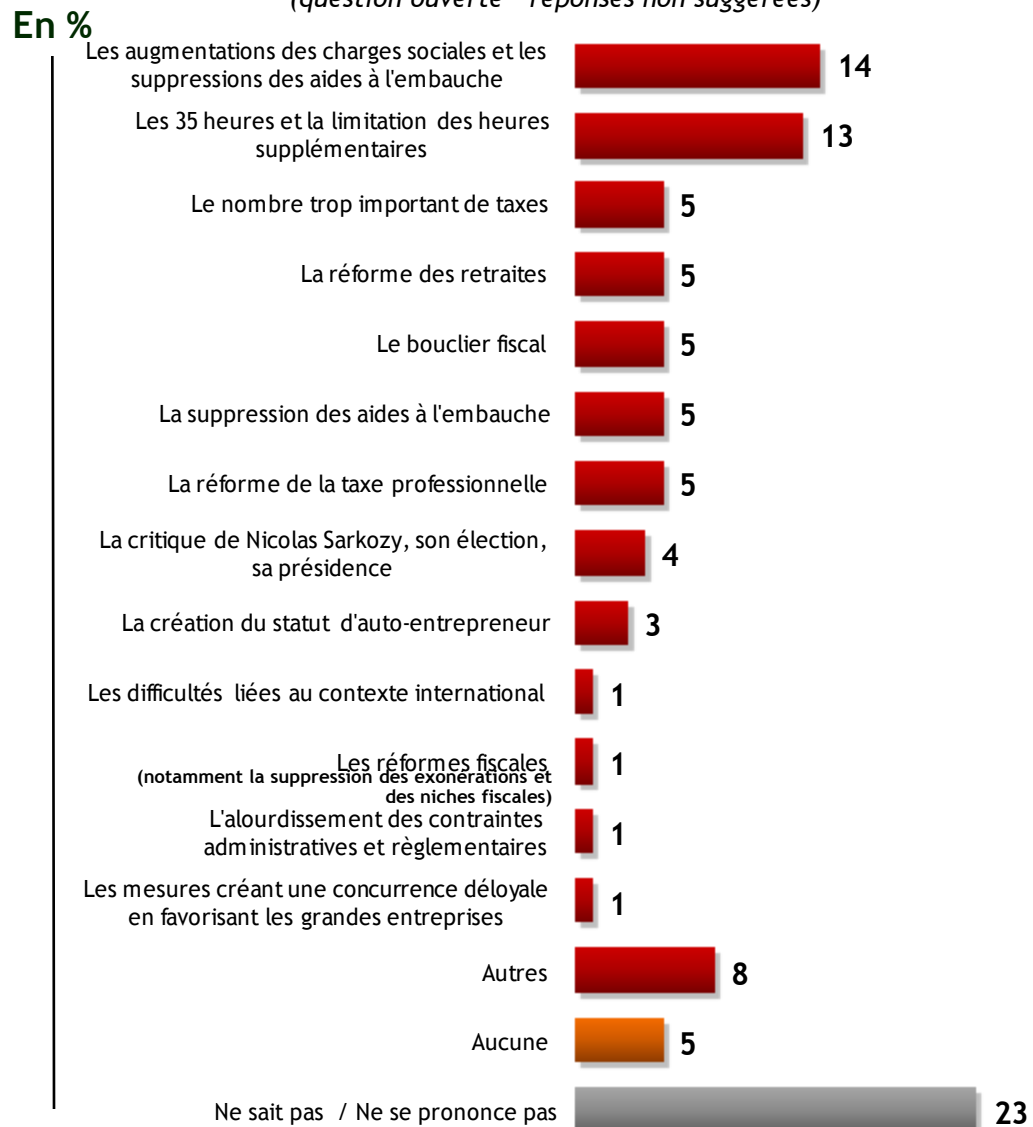
Question : pour vous, quelle a été la meilleure réforme engagée sur la période 2000-2010 en direction des TPE ?
 (question ouverte - réponses non suggérées)



Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Question : pour vous, quelle a été la pire réforme engagée sur la période 2000-2010 en direction des TPE ?
 (question ouverte - réponses non suggérées)

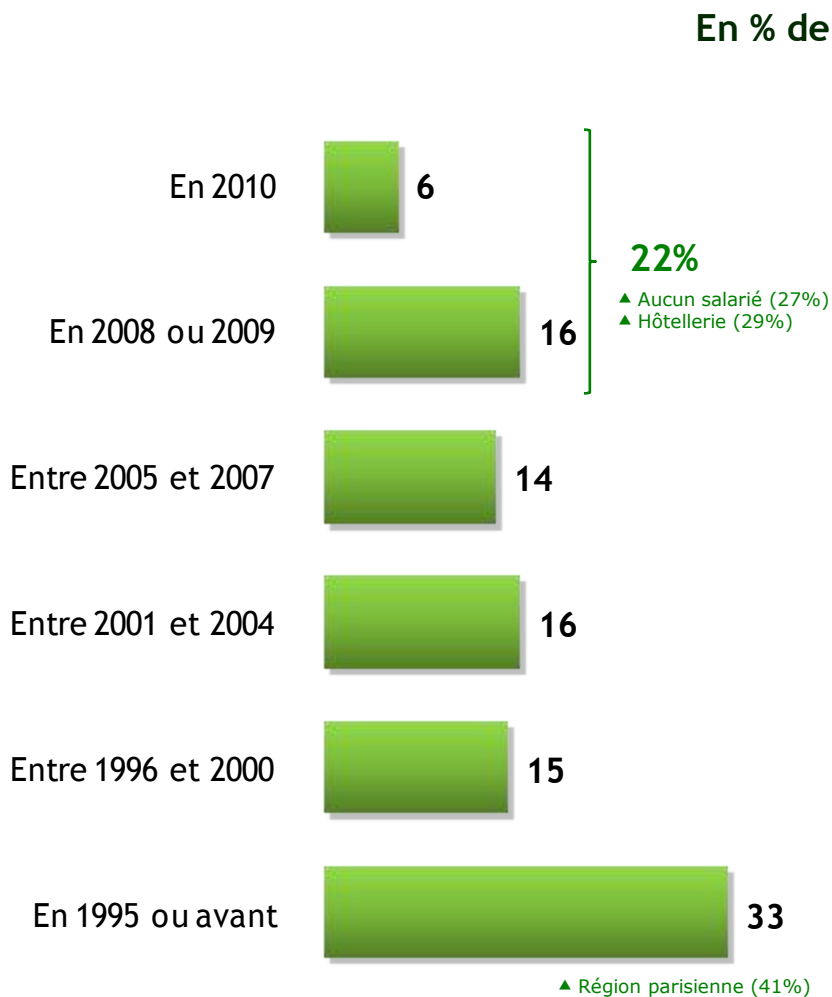


Une TPE sur cinq a moins de trois ans d'ancienneté

ifop

Baromètre
des TPE
FIDUCIAL

Question : en quelle année avez-vous créé ou repris votre entreprise ?



Question : s'agissait-il... ?

- ▲ Aucun salarié (79%) / BTP (84%)
- ▲ Serv. aux entreprises (82%)
- ▲ Serv. aux particuliers (78%)



D'une création

- ▲ 6 à 19 salariés (57%) / Hôtellerie (68%)
- ▲ Commerce (45%) / Industrie (40%)



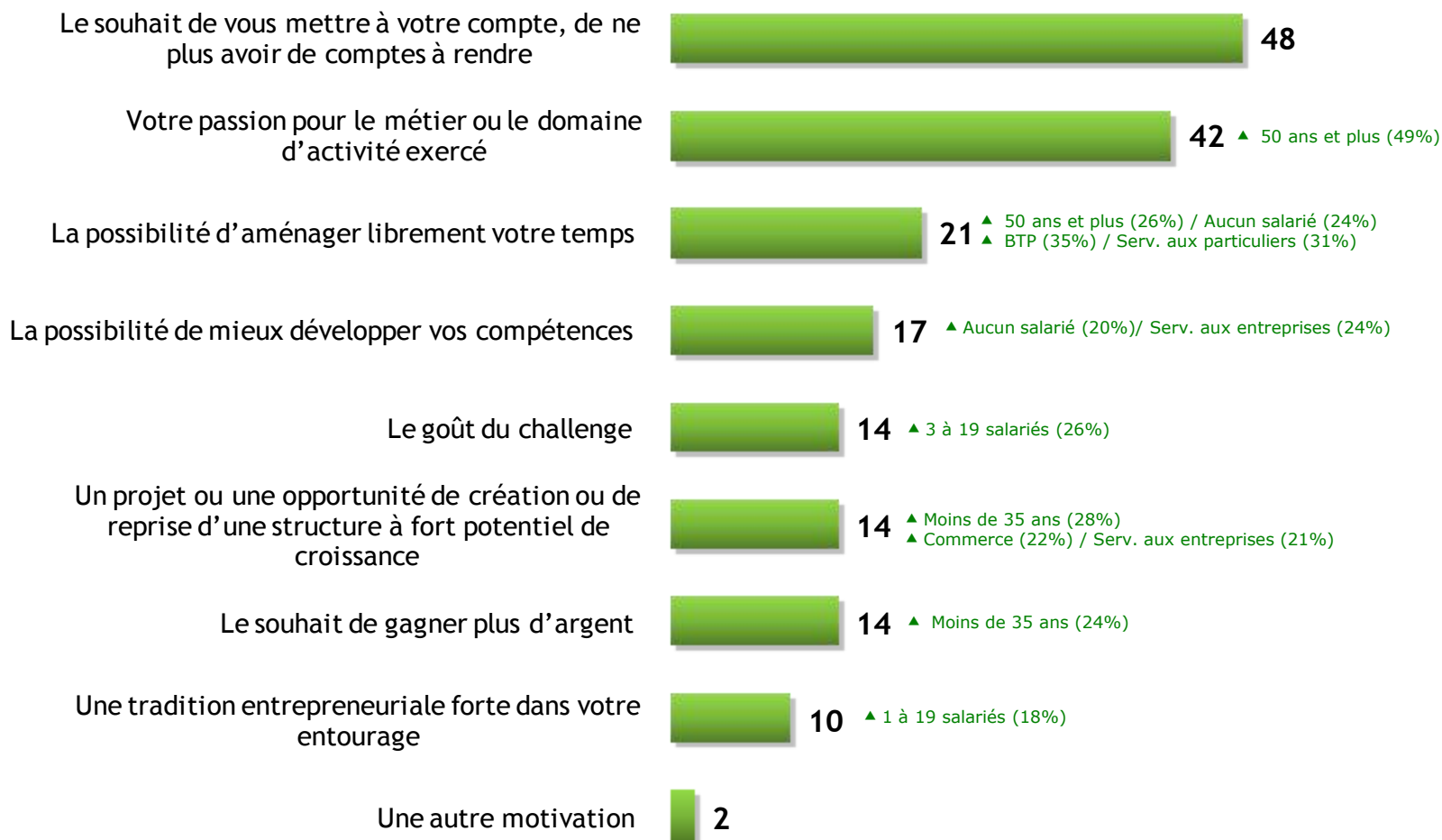
D'une reprise

Base : ensemble des TPE

Un esprit entrepreneurial principalement motivé par le souhait de ne plus avoir de comptes à rendre et par l'intérêt pour le métier ou l'activité

Question : quelles ont été vos principales motivations pour créer ou reprendre cette entreprise ?

En % de l'ensemble des TPE



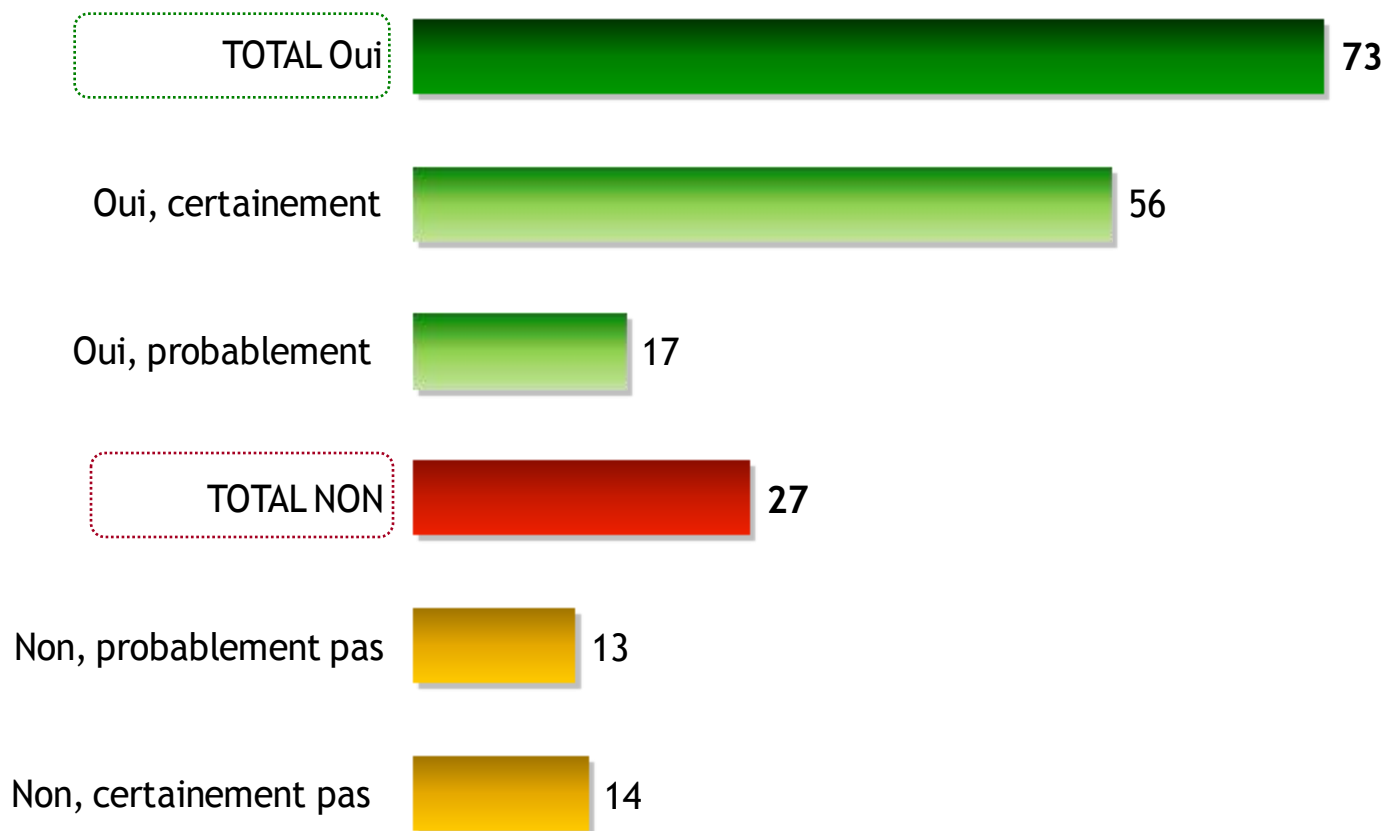
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Une disposition massive à réitérer son projet aujourd'hui

Question : et si c'était à refaire aujourd'hui, retenteriez-vous l'aventure ?

En % de l'ensemble des TPE



Base : ensemble des TPE

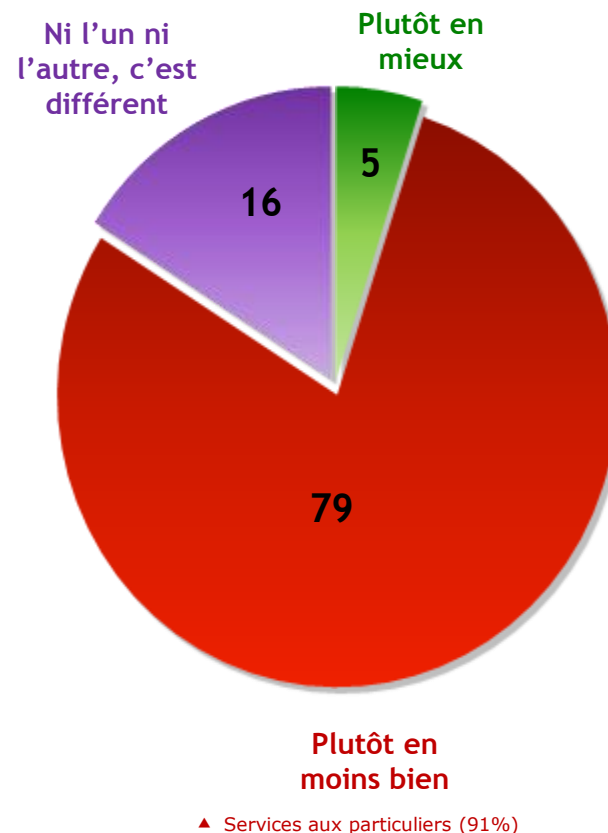
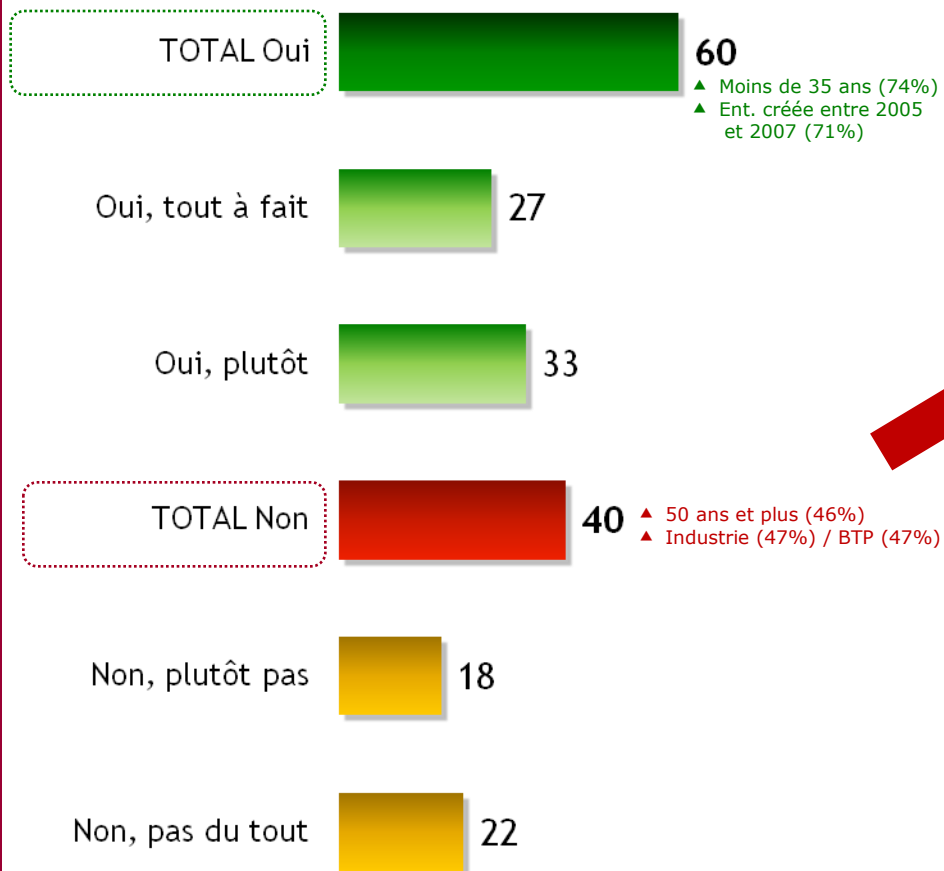
Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Une forte proportion des TPE ne se situe pas actuellement dans la situation attendue au moment de la création ou de la reprise

Question : et aujourd'hui, est-ce que la situation où en est votre entreprise correspond aux ambitions et aux objectifs que vous aviez quand vous l'avez créée ou reprise ?

Question : le décalage avec les ambitions et objectifs que vous aviez est-il plutôt en mieux ou en moins bien ?

En % de l'ensemble des TPE

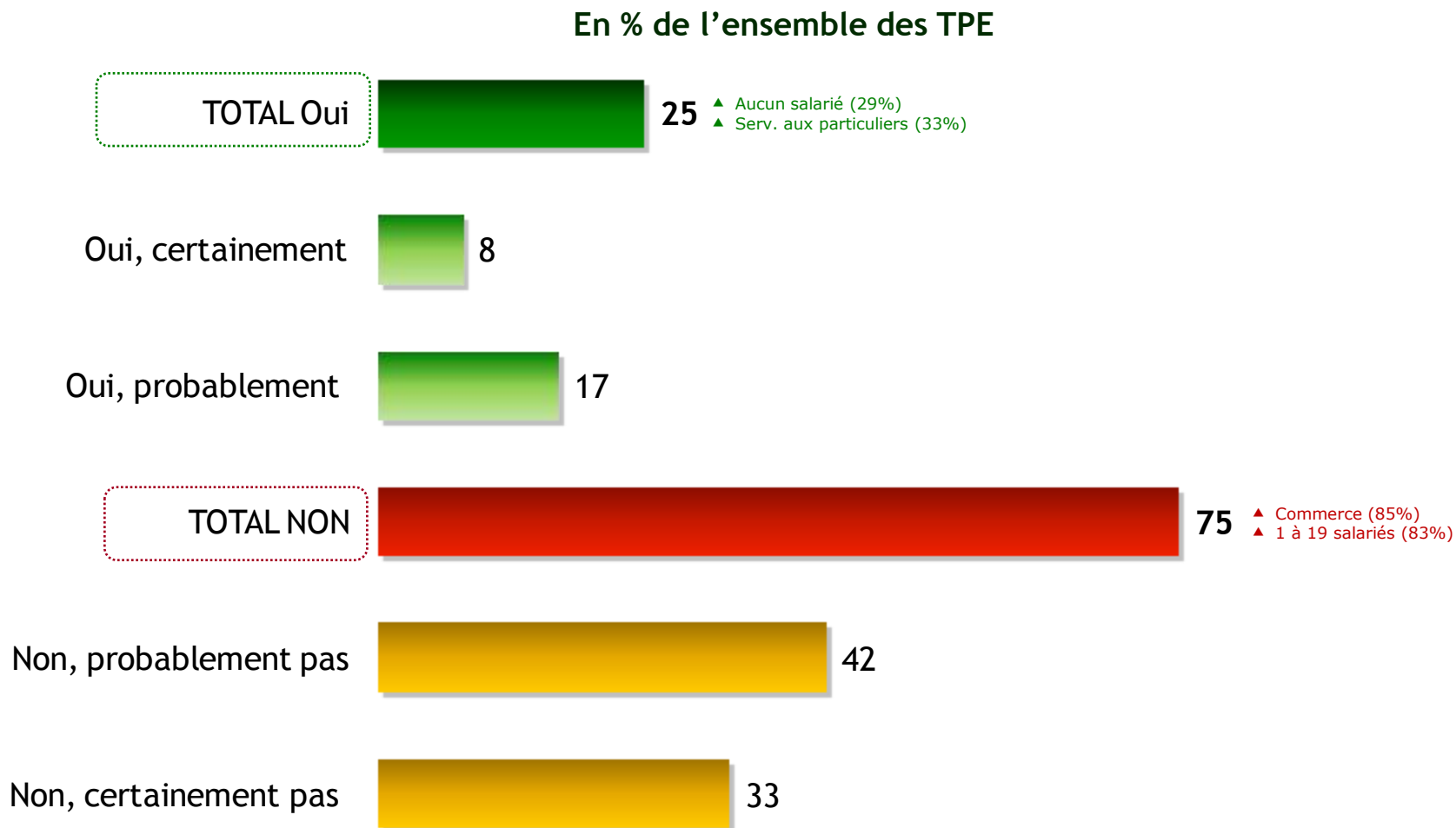


Base : question posée uniquement aux patrons de TPE déclarant que la situation de leur entreprise ne correspond pas aux ambitions et aux objectifs qu'ils avaient lors de la création ou de la reprise.

Base : ensemble des TPE

Une facilité à être chef d'entreprise jugée très en retrait par rapport à il y a dix ans par les patrons de TPE s'étant lancés avant 2001

Question : est-il plus facile d'être chef d'entreprise aujourd'hui qu'il y a 10 ans ?

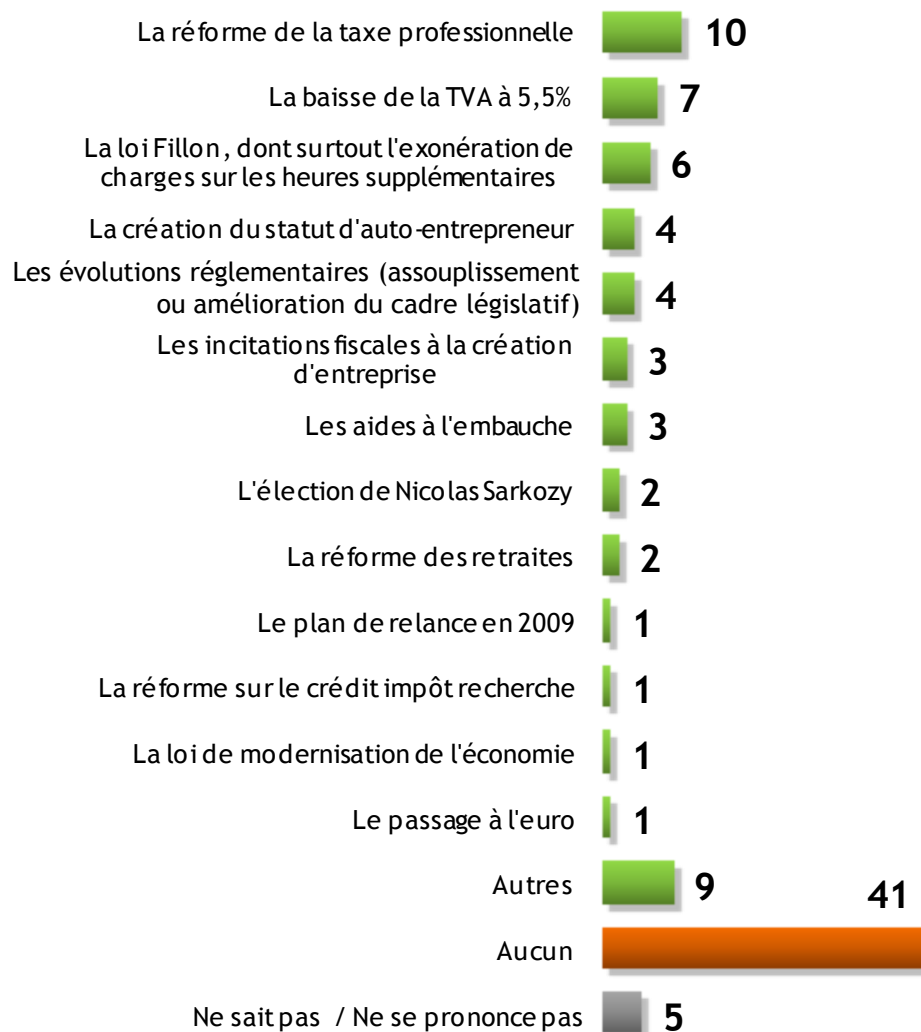


Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant créé ou repris leur structure depuis plus de dix ans.

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

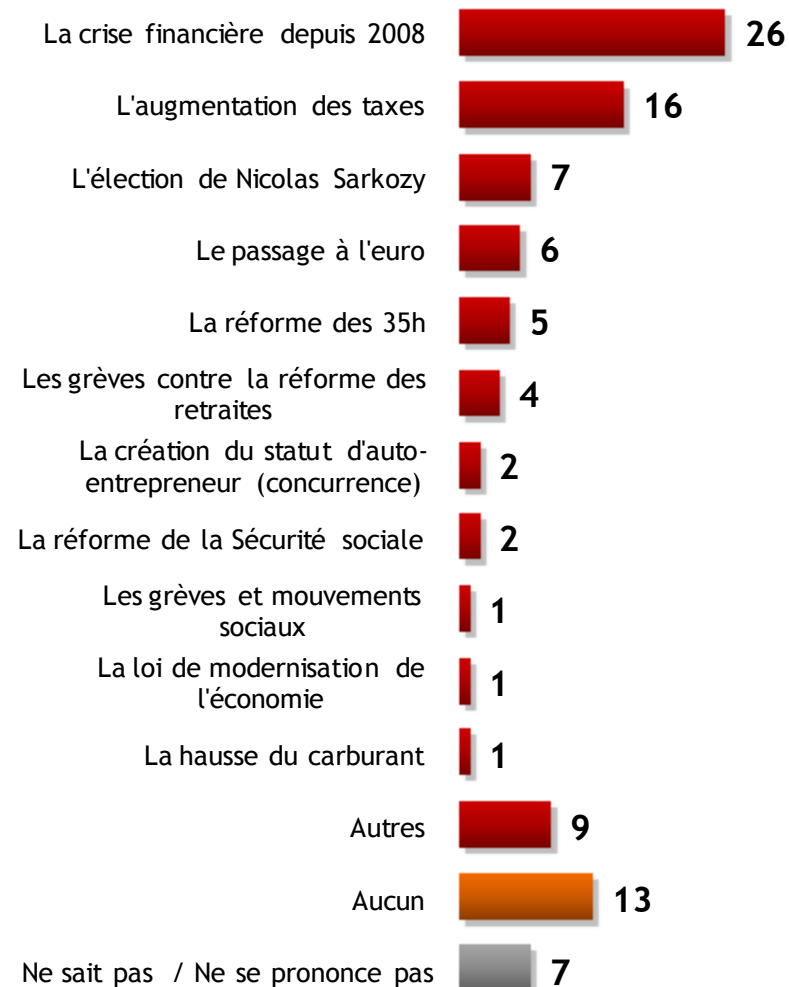
Près de la moitié des TPE ne relève aucun événement économique ou politique positif pour son entreprise entre 2000 et 2010, tandis qu'elles sont nombreuses à citer spontanément les conséquences négatives de la crise et de la fiscalité

Question : pour vous, quel a été l'événement économique et politique qui a marqué le plus positivement votre entreprise au cours de la période 2000-2010 ?
 (Question ouverte - réponses non suggérées)



Question : pour vous, quel a été l'événement économique et politique qui a marqué le plus négativement votre entreprise au cours de la période 2000-2010 ?
 (Question ouverte - réponses non suggérées)

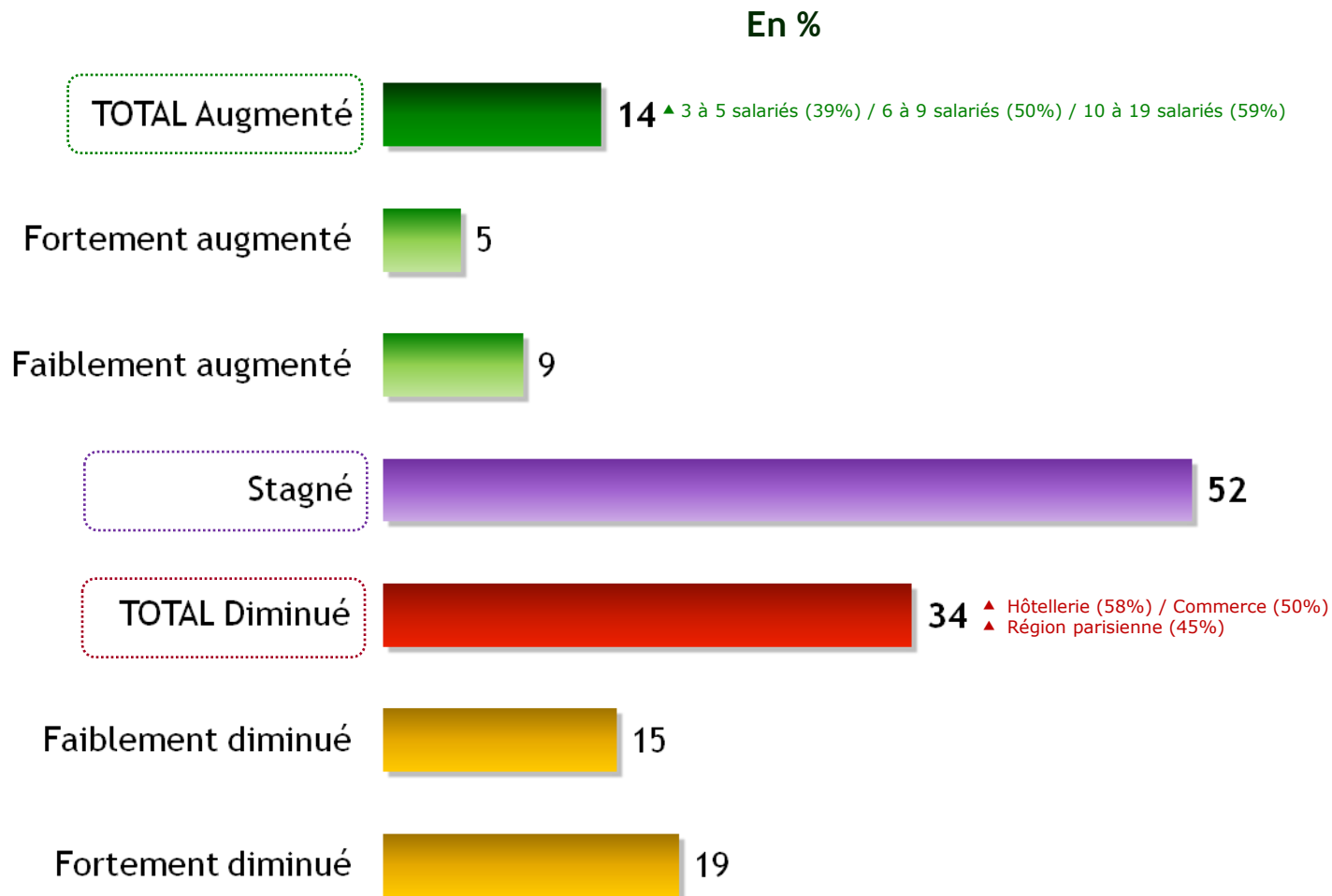
En %



Base : ensemble des TPE

Un tiers des patrons de TPE ayant créé ou repris leur structure avant 2001 ont réduit leurs effectifs salariés

Question : par rapport à il y 10 ans, l'effectif de votre entreprise a-t-il... ?

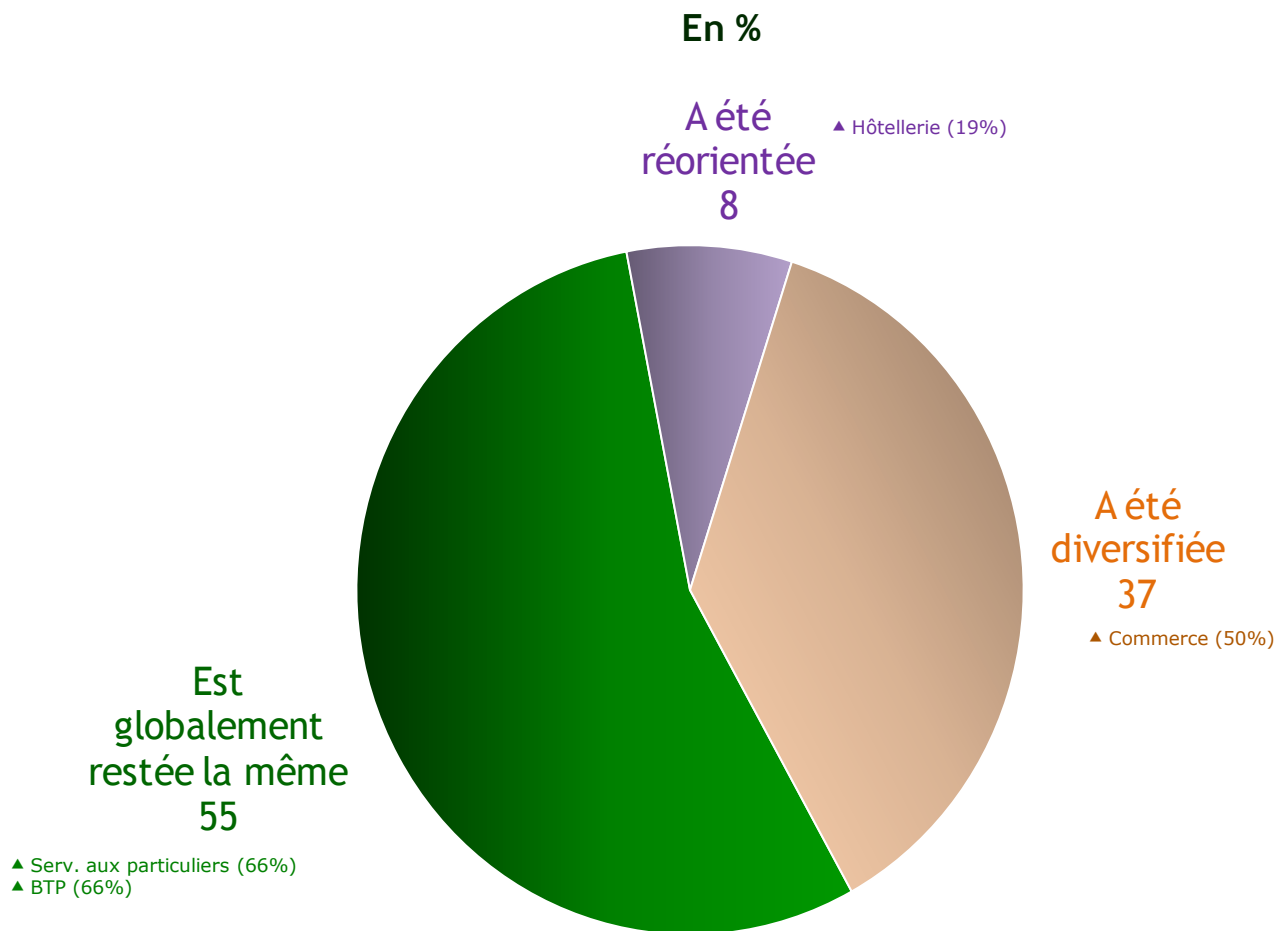


Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant créé ou repris leur structure depuis plus de dix ans

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Une diversification fréquente de l'activité de leur entreprise au cours des dix dernières années

Question : par rapport à il y 10 ans, l'activité de votre entreprise... ?

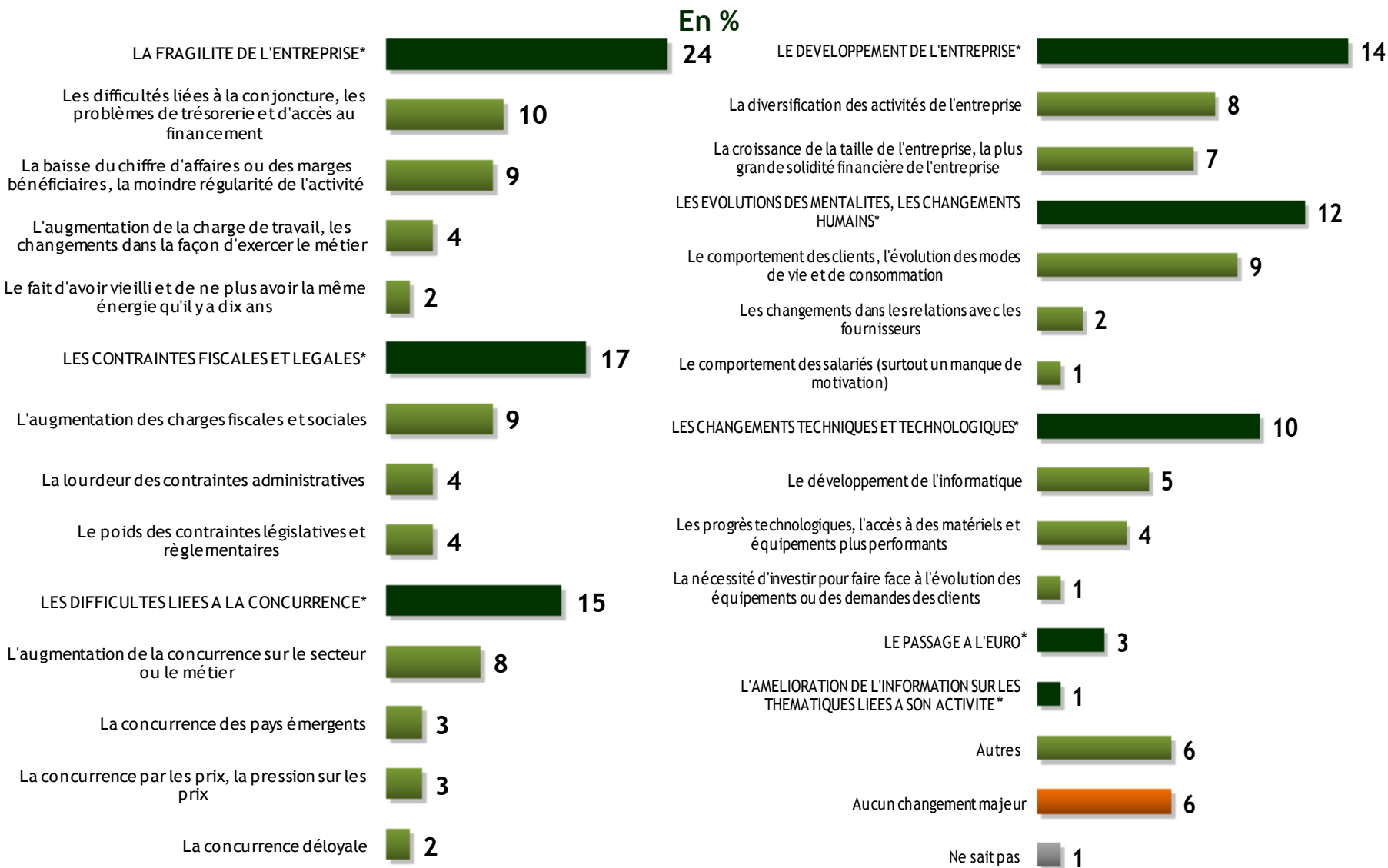


Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant créé ou repris leur structure depuis plus de dix ans.

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Les entreprises créées il y a plus de dix ans soulignent leur fragilisation et le développement de la concurrence, mais aussi le développement qu'elles ont connu et les évolutions technologiques et sociétales

Question : aujourd'hui, qu'est-ce qui a le plus changé pour votre entreprise par rapport à il y 10 ans ? (question ouverte - réponses non suggérées)

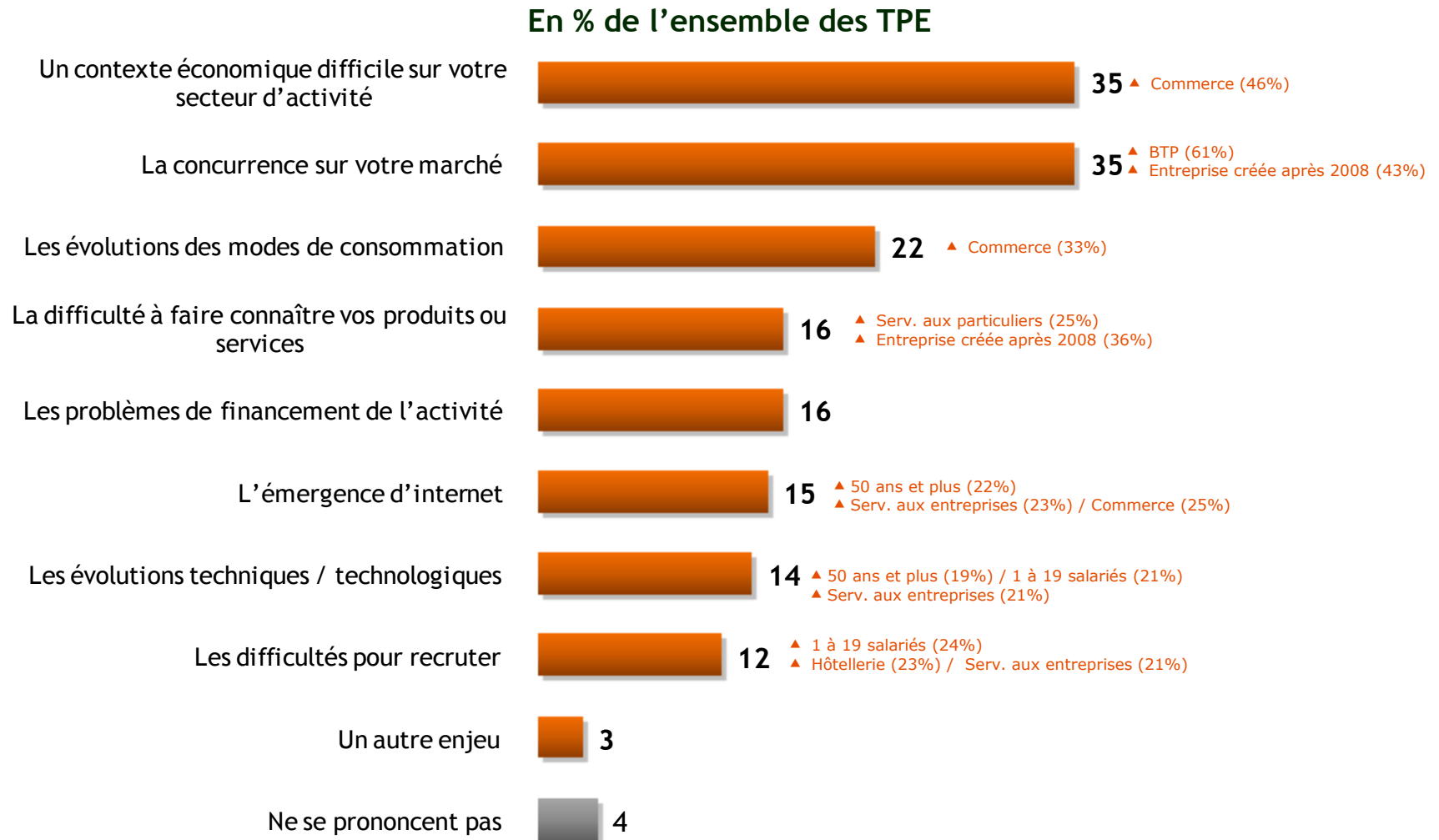


* Score correspondant à un sous-total logique de réponses

Base : à ceux qui ont créé ou repris avant 2001

Les principaux enjeux rencontrés par son entreprise depuis sa création concernant la conjoncture et la situation du marché

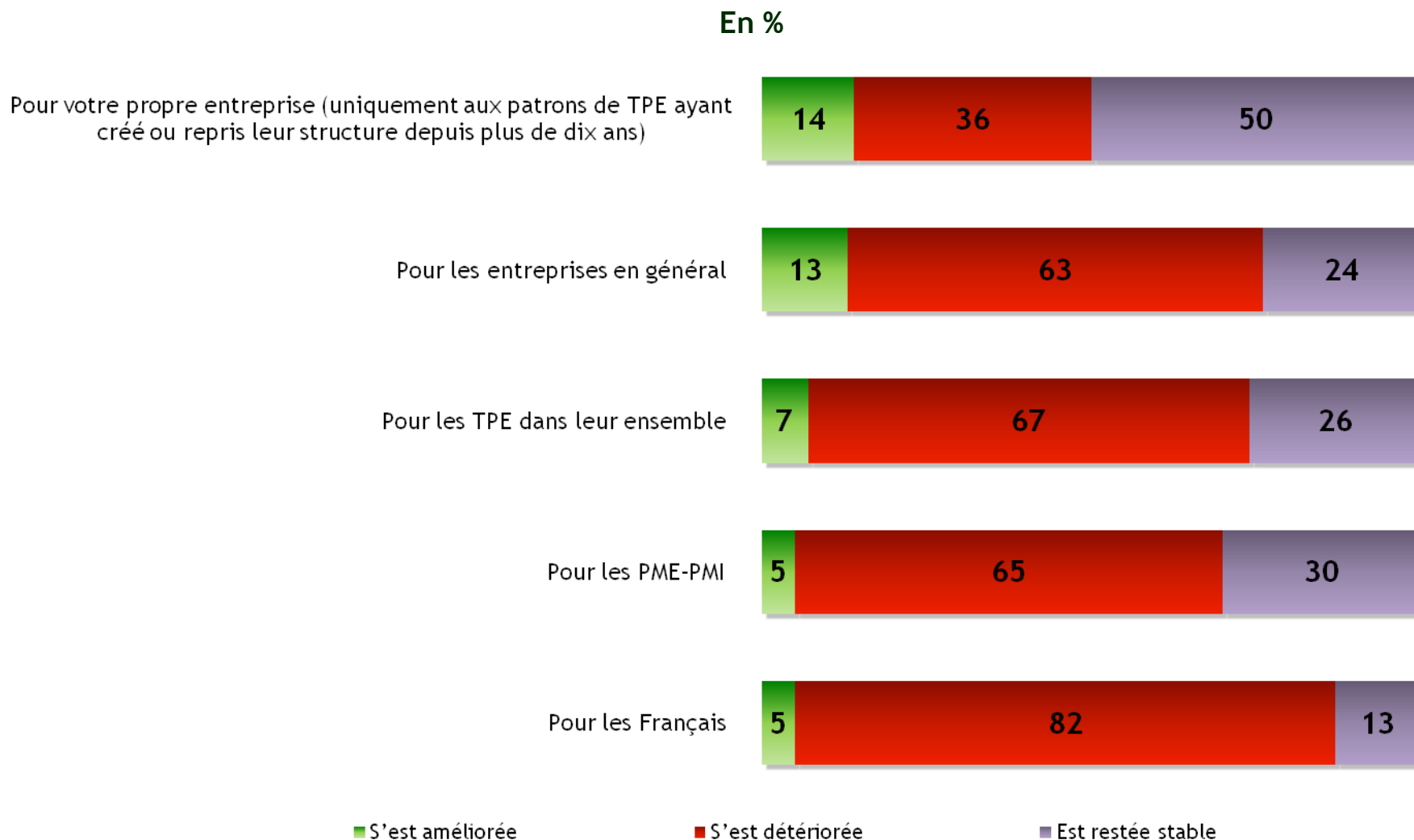
Question : depuis sa création, quelles ont été les principaux enjeux que votre entreprise a dû relever ?



Base : ensemble des TPE

Les TPE perçoivent une détérioration de la situation des entreprises, et plus encore de celle des Français, au cours des dix dernières années

Question : diriez-vous qu'au cours des dix dernières années, la situation s'est améliorée, s'est détériorée ou est restée stable... ?



Base : aux employeurs

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

LES PERSPECTIVES 2010 - 2020

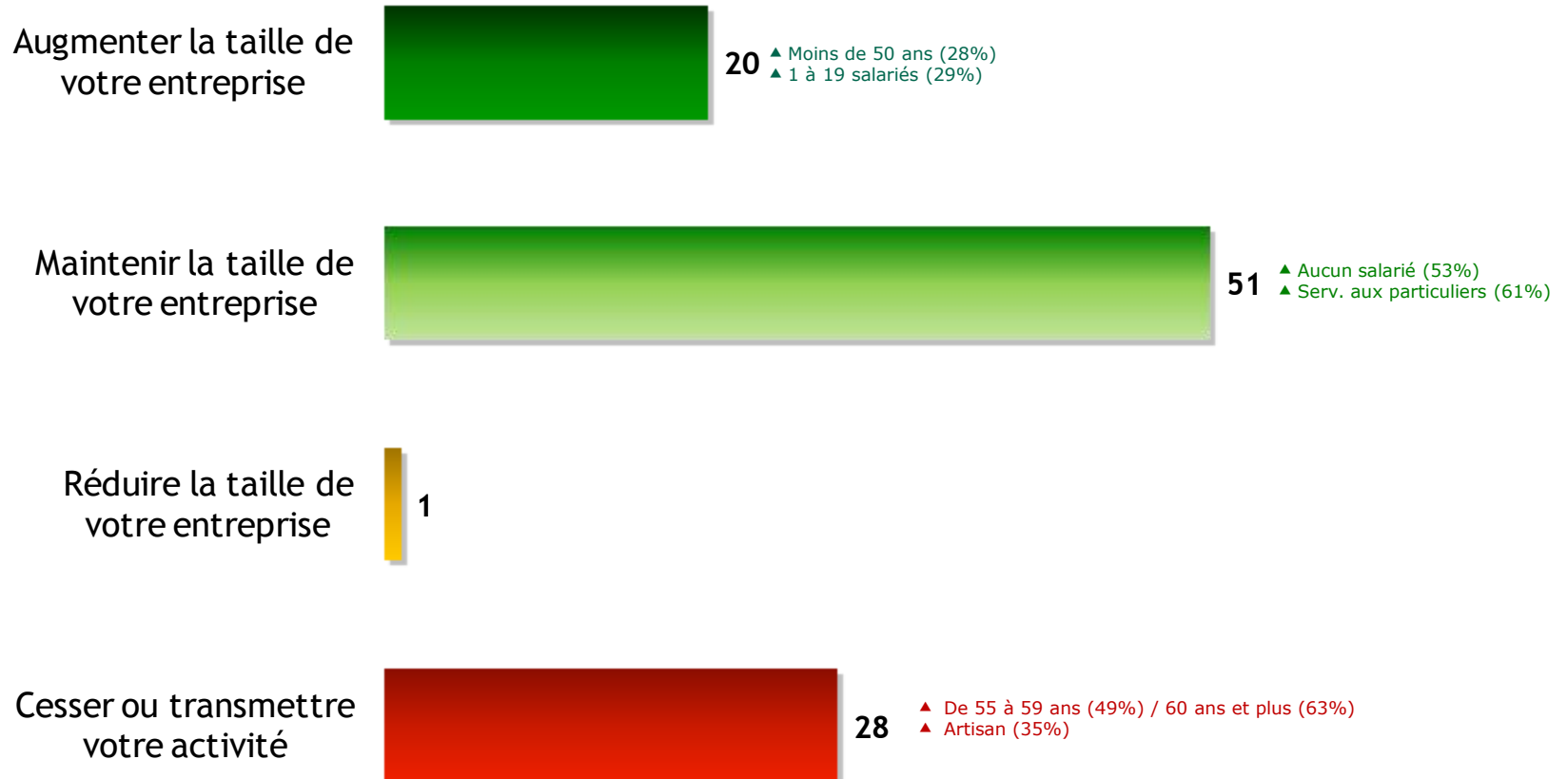
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Une majorité de TPE souhaite maintenir la taille de leur entreprise au cours des dix prochaines années

Question : personnellement, au cours des 10 ans à venir, souhaitez-vous... ?

En % de l'ensemble des TPE

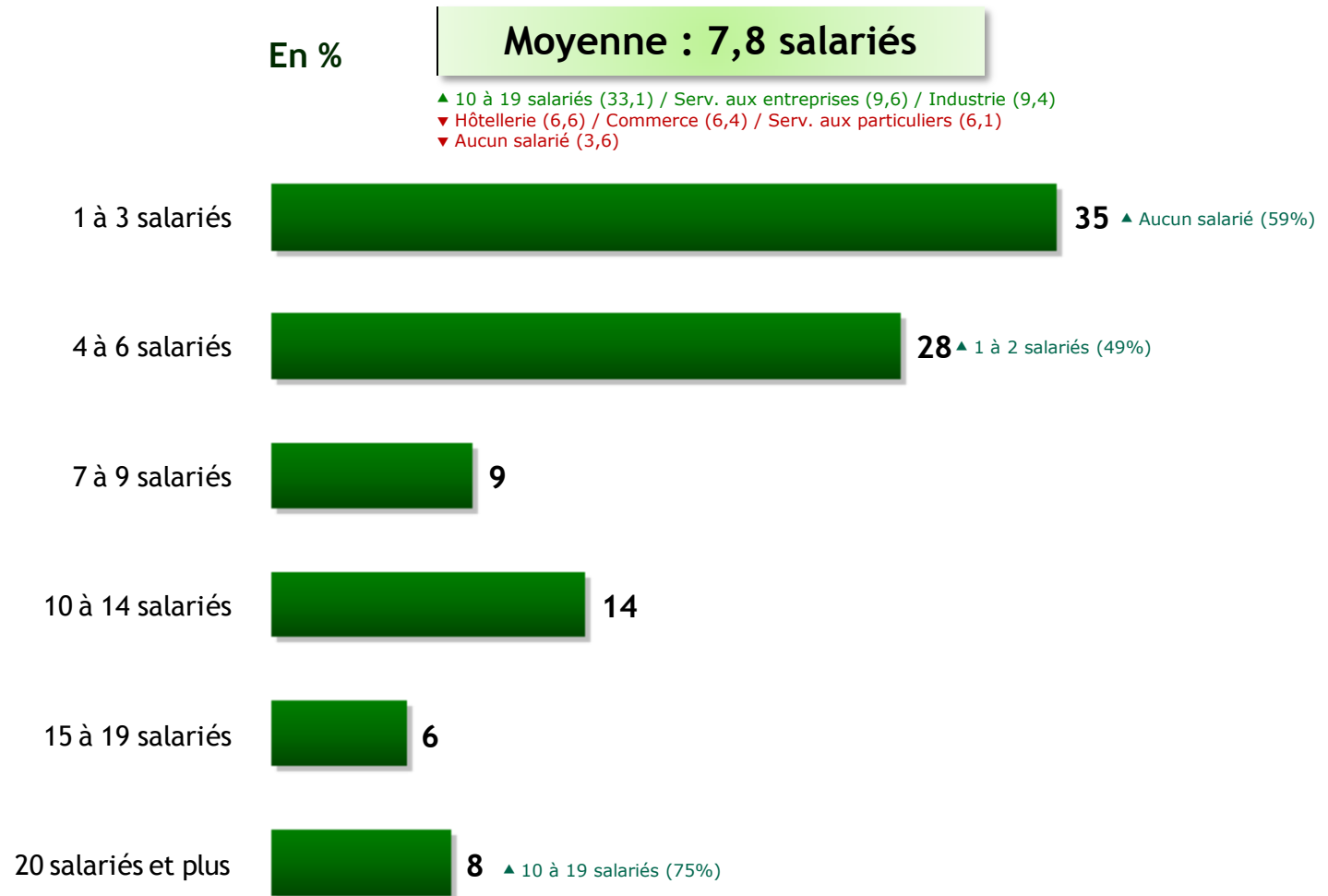


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Une taille moyenne inférieure à dix personnes souhaitée par les TPE qui souhaitent s'agrandir

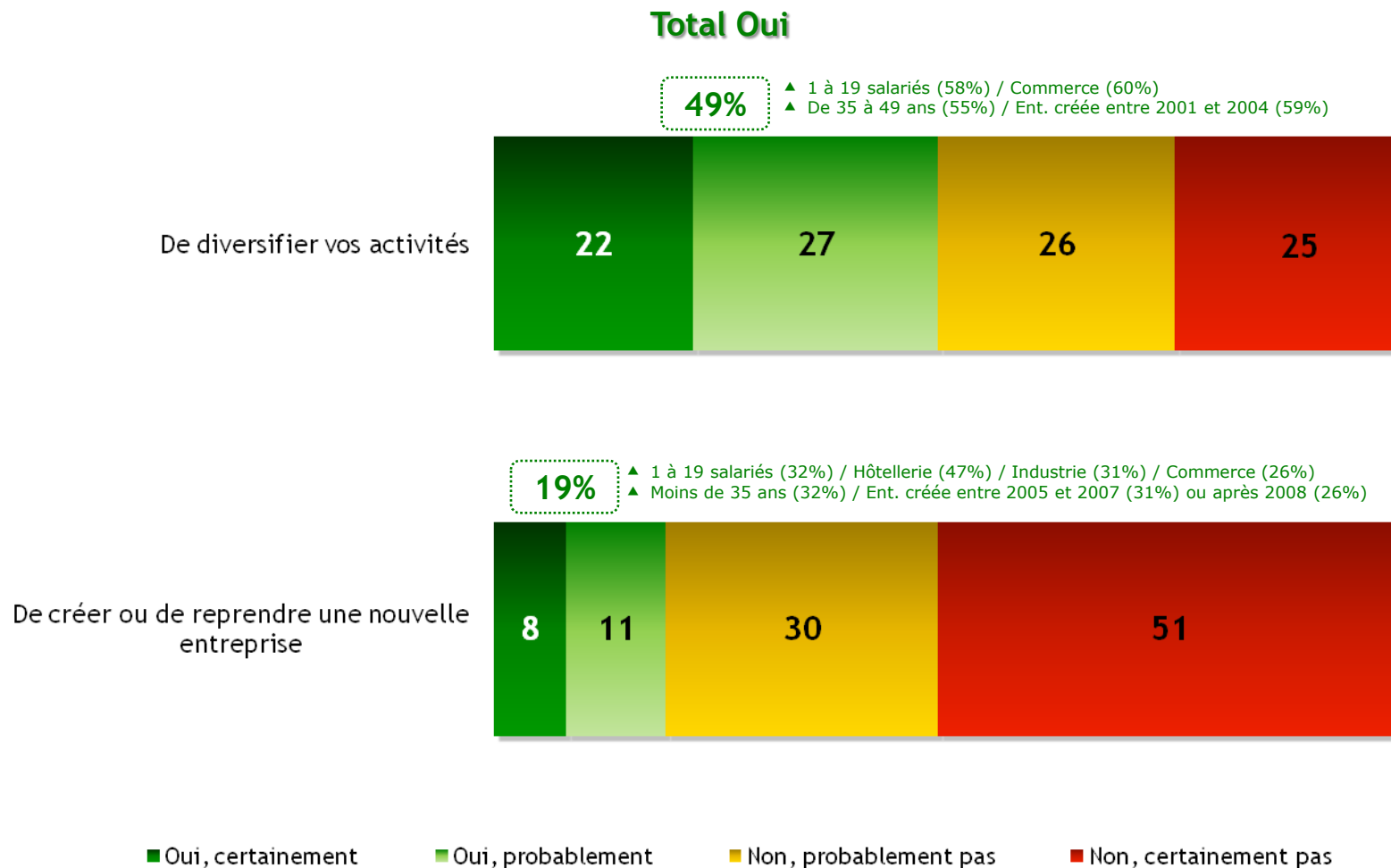
Question : idéalement, quelle taille d'entreprise souhaiteriez-vous atteindre dans les 10 ans à venir ?



Base : question posée uniquement aux patrons de TPE souhaitant augmenter la taille de leur entreprise au cours des dix prochaines années

Des TPE nombreuses à exprimer l'intention de diversifier leurs activités

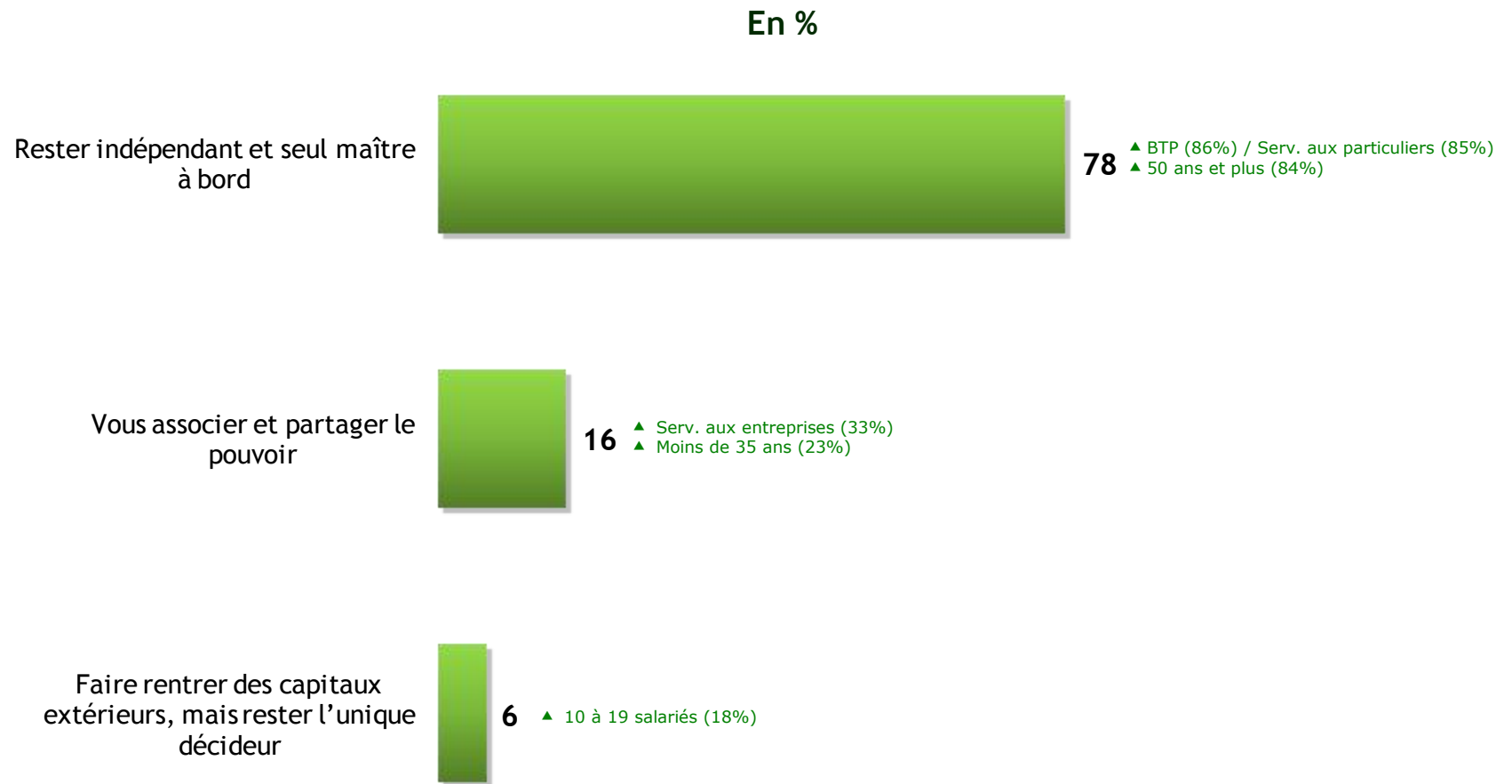
Question : et au cours des 10 ans à venir, envisagez-vous... ?



Base : question posée uniquement aux patrons de TPE qui n'envisagent pas de cesser leur activité ou de transmettre leur entreprise au cours des dix prochaines années

Une volonté très largement exprimée de rester indépendant

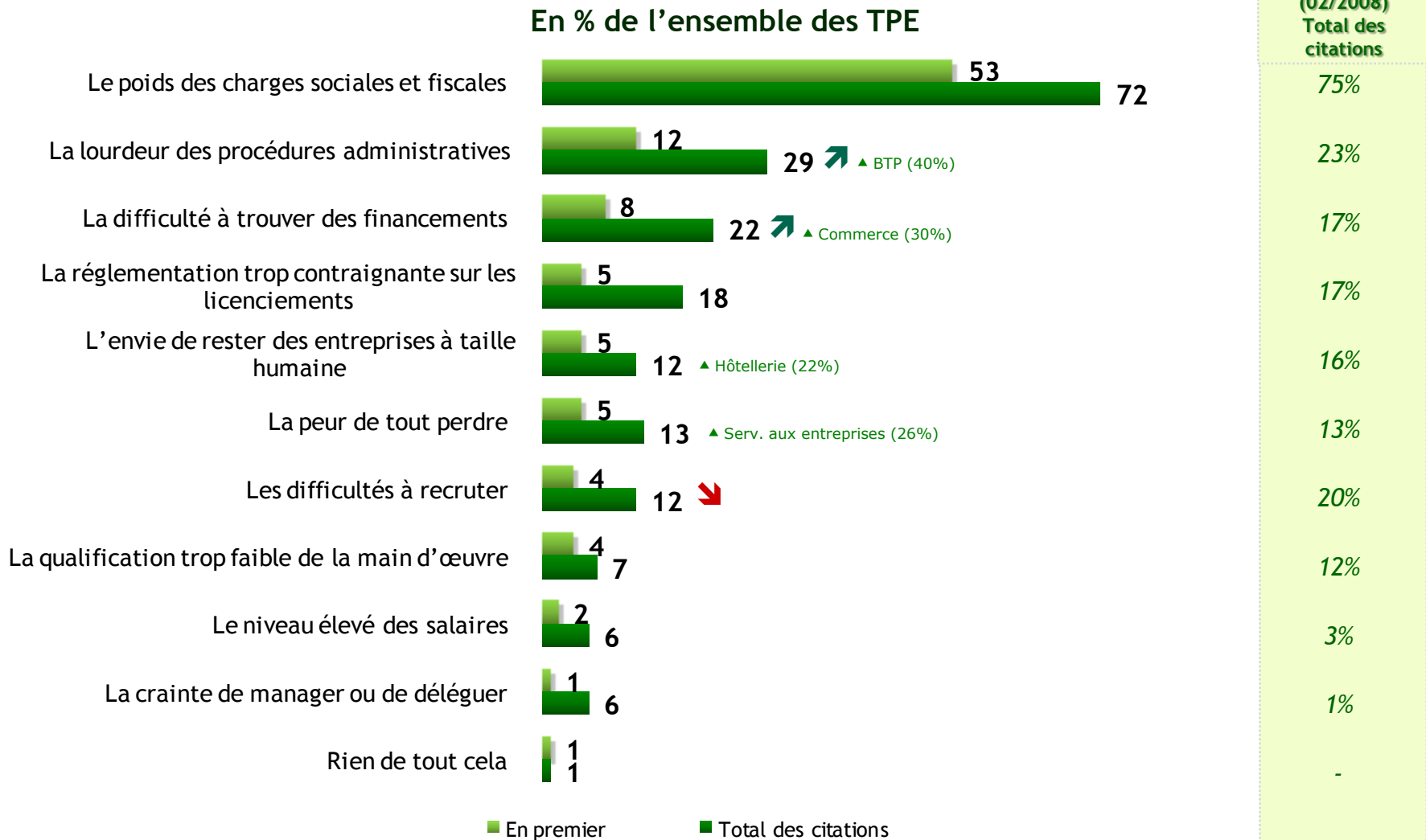
Question : et souhaiteriez-vous plutôt... ?



Base : question posée uniquement aux patrons de TPE qui n'envisagent pas de cesser leur activité ou de transmettre leur entreprise au cours des dix prochaines années

Le poids des charges demeure le principal frein à la croissance identifié par les petites entreprises

Question : quels sont, selon-vous, les principaux facteurs qui empêchent les petites entreprises qui le souhaitent de grandir ? En premier ? En second ?

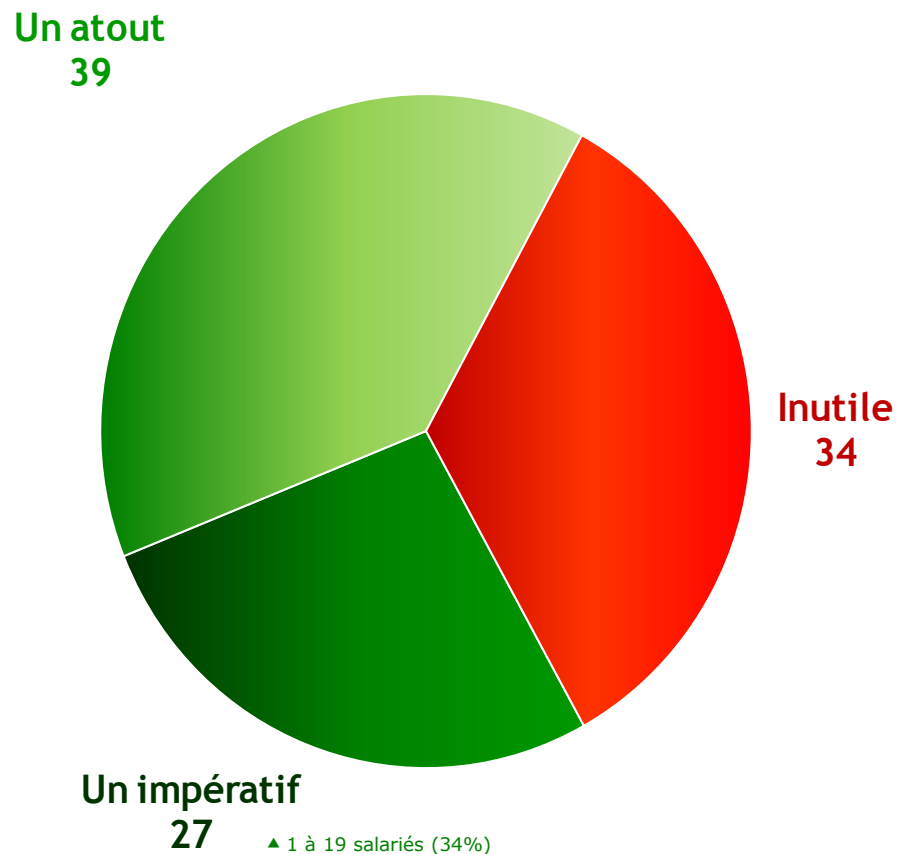


Base : ensemble des TPE

L'efficacité d'un allègement de la réglementation du travail pour favoriser le développement de leur entreprise

Question : pour favoriser le développement économique de votre entreprise, l'allègement de la réglementation du travail est-il plutôt... ?

En % de l'ensemble des TPE

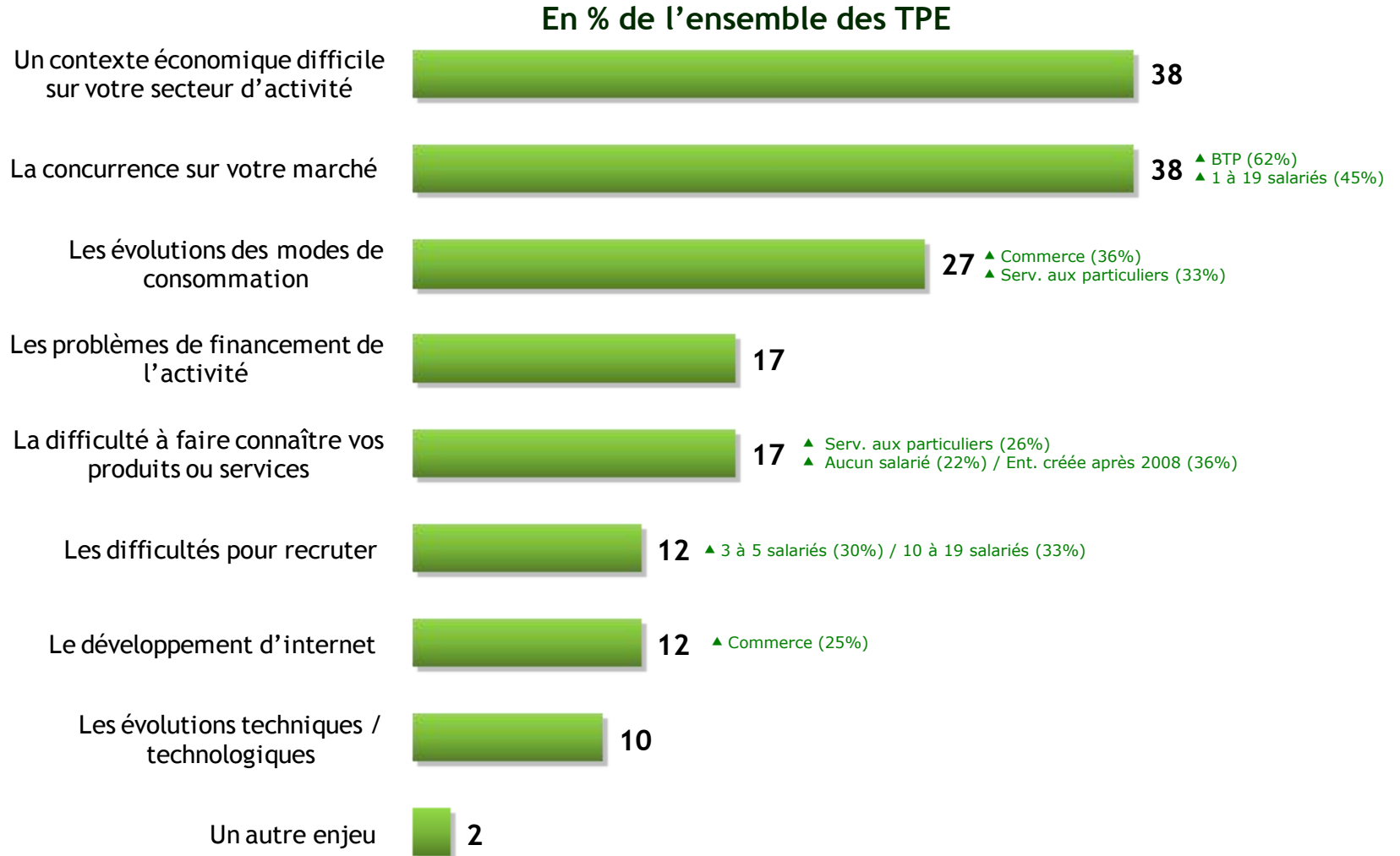


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Des enjeux à relever par leur entreprise au cours des dix prochaines années identiques à ceux relevés durant la décennie qui vient de s'écouler

Question : au cours des dix ans à venir, quels seront selon vous les principaux enjeux à relever pour votre entreprise ?



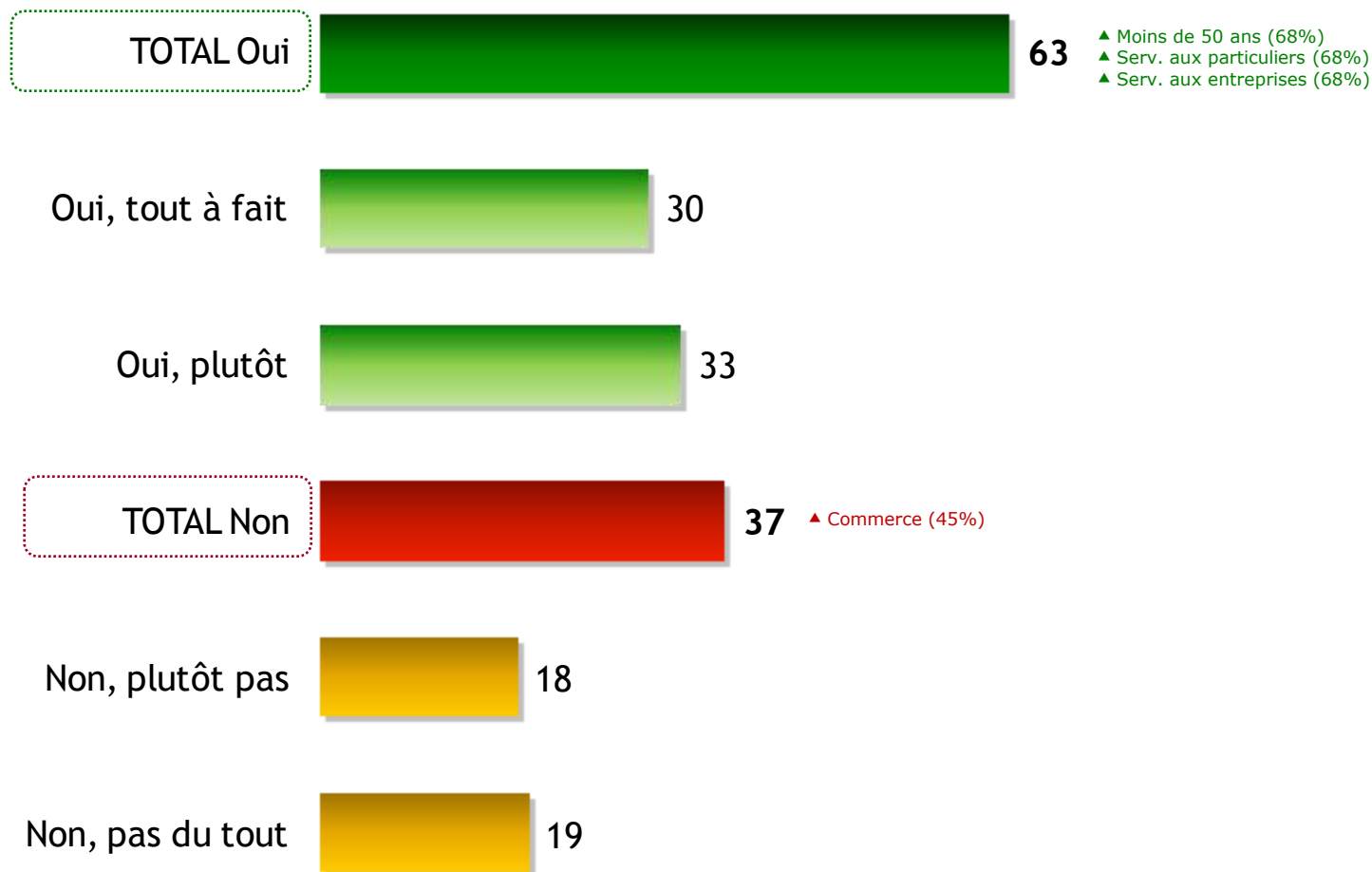
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Une disposition importante à conseiller à ses enfants ou petits-enfants de devenir chef d'entreprise

Question : est-ce que vous conseilleriez à vos enfants ou petits-enfants de devenir patron d'entreprise ?

En % de l'ensemble des TPE

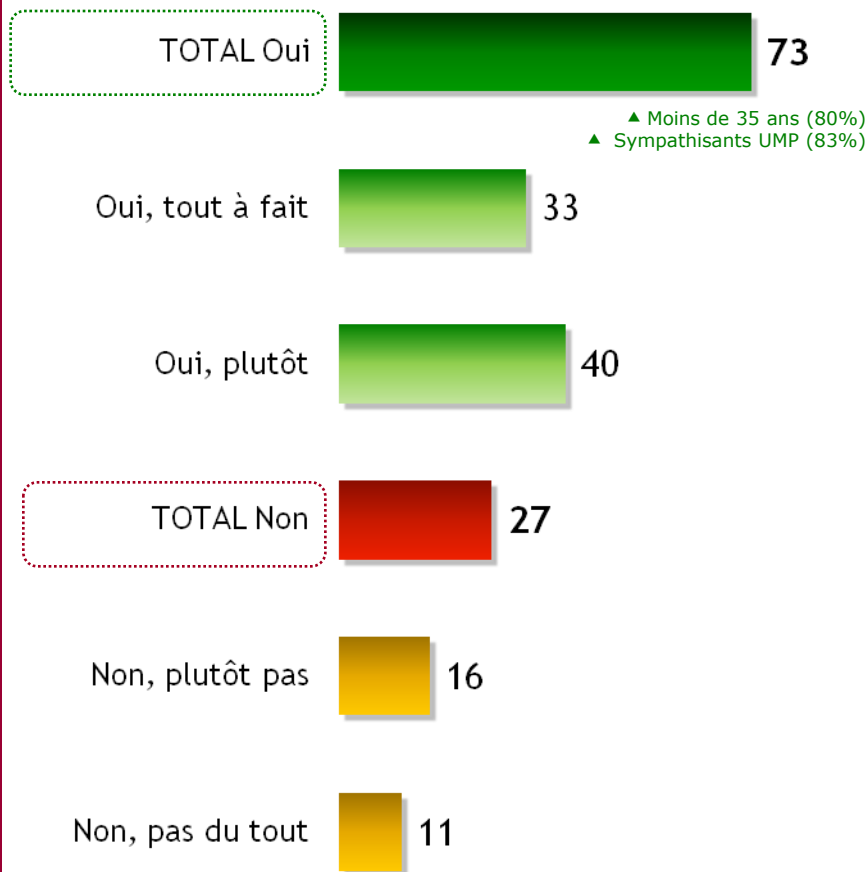


Base : ensemble des TPE

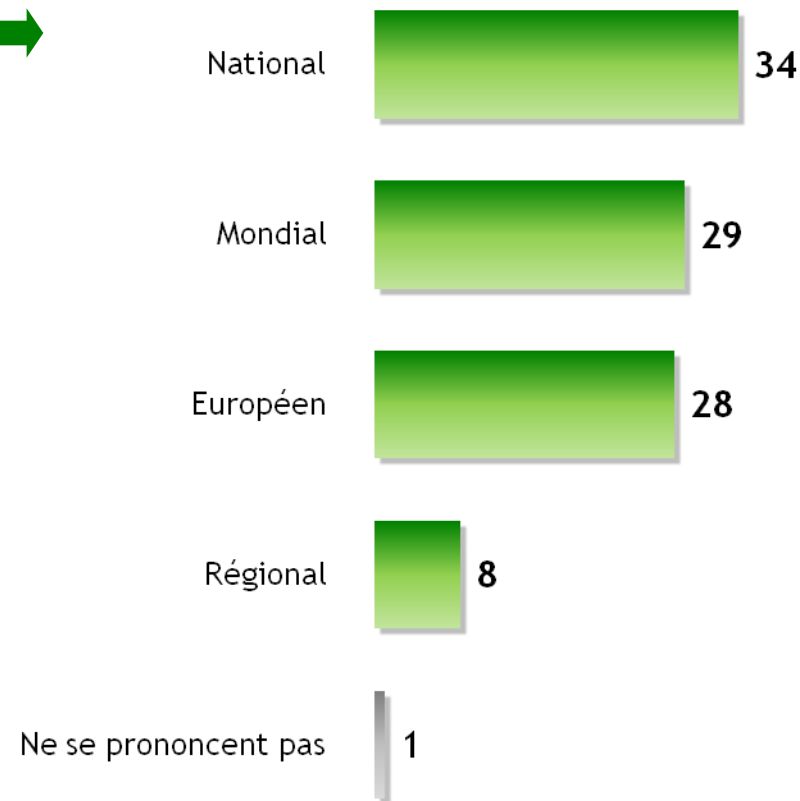
Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Une capacité du politique à agir sur l'économie largement reconnue

Question : selon vous, le politique peut-il véritablement agir sur l'économie ?



Question : selon vous, à quel niveau se situe le vrai pouvoir politique pour agir sur l'économie ? Au niveau...

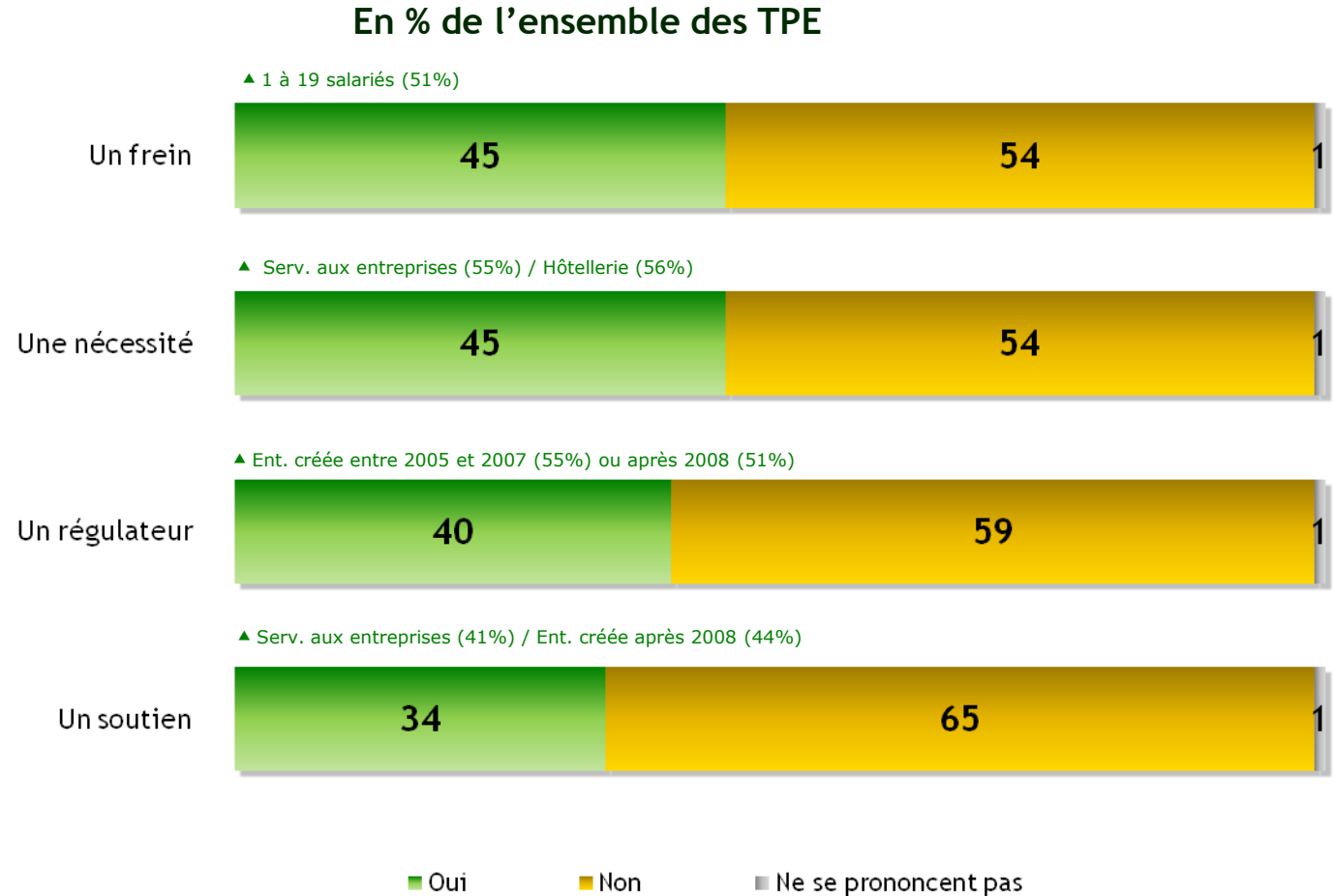


Base : question posée uniquement aux patrons de TPE qui estiment que le politique peut véritablement agir sur l'économie

Base : ensemble des TPE

Un apport de la fonction publique pour leur entreprise davantage souligné par les jeunes entreprise

Question : pour votre entreprise dans les dix prochaines années, diriez-vous que la fonction publique française sera plutôt... ?

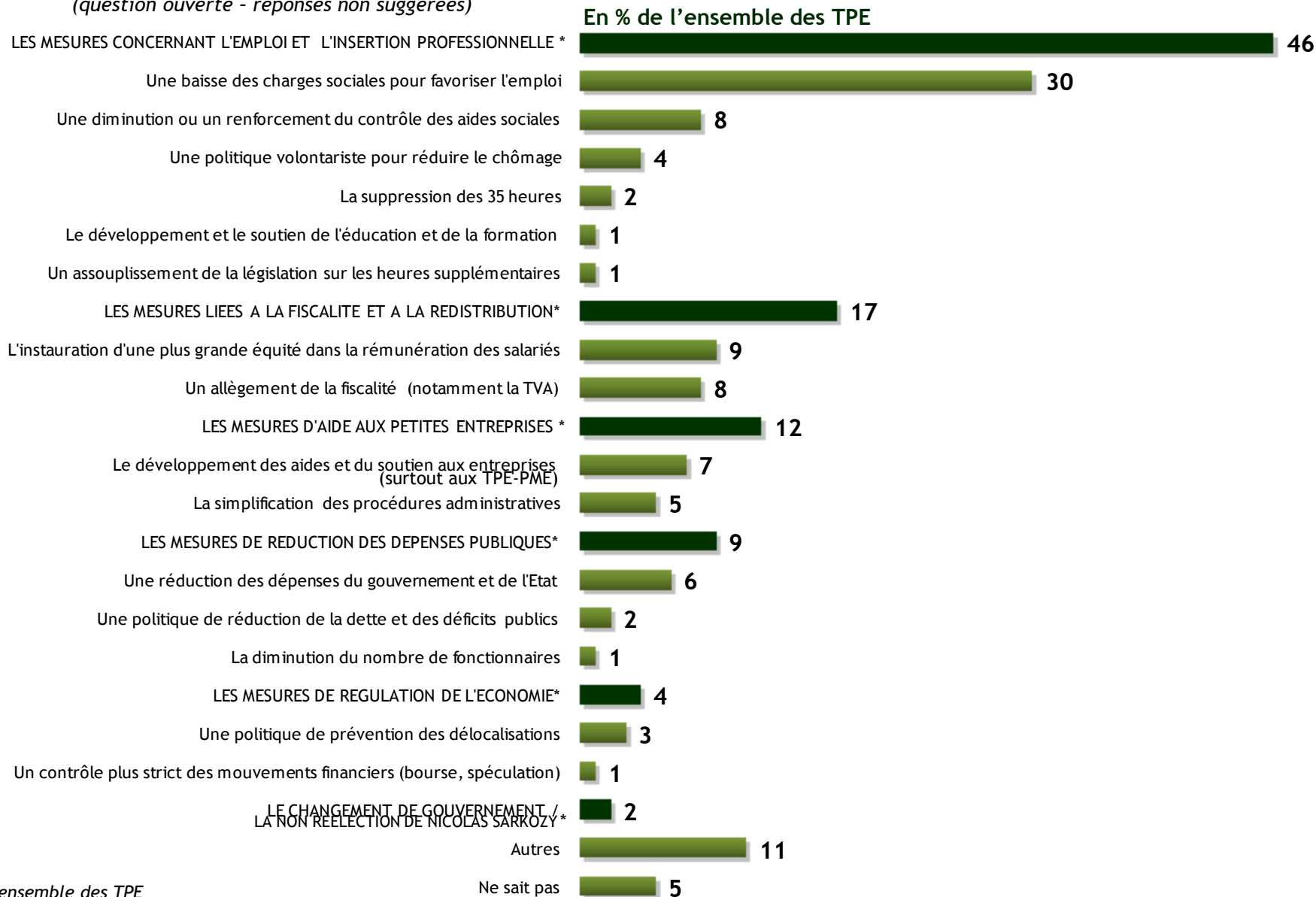


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

Pour les patrons de TPE, l'amélioration de la situation économique doit d'abord passer par des actions en faveur de l'emploi

Question : s'il devait être pris une seule mesure pour que l'économie se porte mieux, quelle serait-elle ?
 (question ouverte - réponses non suggérées)



Base : ensemble des TPE

LES VALEURS DES PATRONS DE TPE

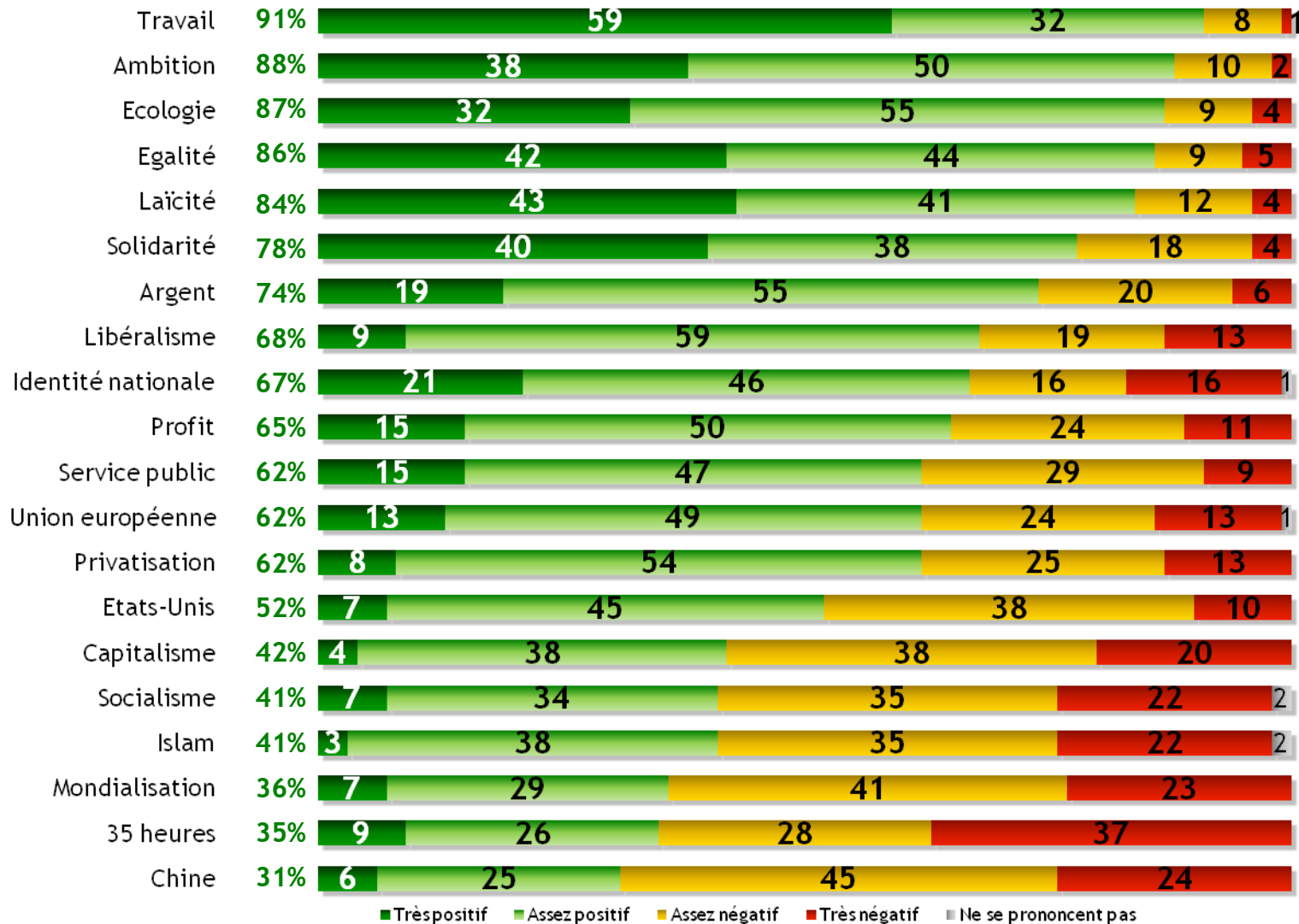
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Les évocations associées à différents éléments ou valeurs

Question : chacun des mots suivants évoque-t-il pour vous quelque chose de positif ou de négatif ?

Total Positif

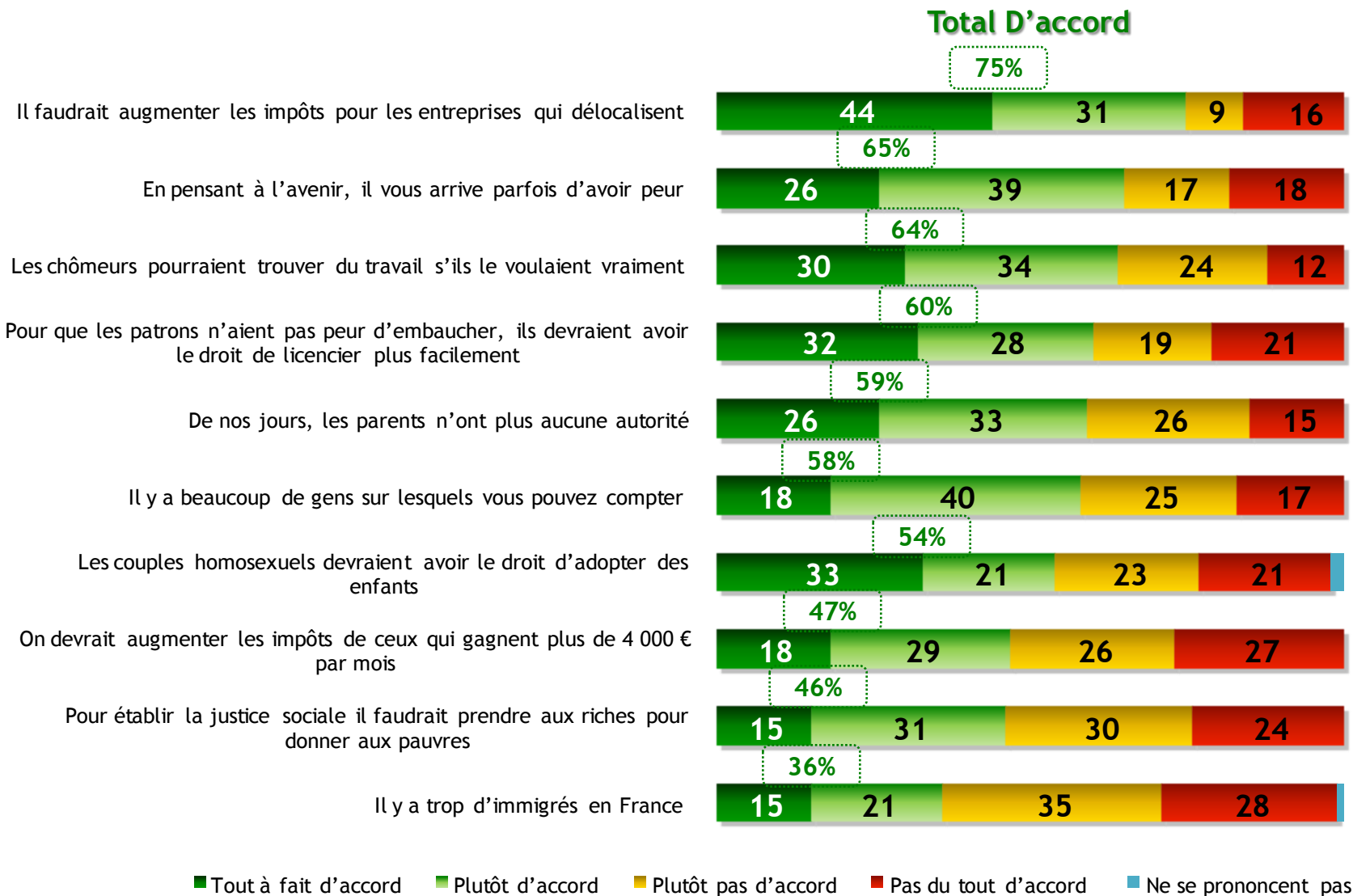


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

L'approbation de différentes opinions sur la société française

Question : voici maintenant une liste de phrases. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord ?



Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 40 - Octobre / Novembre / Décembre 2010

MÉTHODOLOGIE

Échantillon de 1 003 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés, interrogé par téléphone du 19 octobre au 4 novembre 2010.

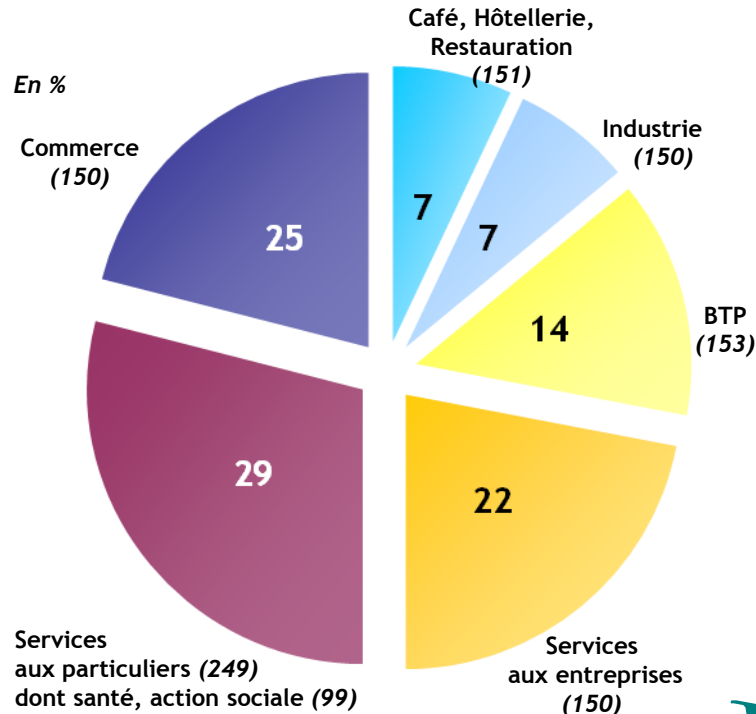
- ☺ L' échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - 🚫 le secteur d'activité de l'entreprise,
 - 🚫 la taille de l'entreprise,
 - 🚫 la région d'implantation de l'entreprise.

Des résultats nationaux représentatifs : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

ÉCHANTILLON TPE

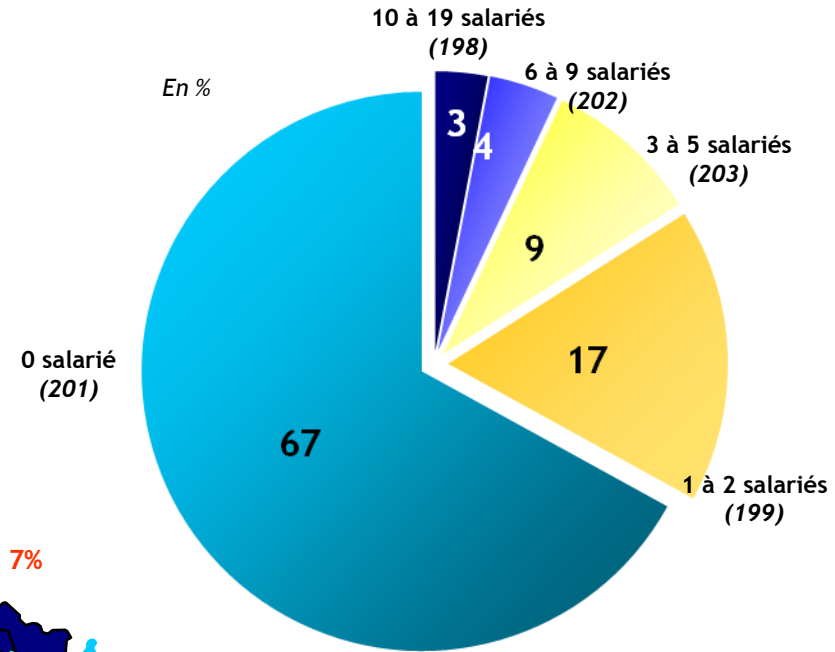
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



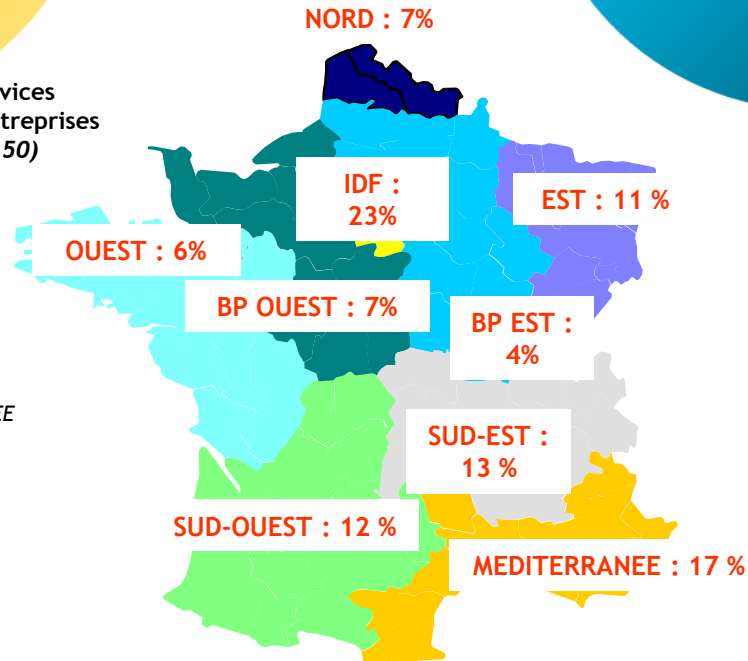
TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



Source :
INSEE
SIRENE
chiffres au 1^{er} septembre 2010